

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE LES OCCIDENTAUX ET TRIPOLI

- Un quatrième otage anglais aurait été tué
- Quatre Libyens vont être expulsés de France

L'arme de la peur

Qui aurait pu penser que M^{rs} Thatcher serait un jour « lâchée » par la majorité de l'opinion publique britannique sur une affaire qui concerne en premier lieu sa fermeté envers le terrorisme ? Qui l'aurait dit il y a deux ans, lorsque la Grande-Bretagne unanime était bouleversée par l'assassinat d'une jeune femme de la police par des « diplomates » libyens à Londres ? On quand, une dévotion son premier ministre, elle regardait la Navy partir en guerre vers les loutrelles Malouines pour défendre un principe plus qu'une possession ? On encore quand la majorité silencieuse approuvait l'attitude d'un chef de gouvernement qui, au nom de l'intransigeance face au terrorisme, laissait mourir à feu deux dans leur prison dix grévistes de la faim nord-irlandais ?

Si l'opinion britannique a rejoint sur l'affaire du raid américain contre la Libye celle de la plupart des pays européens, c'est que les mêmes causes produisent les mêmes effets : la menace engendre la peur. Celle-ci explique sans doute, avant toute autre considération, que plus des deux tiers des citoyens du Royaume-Uni désapprouvent leur premier ministre. Les assassins d'otages britanniques ont montré que cette peur était fondée.

Le sondage réalisé en France par l'IFOP pour « le Point » confirme cette interprétation : les Français, si on l'en croit, sont presque aussi nombreux à approuver le raid américain qu'à le désapprouver (39 % contre 40 %). Ils sont en revanche très nettement satisfaits (55 %) du refus du gouvernement de laisser l'aviation américaine survoler le territoire national. Partagés sur la validité du recours des États-Unis à la force, ils se retrouvent volentiers dans la satisfaction de n'être pas directement mêlés à cette affaire.

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis à deux reprises ces derniers jours n'ont pas été beaucoup plus constructifs. On peut, comme M. Kohl, estimer que la racine du mal est politique et appeler de ses vœux pleins une initiative diplomatique européenne pour promouvoir une solution « au conflit du Moyen-Orient ». On peut affirmer une fois de plus la nécessité d'une coopération dans la lutte antiterroriste, mais ce principe jusqu'à présent n'a guère été appliqué. On peut, enfin, condamner le recours aux bombardiers - comme vient de le faire avec vigueur le Parlement de Strasbourg - mais M. Reagan a-t-il été mieux entendu des Européens lorsqu'il réclamait des sanctions économiques contre la Libye ? La vérité, c'est que l'Europe ne sait pas ce qu'il convient de faire contre le terrorisme et que, dans le doute, elle a préféré majoritairement s'abstenir.

Le relatif isolement de M^{rs} Thatcher a aussi d'autres raisons : ses proches eux-mêmes lui tiennent rigueur d'un autoritarisme qui fait l'économie de toute concertation gouvernementale ; on l'accuse surtout d'être inféodée à Washington et, comme dans d'autres récentes affaires, d'écouter la voix de l'Amérique plutôt que celle de l'Europe. Quels que soient ces griefs, il est frappant de voir l'absence avec laquelle même les dirigeants de grands partis politiques britanniques en arrivent, se trompant de coupable, à rendre le chef de leur gouvernement responsable des crimes de jeudi. Cette confusion, engendrée par l'émotion et par la peur, est peut-être l'effet le plus pervers du terrorisme.

Alors que le colonel Kadhafi a renoncé à s'en prendre à l'Europe du Sud pour riposter au raid américain de mardi, sa contre-attaque se poursuit dans le domaine du terrorisme, et un quatrième otage britannique au Liban aurait été assassiné par une faction prolibyenne.

Un communiqué du ministère de l'intérieur annonce ce jeudi à Paris l'expulsion prochaine de quatre Libyens, « pour agissements de nature à nuire à l'ordre public ».

A Londres, où a eu lieu une tentative d'attentat contre un avion israélien, M^{rs} Thatcher est politiquement en difficulté, en raison du soutien accordé au président Reagan.

La « vengeance » promise par le colonel Kadhafi pour riposter au raid américain de mardi, en premier lieu, les otages britanniques au Liban, tenus pour responsables du soutien accordé à M. Reagan par leur gouvernement. Dernier en date, le cameraman John McCarthy, enlevé jeudi 17 avril sur la route de l'aéroport alors qu'il tentait de quitter le pays, aurait été assassiné. Trois corps d'hommes tués par balles, dont deux sont ceux d'enseignants britanniques, ont été retrouvés jeudi dans le Chouf. Le troisième corps ne serait pas celui du journaliste britannique Alec Colett, mais l'organisation qui l'avait enlevé assure, dans un communiqué, l'avoir « pendu en cérémonie » pour répondre au « raid barbare anglo-américain ».

Ces assassinats en série ont amené le gouvernement français à exprimer son « indignation ». Washington assure n'être pas surpris de ces représailles contre des innocents, représailles qui ont exacerbé à Londres les critiques adressées à M^{rs} Thatcher. Le premier ministre doit faire face au malaise de sa majorité et à l'émotion de l'opinion, et ne semble plus disposé à faciliter - en cas de nouveau raid américain -

la tâche de son allié, Washington, où le ressentiment grandit à l'égard de la France et de son « lâchage », mise toujours sur la chute du régime du colonel Kadhafi. Toutefois, à Tripoli, le « guide de la révolution » est à nouveau apparu à la télévision.

Un attentat préparé par un inconnu qui avait confié à une passagère irlandaise une valise contenant une bombe a été déjoué à l'aéroport londonien d'Heathrow à l'embarquement d'un vol d'El Al pour Tel-Aviv. Enfin, des manifestations anti-américaines ont eu lieu au Caire et à Tunis. Au Conseil de sécurité des Nations unies, la Grande-Bretagne a dressé jeudi un vigoureux réquisitoire contre le « terrorisme d'Etat » de la Libye. Le Parlement européen, pour sa part, a condamné l'opération américaine, qui n'est pas de nature à enrayer le terrorisme et à punir les coupables.

M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, doit recevoir samedi matin M. Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint américain, pour examiner la situation créée par le raid des États-Unis et ses conséquences.

(Lire pages 3, 4 et 36.)

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Six personnes déferées au parquet après l'attentat visant M. Bana

Six personnes ont été déferées, vendredi matin 18 avril, au parquet de Paris après la rafle policière opérée au lendemain de l'attentat manqué, le 15 avril, contre M. Guy Bana, vice-président du CNPF, à son domicile du Vésinet (Yvelines). Dix kilos d'explosifs, une quinzaine d'armes automatiques et 2,5 millions de francs ont été saisis lors de perquisitions. Pour autant, cette pêche policière n'a pas permis, dans l'immédiat, de faire radicalement progresser l'enquête sur le mitraillage de la voiture de M. Bana ou d'identifier les auteurs d'attentats revendiqués par Action directe.

Les enquêteurs ont volontairement « ratissé large », en visant au-delà de la mouvance connue d'Action directe et en tentant de s'en prendre à la logistique éventuelle des terroristes. C'est ainsi que les membres d'un collectif cinématographique, Le grain de sable, qui réfute toute assimilation avec le terrorisme, se sont trouvés parmi les cinquante-trois interpellés. Ils ont été relâchés, et rien ne leur est reproché.

Les interpellations se sont faites dans le cours de deux commissions rogatoires différentes, l'une du parquet de Versailles, l'autre du parquet de Paris. La première n'aura pas été fructueuse, toutes les personnes arrêtées ayant été relâchées, aucun élément n'étant venu éclairer la tentative d'attentat contre M. Bana ou un attentat commis le 6 décembre 1985 contre un organisme de l'OTAN à Versailles, la Central European Operating Agency (CEDA). En revanche, les arrestations opérées à Paris ont permis aux policiers d'éclaircir une autre affaire, montrant, selon eux, l'implication de

milieux d'extrême gauche dans le banditisme.

Les six personnes déferées semblent en effet fortement impliquées dans un hold-up commis contre la Banque de France à Niort, le 4 mars dernier. Ce jour-là, six malfaiteurs masqués et grimpés avaient neutralisé une trentaine d'employés et, opérant en véritables professionnels, avaient emporté un butin de 29 millions de francs. Les 2,5 millions de francs trouvés lors de la perquisition proviennent de ce butin. Ces six personnes sont, pour la plupart, connues pour leur engagement passé dans la mouvance d'extrême gauche.

Il s'agit, d'une part, de Jacques Darmon, Hamid Lallaoui, Aïa Feronche, sa compagne, et José Alloune, déferés au parquet pour recel de vol, détention d'armes et d'explosifs ; d'autre part, de Philippe Gibault et Christine Farbury, déferés pour faux et usage de faux, recel de vol, cumulant groupes étant dissociés par les policiers.

E. P.

(Lire nos Informations page 11.)

Marcel Dassault est mort

PAGE 36

Une proposition de M. Gorbatchev

Réduction des armes classiques, « de l'Atlantique à l'Oural ».

PAGE 5

La rénovation du PS

Les amis de M. Chevènement proposent une alliance des « productifs pour le progrès ».

PAGE 10

L'OCDE optimiste

Les perspectives économiques pour 1987 sont meilleures.

PAGE 31

Débats : Proche-Orient (2) • Énergie (3 à 5) • Politique (8 à 10) • Société (11 et 12) • Sports (26) • Culture (26 et 27) • Communication (27) • Économie (27 à 35)

Programmes des spectacles (28) • Radio-télévision (29) • Informations services : Méthéorologie (29) • Loto (30) • Mots croisés (22) • Carnet (30) • Annonces classées (30)

ÉLECTIONS LE 7 MAI AU BANGLADESH

La veuve, l'orpheline et le général

De notre correspondant en Asie du Sud

New-Delhi. — Cette fois, « parole de général », les élections législatives promises depuis quatre ans, annoncées à trois reprises puis annulées chaque fois, pour cause de boycottage par l'opposition, auront lieu le 7 mai prochain au Bangladesh.

Cheikh Hasina Wajed, fille de Mujibur Rahman - le « père de la nation » assassiné en 1975 - et dirigeante de la Ligue Awami (du peuple), a annoncé, la première, la participation de sa coalition (dix partis de centre et de gauche) à ce qu'elle appelait, il y a guère, « une force destinée à légitimer le régime illégal des militaires ». Maintenant, s'est écriée le général Ershad, administrateur en chef de la loi martiale, depuis son coup d'Etat de mars 1982, « seul Allah le très grand pourrait changer la date » de son rendez-vous avec les quarante-neuf millions d'électeurs bangladais.

Reste à savoir, cependant, combien accepteront de jouer le jeu selon les règles établies par le général-président. Celui-ci a, certes, rétabli au début de l'année les libertés politiques et promis de démanteler avant la consultation les tribunaux spéciaux ; mais la loi martiale et son administrateur, eux, resteront en place au moins jusqu'à la proclamation des résultats.

Dure pillule que la fille de Mujibur Rahman a finalement digérée, mais que la bégum Khaleda Zia, l'autre grande dirigeante de l'opposition, se refuse, malgré le passé de son mouvement (1), à accepter. La coalition de sept partis (droite) emmenée par le Parti national du Bangladesh (BNP), fondé par feu son époux le président Zia Ur Rahman (assassiné en 1981), a décidé, après maintes tergiversations, de boycotter la consultation.

Cinq petites organisations, jusque-là associées à la Ligue Awami, ont rompu avec Cheikh Hasina et également décidé le boycottage. Bref, si l'objectif de l'habile général Ershad était de semer la discorde entre celles qu'on appelle, à Dhaka, « la veuve et l'orpheline », c'est gagné ! Déjà les militants des deux coalitions s'affrontent presque quotidiennement dans la rue et dans les universités, hauts lieux traditionnels de l'activisme politique bangladais. Les morts et les blessés s'accumulent.

De toute façon, l'époux de la bégum ayant fermé les yeux en 1975 sur l'assassinat du père de Cheikh Hasina, les deux dames se détestent cordialement et n'étaient unies que par la haine solide que chacune d'entre elles porte au présent maître de Dhaka. Au lendemain du revirement des Awamis, la bégum dénonça donc à pleins poulmons

« la trahison » de Cheikh Hasina « vis-à-vis des morts pour la cause de la démocratie ». Elle rappela aussi que les deux coalitions réclamaient ensemble depuis trois ans « la levée de la loi martiale, le rétablissement de toutes les libertés civiles et la libération des prisonniers politiques ». Conditions qui n'ont pas été totalement remplies.

Il y a trois ans maintenant que Mohamed Hussein Ershad soulevait légitimement son coup d'Etat par les urnes, privilège que lui refusait systématiquement l'opposition en promettant non seulement de boycotter la consultation, mais encore d'en empêcher le déroulement.

PATRICE CLAUDE

(Lire la suite page 6.)

(1) La Ligue Awami a participé à trois élections sous divers régimes de loi martiale : en 1970, 1978 et 1979. Le BNP fit de même alors qu'il était au pouvoir.

FORTE CHUTE A LA BOURSE DE PARIS

Grain de sable dans la confiance

La Bourse de Paris a été fortement secouée le jeudi 17 avril. Les obligations et les contrats à terme ont chuté de 3 % à 4 %, entraînant une baisse de 0,6 % des actions à la suite des nouvelles dispositions fiscales annoncées par la Rue de Rivoli. En fin de matinée, ce vendredi 18 avril, un léger mieux était observé sur l'ensemble de ces marchés. (Lire page 36.)

Décidément, les nouveaux ministres des finances ont quelque peine à apprécier les conséquences que peuvent avoir sur le comportement des marchés financiers telle ou telle mesure, en apparence anodine, mais lourde de conséquences lorsque des centaines de milliards de francs sont en jeu. On se souvient de l'expérience de M. Pierre Bérégovoy qui, quelques semaines après son

intréonisation Rue de Rivoli, trébucha sur les marches du palais Brongniart.

La Bourse de Paris venait d'apprendre, à l'ouverture de ses portes, le lancement, sans consultation préalable avec les professionnels du marché, d'un nouvel instrument de placement à court terme (en l'occurrence, les certificats de dépôt) susceptible de dévier les traditionnels canaux irriguant le marché boursier.

Ce jour-là - c'était le 6 décembre 1984 - le ministre socialiste de l'économie et des finances (succédant à « financier de l'année » en récompense de ses efforts ultérieurs pour moderniser la place de Paris) apprenait avec consternation que ses propos distillaient la veille au soir devant quelques banquiers et industriels avaient déclenché sur le marché obligataire l'un des plus beaux plongements de son histoire, avec un recul général des cours de plus de 2 %. L'alerte avait été chaude, et, après ce sévère avertissement donné à un ministre que l'on jugeait un peu trop sensible aux « coups » médiatiques et beaucoup moins à un nécessaire dialogue avec la communauté financière, les valeurs à revenu fixe poursuivaient la belle carrière que l'on sait.

Le 17 avril 1986, un mois à peine après la mise en place d'un super-ministère de l'économie placé sous la houlette de M. Edouard Balladur, le marché obligataire et le MATIF, ce marché à terme d'instruments financiers qui a vu le jour en février dernier et dont le succès semblait assuré depuis, ont frôlé à leur tour la catastrophe au lendemain de la présentation du collectif budgétaire 1986.

SERGE MARTI

(Lire la suite page 32.)



Cassandra et les tueurs

Cinquante ans d'une histoire française

Le livre dont tout le monde parle déjà aux sommets de l'Etat. Le Nouvel Observateur

GRASSET

étranger

LES CONSÉQUENCES DU RAID AMÉRICAIN EN LIBYE

Une bombe de 5 kilos a été découverte jeudi 17 avril à l'aéroport de Londres-Heathrow, dans le bagage d'une femme israélienne qui s'apparentait à l'organisation sioniste. Elle a été découverte par la police israélienne. Selon le chef de la section antiterroriste de Scotland Yard, la bombe était transportée, selon toute vraisemblance, à son bord, par son amie, un Arabe d'origine libanaise, qui l'avait accompagnée à l'aéroport, mais s'est défilée avant que la police n'ait décollé les recherches. La jeune femme est décédée. Femme de ménage dans un hôtel de Londres, elle y avait fait la connaissance de l'individu en question, identifié comme M. Nizar Hindawi, qui lui aurait promis de l'épouser en Israël, tout en lui expliquant qu'il ne pouvait pas prendre le vol d'El-Al, mais la rejoindrait par un autre moyen.

La jeune israélienne a paru particulièrement choquée au moment de son arrestation, et il n'est pas question, pour l'instant, de l'assassin.

Selon le responsable de Scotland Yard, la bombe aurait été explosée peu après le décollage du Boeing 747 et aurait pu provoquer la mort de ses 400 passagers. Elle a cependant été découverte sans difficulté lors de la fouille des bagages systématique des bagages pour tous les passagers d'El-Al, qui sont soumis à des contrôles de sécurité particulièrement stricts et doivent accompagner eux-mêmes leurs bagages jusqu'à la salle de contrôle. Rien ne permet d'affirmer formellement que cette tentative d'acte terroriste soit liée à la position prise par la Grande-Bretagne à l'occasion du raid américain contre la Libye.

Ce raid continue par contre à susciter diverses manifestations anti-américaines ou dans le monde, sans compter quelques attentats et un grand nombre de fausses alertes à la bombe (une douzaine de menaces « sérieuses » par jour contre les seules missions diplomatiques américaines, selon un

porte-parole officiel à Washington). Il y a eu aussi une série de fausses alertes, jeudi, à Rome, notamment à l'aéroport.

C'est par contre une bombe bien réelle qui a explosé jeudi soir devant le consulat des États-Unis à San-José-de-Costa-Rica, faisant trois blessés.

Dans le centre de Tunis, une voiture américaine a été incendiée devant une résidence habitée par des citoyens des États-Unis, et deux petites bombes incendiaires ont été jetées depuis une voiture contre le poste de « marines » qui garde l'ambassade américaine.

Au Caire, une centaine d'avocats ont brûlé des drapeaux d'Israël, des États-Unis et du Royaume-Uni, mais c'est surtout au Soudan, où un employé de l'ambassade des États-Unis a été victime d'un attentat, mercredi, que la situation semble la plus inquiétante pour les Américains. Plusieurs centaines de ressortissants américains ont d'ailleurs

été évacués par avion, dans la nuit de jeudi à vendredi, de Khartoum vers Nairobi. Les Américains étaient arrivés à l'aéroport de la capitale soudanaise en convoi, accompagnés par des voitures de police et des soldats soudanais.

Des manifestations anti-américaines ont également eu lieu en Grèce et en Europe de l'Est, où elles ont en un caractère essentiellement symbolique, avec l'appui tacite des autorités. C'est ainsi qu'à Varsovie — où la veille un appel téléphonique avait déclenché une fausse alerte à la bombe à l'ambassade des États-Unis — une vingtaine d'étudiants arabes et de jeunes Polonais ont brûlé un drapeau américain devant le bâtiment de l'ambassade. A Prague, la police n'est pas intervenue contre un groupe de manifestants qui lançaient des pierres contre l'ambassade américaine. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

« Un coup d'Etat à Tripoli serait une bonne chose » déclare M. George Shultz

De notre correspondant

Washington. — A coup de fuites spectaculaires et de déclarations officielles, les dirigeants américains ont plus fortement que jamais affirmé, jeudi 17 avril, leur volonté de voir le colonel Kadhafi quitter la scène politique — soit en quittant le pouvoir soit en quittant ce monde.

Cette insistance sur un objectif que les gouvernements n'ont pas coutume d'exposer publiquement — et qui n'avait, au demeurant, rigoureusement rien de mystérieux — semble viser à encourager d'éventuels candidats à un coup d'Etat en leur faisant savoir qu'ils ont en l'Amérique un allié de poids et que le chef de la révolution libyenne demeure un homme à abattre pour la Maison Blanche. Accessoirement, Washington paraît également signer de cette manière à ses alliés européens que l'Amérique reste décidée à employer l'intégralité de ses moyens d'action contre le colonel Kadhafi.

Citant des « sources informées », le Washington Post indique ainsi, ce vendredi 18 avril, en « une » que le raid de lundi dernier avait été conçu de manière à ce que le dirigeant libyen ait des chances de trouver la mort dans le bombardement de la caserne où il réside fréquemment et qui a été frappée de quatre bombes de 1 tonne. « Nous souhaitons l'avis, mais personne n'est sûr de l'endroit où il se trouverait cette nuit-là », a déclaré à ce propos un responsable de la préparation du raid au quotidien de la capitale qui a, par ailleurs, appris que le Conseil national de sécurité avait tenu prêt le texte d'un communiqué qualifiant d'« accidentelle » la mort du colonel Kadhafi.

Ce communiqué n'a bien sûr jamais été publié, et tous les dirigeants et porte-parole américains prennent bien soin, depuis lundi, de nier toute planification d'un assassinat de l'homme que M. Reagan tient pour un « chien enragé ». La loi américaine — qui reste un instrument de défense autant que de défense de l'ordre — interdit en effet spécifiquement, depuis 1976, les tentatives de meurtre sur la personne de dirigeants étrangers et le porte-parole du Pentagone, M. Robert Sims, a, par exemple, souligné que les États-Unis « ne souhaitent pas où était » le colonel Kadhafi lorsqu'il fut bombardé sa caserne.

Cette ignorance est, au regard des faits, indiscutable, mais il est tout aussi évident qu'elle est vivement déplorée par les milieux dirigeants américains. Recevant, jeudi soir, un petit groupe de journalistes, le secrétaire d'Etat George Shultz a ainsi déclaré qu'« un coup d'Etat (à Tripoli) serait une bonne chose ».

« Nous savons, a-t-il ajouté, qu'il y a beaucoup de gens en Libye qui pensent que leur pays se porterait mieux si Kadhafi n'était pas là, et il y a beaucoup de gens en dehors de la Libye pour penser la même chose ».

M. Shultz a également expliqué que les bombardements de lundi (initialement décrits comme visant uniquement des objectifs terroristes) tendaient d'une part à détruire des équipements militaires et de l'autre à frapper la garde personnelle du colonel Kadhafi pour montrer qu'elle n'était « pas invulnérable ». Le secrétaire d'Etat a toutefois estimé ne pas disposer de suffisamment d'informations pour savoir si l'on se dirigeait ou non vers un renversement du régime.

Le général Walters, ambassadeur auprès des Nations unies et ancien haut responsable de la CIA, a déclaré, de son côté, que le raid de lundi devrait donner de « nouveaux espoirs » aux opposants libyens, car « le manque d'action des pays occidentaux contre Kadhafi (...) avait grandement découragé ceux qui auraient voulu tenter quelque chose contre lui ». L'ambassadeur a fait à cet égard état de coups de feu, mercredi, autour du quartier général du colonel Kadhafi et de bombardements du territoire par des avions libyens. Indices qui ont fait conclure aux services de renseignements qu'il y avait eu un mouvement de manœuvre dans l'armée.

M. Reagan a personnellement donné crédit à ces estimations en déclarant que le colonel Kadhafi « se cache pendant que les tirs se poursuivent ». Qualités de « traître », les assassinats et l'enlèvement des citoyens britanniques à Beyrouth ont été accueillis par la Maison Blanche comme une justification supplémentaire de la ferme face aux terroristes, les États-Unis « s'attendaient » à une vague terroriste, a déclaré le porte-parole de la présidence en voyant dans ces derniers événements la « marque » d'Abou Nidal et de la Libye.

Vague de ressentiment contre la France

En attendant, le département d'Etat a enfin jugé bon d'essayer, jeudi 17 avril, de calmer un peu le jeu, et les ambassadeurs de France aux États-Unis et aux Nations unies, MM. de Margerie et de Kemourian, ont entrepris de remettre les choses au point devant l'opinion et le monde politique américain. Il était temps, car la vague de ressentiment que la France a suscitée en Amérique en refusant l'autorisation de survol de son territoire aux bombardiers envoyés sur la Libye a pris une tournure inquiétante en quatre jours. Semble-t-il mardi soir (le Monde du 17 avril), elle monte maintenant les représentations françaises de lettres vindicatives et prend d'assaut leurs standards téléphoniques.

« On sait désormais à quel s'en tenir : je regrette le sang versé (en 1944) par mes parents », disait par exemple un télégramme reçu vendredi par l'ambassade à Washington. Lapidairement ou longuement, ce thème de l'ingratitude revient sans cesse dans toutes les protestations écrites ou orales. Ce sont souvent d'anciens combattants de la deuxième guerre mondiale qui, sous le coup de l'étonnement, prennent la plume ou décrochent leur téléphone. Mais les meilleurs journaux cèdent aussi à un simplisme moins pardurable dans leur cas.

Pour le New York Times de jeudi, seule M^{me} Thatcher aurait ainsi « passé le test de l'alliance » en mettant l'intérêt commun au-dessus de toute autre considération. La

France et les autres Européens seraient « restés de côté » parce qu'ils « profitent du commerce avec Kadhafi et que ce sont les Américains qui lui préfèrent frapper ». La veille, le Washington Post avait conclu : « La période à laquelle nous sommes en train de vivre est une période de solitude pour les États-Unis. Il est bon d'avoir la Grande-Bretagne avec soi ».

Sur le même d'un face, George Will, le talentueux bérat de la révolution conservatrice, trouvait « difficile » de se désole des dommages subis par l'ambassade de France à Tripoli dans la mesure où, avec l'Italie, la France « se distingue parmi les alliés des États-Unis qui temporisent avec les terroristes pour détourner la violence sur les Américains ». Les quotidiens des différents États et grandes villes prennent maintenant le relais. Air France a enregistré depuis le début de la semaine près de quatre mille annulations de réservations sur ses vols entre la côte Est et l'Europe.

Le ressentiment contre la France n'est pas la seule explication. Ces annulations sont également motivées par la simple crainte des attentats dont souffrent toutes les compagnies aériennes desservant l'Europe et le Liban. Les quotidiens des différents États estiment que leurs alliés seraient « faire plus » pour les aider contre la Libye et 47 jugent que les Français sont de « médiocres alliés ».

M. de Kemourian donne des interviews à des chaînes de télévision. M. de Margerie téléphone et écrit aux principaux têtes de file du Congrès pour leur rappeler le rôle de la France au Tchad et celui des compagnies pétrolières américaines en Libye. Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a, quant à lui, estimé qu'au-delà de divergences sur les moyens, la France et les États-Unis ont pour commun « objectif fondamental l'éradication du fléau du terrorisme international ».

M. Shultz lui-même est monté au créneau jeudi soir en déclarant dans un sourire que travailler avec les Français était parfois une « joie » et parfois l'était moins.

BERNARD GUETTA.

Le double « message » militaire de M. Reagan

En lançant l'opération « El Dorado Canyon » de bombardement de certaines cibles en Libye, le président Reagan semble avoir voulu faire passer deux « messages » militaires, l'un à destination de ses propres alliés européens, le second en direction du colonel Kadhafi. C'est du moins l'interprétation de quelque exégète de la « gestation » militaire dans les États-majors, en France, qui suivent les péripéties de la crise en Méditerranée.

Le premier « message » des États-Unis à destination de leurs alliés en Europe consiste, à en croire ces analystes, à leur démontrer la volonté de l'administration Reagan de frapper la Libye avec ou sans l'accord, et la coopération technique, des États membres de l'alliance atlantique. Le second « message », en direction de Tripoli, revient à prévenir le colonel Kadhafi que les États-Unis peuvent s'en prendre à son territoire en ne faisant pas seulement appel à leur force aérienne stationnée en Méditerranée.

Dans sa déclaration télévisée à la nation américaine, après l'opération « El Dorado Canyon », le président Reagan a commenté, à sa manière, ce double message. « Il n'y aura pas de lien sur la terre où les terroristes trouveront le repos, où ils pourront s'entraîner et mettre en pratique leurs techniques de mort », a expliqué le chef de l'Etat américain, qui a ajouté : « Nous agissons de concert avec d'autres quand ce sera possible et seuls si cela se révèle nécessaire, pour nous assurer que les terroristes internationaux ne trouveront asile nulle part ».

A ne s'en tenir qu'aux seules considérations de la technique mili-

taire, le choix du F-111, pour bombarder certains sites en Libye, se justifie dans ces conditions, selon les Américains.

« Cannon », à bombes et, de surcroît, bourré d'électronique, le F-111 est un avion de combat autonome, qui peut frapper par tous les temps, de nuit comme de jour. L'emploi en est relativement souple, sauf à prévoir ses rendez-vous avec son avion nourricier. Ce qui fut le cas, lors de l'opération « El Dorado Canyon », avec une quarantaine d'appareils de ravitaillement en vol. A l'aller, les dix-huit F-111 de la 3^e armée de l'air américaine en Europe ont très bien pu se faufiler, en tirant parti du relief des Pyrénées, sans éveiller l'attention des radars aux frontières de l'Espagne et de la France. Au retour, il est difficile à un allié des États-Unis de s'opposer à un atterrissage d'urgence de l'un d'eux. Ce fut le cas pour un F-111, en difficulté de réacteur, sur la base de Rome, en Espagne : aucun pays, et donc pas davantage la France, ne peut refuser cette facilité à un avion, sans arme, de retour de mission, lorsqu'il a besoin d'un terrain dit de détournement.

De nombreux experts militaires, en France, approuvent le choix du F-111 et rappellent que l'armée française, elle-même, a utilisé ses avions Jaguar pour des vols de démonstration au-dessus de Beyrouth, avec leurs appareils de ravitaillement, lorsqu'il s'agit de souligner de cette mission les équipages des porte-avions qui en avaient la charge depuis trop longtemps.

Pour autant, il n'est pas assuré que de telles actions militaires

contribuent à faire reculer le terrorisme international dans les pays qui le soutiennent ou qui en sont les victimes.

Devant les côtes libanaises, la présence de porte-avions français, la démonstration des Jaguar de l'armée de l'air française et, même, le raid des Super-Etendard contre une caserne de Baalbeck n'ont pas empêché que le contingent français de la Force intermédiaire de l'ONU et celui des « casques blancs » à Beyrouth soient pris pour cibles. De même, comme l'observait récemment l'ancien ministre de la Défense, le général Pierre Lacoste, ancien « patron » de services secrets français, la présence du formidable cuirassé *New-Jersey* devant le Liban n'a pas réussi à protéger le contingent américain. Enfin, l'action punitive de l'armée de l'air israélienne sur le siège de l'OLP à Tunis n'a pas eu le résultat escompté.

Si « message » militaire il y a de la part de M. Reagan, il ne peut être que provisoire ou fugace, et les effets d'une action de force ne peuvent être que très ponctuels. Pour les observateurs militaires français, cependant, l'opération « El Dorado Canyon » aura eu une conséquence intéressante. Parmi les cinq sites visés par les F-111 en Libye, figure le terrain militaire de Benina, à l'ouest de Benghazi. C'est de cette base que partent le soutien logistique, les matériels et les approvisionnements nécessaires à l'édification des installations libyennes de Ouadi-Doum, au Tchad. Incidemment, donc, les États-Unis ont prêté main-forte aux forces françaises en Afrique.

J. L.

Violentes attaques aux Communes contre M^{me} Thatcher

De notre correspondant

Londres. — Les critiques contre M^{me} Thatcher ont redoublé jeudi 17 avril après l'annonce de l'assassinat des otages britanniques au Liban. A la Chambre des communes, où l'atmosphère avait rarement été aussi tendue, les dirigeants de l'opposition ont lancé de très virulentes attaques contre le chef du gouvernement, tenant manifestement compte du malaise de plus en plus évident dans les rangs de la majorité parlementaire et même au sein du cabinet. Les adversaires du premier ministre se sentaient de surcroît confortés par la désapprobation qui s'est largement exprimée dans l'opinion publique, selon les résultats concordants de plusieurs sondages réalisés avant même que l'on apprenne la mort des otages, le mitraillage de la résidence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne au Liban et l'enlèvement d'un journaliste à Beyrouth, ainsi que l'attentat manqué contre un avion d'El Al à l'aéroport de Heathrow.

M^{me} Thatcher a maintenu sa position mais en y apportant une réserve qui n'a pas échappé aux critiques d'une femme qui se vante souvent de ne jamais « faire marche arrière ». An lendemain du raid américain, le premier ministre avait déclaré que, en dépit des « risques » (d'une riposte terroriste), et des protestations de l'opposition, elle n'hésiterait pas, « dans des circonstances similaires », à soutenir de nouveau le président Reagan. Vingt-quatre heures plus tard, M^{me} Thatcher s'était abstenue de réaffirmer cette résolution, et elle avait dit incidemment : « Il est bien entendu entre le président Reagan et moi-même que si j'avais été question d'utiliser les avions américains basés dans notre pays pour une nouvelle opération, cela aurait fait l'objet d'une nouvelle demande ». C'était sous-entendre que l'autorisation britannique ne pouvait pas être considérée comme acquise d'avance. Jeudi, on a remarqué que M^{me} Thatcher a

répété cette précision en la mettant davantage en valeur. Des membres du cabinet se sont empressés de faire savoir officiellement que l'octroi d'une telle autorisation paraissait désormais « assez improbable ».

Cette indication avait essentiellement pour but de rassurer les conservateurs, qui doutent fortement du bien-fondé de l'attitude britannique, même s'ils n'ont été qu'une dizaine à faire défection la nuit précédente lors du vote qui a suivi le débat de mercredi aux Communes. Pour M^{me} Thatcher, c'était aussi une façon de repousser les accusations quant à son alignement systématique sur la politique de Washington.

« Le caniche de Reagan »

Il n'en fallait pas plus pour attirer les sarcasmes des orateurs de l'opposition innombrable, tel le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, que M^{me} Thatcher était en train de reconnaître qu'elle avait eu tort. Cela devait causer un violent incident de séance. M^{me} Thatcher, qui n'aime guère qu'on la soupçonne de se dérober, en a perdu le sang-froid dont elle avait fait preuve jusque-là. Renvoyant la balle dans le camp adverse, elle a taxé les travaillistes de faiblesse, sinon de lâcheté, devant le terrorisme. Elle a reproché au Labour de ne plus voter le renouvellement annuel de la loi sur la prévention du terrorisme (mesures d'exception renforçant les pouvoirs de la police dont, il y a douze ans, un gouvernement travailliste avait pris l'initiative pour lutter contre l'IRA). Bredouillant de colère, M. Kinnock s'est exclamé : « Ceci est inacceptable. S'il est regrettable que cette loi n'ait pas empêché le terrorisme et ne puisse le faire (...), la Très Honorable Dame (formule consacrée à la Chambre) provoque, elle, le terrorisme... »

Dans un tumulte de cris d'approbation et de protestation, le leader du Parti libéral, M. David Steel, s'en est également pris directement au premier ministre pour stigmatiser sa responsabilité dans les derniers événements. Parlant des otages assassinés au Liban, M. Steel a déclaré avec emportement : « Voilà ce qui arrive quand on fait du bouledogue britannique le caniche de Reagan ».

Comme pour confirmer l'embarras croissant de la majorité, plusieurs députés conservateurs ont multiplié les questions au premier ministre, soulignant leur inquiétude devant le prix d'une initiative aussi

discutée. L'un d'eux — bien qu'il ait voté, la veille, en faveur du gouvernement — a demandé : « Le gouvernement ne pense-t-il pas que c'est son soutien à l'opération militaire qui a entraîné la mort des otages ? ». M. Timothy Renton, « ministre » (secrétaire d'Etat) au Foreign Office, lui a répondu : « Le gouvernement s'est, bien sûr, dès le début, préoccupé du sort des otages et des menaces qui pesaient sur eux, mais continuer de ne rien faire aurait été pour longtemps se livrer les mains liées face au chantage du terrorisme ».

Une telle réponse ne satisfait pas M. Cyril Townsend, vice-président du comité des affaires étrangères au Parti conservateur. « J'ai toujours estimé, a-t-il dit, que lancer des représailles massives contre le terrorisme international ne peut que produire davantage de violence, et c'est ce que nous constatons à présent ».

Alors que tout le monde, en Grande-Bretagne, redoute d'autres représailles terroristes, les collaborateurs du premier ministre s'efforcent d'accroître l'idée que le raid américain a constitué une action de caractère « dissuasif » qui devrait, « à moyen et à long terme », finir par doper des résultats.

Précautions renforcées

En attendant, les précautions sont encore renforcées contre de nouvelles tentatives d'attentats, en même temps qu'une surveillance accrue est assurée autour des missions diplomatiques britanniques à l'étranger, notamment au Proche-Orient.

Autre problème pour le gouvernement Thatcher : la situation des ressortissants britanniques en Libye et au Liban. Selon des indications en provenance de Tripoli, la moitié des cinq mille Britanniques résidant en Libye souhaitent quitter au plus tôt le pays. Mais une opération d'évacuation groupée, un moment envisagée, paraît très difficile, et le Foreign Office semble conseiller des départs individuels par les vols réguliers. Même chose pour les Britanniques qui se trouvent actuellement au Liban dont le nombre est estimé à environ un millier. Dans le premier cas, Mme Thatcher a tenu à rappeler que les Britanniques qui avaient décidé de rester en Libye depuis la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Tripoli (en 1984) l'avaient fait « en connaissance de cause » et sous « leur entière responsabilité », le gouvernement ayant alors conseillé le retour.

FRANCIS CORNU.

Comment, en 12 000 ans, se construit une nation.

ALFRED FIERRO-DOMENECH

LE PRÉ CARRÉ

Géographie historique de la France

Collection « Les Hommes et l'Histoire »

ROBERT LAFFONT



APRÈS LE RAID AMÉRICAIN EN LIBYE

PSYCHOSE DE GUERRE A TRIPOLI

Le colonel Kadhafi a rendu visite aux blessés

Tripoli (AFP). — Pour la seconde fois en vingt-quatre heures, la DCA est entrée en action, jeudi soir à 21 heures locales, dans le ciel de Tripoli. Alarmées par l'extinction brutale des lumières qui a accompagné le fracas des tirs, croyant avoir affaire à une véritable attaque, de nombreuses personnes se sont précipitées à terre, avant de courir se mettre à l'abri dans le sous-sol de leurs maisons.

Mais, comme la veille, la canonnade de jeudi n'a duré que quelques minutes. Peu après le retour au calme, le colonel Kadhafi, vêtu d'une djellaba blanche, est apparu à la télévision, en train de rendre visite à des victimes du bombardement américain.

Selon le commentateur, les blessés du raid barbare et infructueux ont affirmé qu'ils étaient déterminés à résister et à défendre jusqu'au bout les acquis révolutionnaires du pays. Le personnel médical a, de son côté, accueilli le chef de la révolution libyenne aux cris de : « Reagan, assassin d'enfants ! », « Vive Kadhafi ! » et, « Palestine arabe ! ».

Jeudi, après le retour de la lumière dans la ville et l'apparition du chef de la révolution libyenne, un cortège de membres des comités révolutionnaires accompagné de voi-

tures de police a défilé dans les rues de la capitale.

Depuis mardi, les habitants de Tripoli font ainsi l'apprentissage de la guerre chaque soir. Les communications avec l'étranger sont devenues quasiment impossibles. Le port, les édifices publics, les points stratégiques de la capitale, sont placés sous le contrôle tatillon de jeunes militants des comités révolutionnaires. Jeudi, pour la première fois, l'aéroport international, surveillé par l'armée et le comité révolutionnaire local, a été ouvert, mais les avions n'ont pu décoller qu'avec plusieurs heures de retard.

Les morts de Ben-Achour

La nuit, le dispositif se renforce davantage encore. Les rues sont quasi désertes, de rares voitures aux phares allumés se déplacent à grande vitesse. Les habitants ne s'aventurent guère dehors, tirant avec soin les volets et éteignant chez eux les lumières pendant le black-out que font respecter des patrouilles de vigiles.

Une psychose de guerre, entretenue notamment par les comités révolutionnaires sur le pied de guerre et les émissions de la télévision, semble s'être répandue tant au sein de la

population que parmi les responsables.

La population semble avoir été particulièrement traumatisée par l'ampleur des dégâts causés lors du bombardement du quartier Ben-Achour. Des enfants sont morts écrasés sous les débris des immeubles. Toute la journée de mardi, les sauveteurs se sont acharnés à déblayer les ruines de plusieurs maisons proches de l'ambassade de France, qui a également été atteinte. Les rues dévastées ont été le théâtre de scènes de désespoir et d'accolades de colère. De nombreux jeunes ont crié leur intention de « faire payer cher à l'Amérique le prix des morts de Ben-Achour ».

De leur côté, les dirigeants libyens ont commencé à faire l'inventaire des destructions, qui semblent très importantes. Outre le centre de Tripoli, où se trouve le quartier général du colonel Kadhafi, touché par plusieurs bombes, les avions américains ont atteint la base de Wheelia, des installations à Benghazi, à Tajour, à 25 kilomètres à l'est de Tripoli. A Sansoua, à l'ouest de la ville, la nouvelle académie militaire, sur le point d'être achevée, aurait été fortement endommagée.

Mercredi, les journalistes ont pu constater que le quartier général de Kadhafi, touché à huit reprises, a

été entièrement ravagé. Le camp fortifié d'El Azizia à l'aspect d'un champ de bataille ; la plupart des immeubles ont les vitres brisées, les portes enfouies. Au bord des allées, les palmiers sont décapités.

Les F-111, qui ont largué leurs bombes dans un rayon de 500 mètres, ont détruit presque entièrement la demeure de la famille du « chef de la révolution libyenne ». Trois bombes, creusant des cratères de 4 à 5 mètres de diamètre, ont explosé devant le petit immeuble de trois étages où dorment les enfants du colonel. Une seconde série de bombes a ravagé la façade et les bureaux du quartier général. Seule la tente du colonel a été épargnée. Deux bombes sont tombées à moins de 100 mètres, mais les éclats semblent avoir été stoppés par les palmiers et les arbustes qui l'entourent.

Le « numéro un » libyen se trouvait-il à ce moment du raid ? La question est restée sans réponse jusqu'à présent. Sous le dais rouge et blanc, tout révèle un départ précipité : le lit, près du bureau où traînent des livres ouverts, est défilé ; sur un table, se trouvent des médicaments ; par terre, un téléphone brisé. Toutefois, le camp est vaste et dispose d'un réseau souterrain, véritable bunker, où le colonel pouvait aussi bien se trouver au moment de l'attaque.

DEVANT LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Jospin exploite les divergences au sein de la majorité

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a été entendu par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, jeudi 17 avril, au sujet de l'opération américaine contre la Libye.

M. Raimond a répété, à cette occasion, selon le communiqué de la commission, que « la France avait refusé une autorisation de survol demandée par les Américains pour une opération décidée par eux-mêmes, en vue de leurs propres objectifs et afin de répondre à des préoccupations qui étaient les leurs ».

A propos de la réunion des ministres européens des affaires étrangères, jeudi matin, M. Raimond a indiqué que la présidence néerlandaise est chargée de prendre contact avec les pays arabes, les pays non alignés et les pays de l'Est, afin de les convaincre de la nécessité d'agir contre le terrorisme. Le dialogue avec les États-Unis, sur cette question, doit se poursuivre.

Dans le débat qui a suivi, M. Alain Peyrefitte (RPR) a demandé au ministre s'il était possible d'établir un lien entre l'assassinat de trois otages britanniques au Liban et l'aide apportée par la Grande-Bretagne aux États-Unis dans leur opération en Libye. M. Jean-François Deniau (UDF) a souligné qu'un État qui soutient le terrorisme ne doit pas pouvoir bénéficier du statut diplomatique dans le cadre des ambassades, ni disposer d'une tribune à l'ONU. M. Hélène Missotte (RPR) a rappelé la solidarité de la France avec les États-Unis au moment de la crise de Cuba en 1962.

M. Robert Mondange (PC) a qualifié d'acte de barbarie l'action américaine et souligné que plusieurs États européens avaient protesté contre cette action qui relève, selon lui, du « terrorisme d'État ». M. Jean-Marie Le Pen (FN) a déclaré comprendre l'émotion à l'égard de la France de la population américaine, « qui s'est estimée trahie par un de ses alliés ».

M. Roland Dumas (PS) s'est déclaré « satisfait » de l'action du gouvernement. L'ancien ministre des relations extérieures estime que

l'Europe doit utiliser le lien privilégié que représente le dialogue arabe pour débattre du terrorisme et qu'elle ne doit pas paraître « naïve ». M. Lionel Jospin s'est déclaré frappé par un « décalage » d'une part entre l'attitude des responsables actuels du gouvernement et leurs déclarations antérieures, d'autre part entre le gouvernement et sa majorité. Le premier secrétaire du PS a évoqué les déclarations faites la veille par MM. Lecanuet et Giscard d'Estaing (lequel n'assistait pas à la réunion de la commission) (Le Monde des 17 et 18 avril).

M. Lecanuet a répondu qu'il ne se sentait nullement « troublé » par l'attitude du gouvernement et que les propos qu'il avait tenus entraient dans le cadre de l'exercice naturel du contrôle parlementaire. Il a relevé l'approbation par le PS de la politique du gouvernement dans cette affaire.

Dans ses réponses, M. Raimond a pris acte avec satisfaction des commentaires de M. Dumas et observé, à l'adresse de M. Jospin, que, sur des sujets aussi graves, les « différences d'opinion » sont « normales ».

An cours d'une conférence de presse qu'il a donnée après la réunion de la commission, M. Lecanuet, interrogé sur la mort de trois otages britanniques, a déclaré que cet événement ne l'amenait « nullement » à réviser sa position sur l'attitude de la France. « Ce sont des actes de guerre », a-t-il dit. « Comme toute l'Europe », a déclaré M. Lecanuet, je pense que nous n'aurions pas dû refuser cette facilité [le survol du territoire] à nos alliés et amis américains ».

M. Estier (PS) : ne pas jouer au shérif avec le colonel Kadhafi. — M. Claude Estier, directeur de l'Unité, écrit, à propos du bombardement américain de la Libye : « Met-on fin au délire sanguinaire d'un dictateur en faisant de son pays et de lui-même les victimes d'un certain nombre de bâtiments, sur plusieurs dizaines de civils, et ce vraiment porter un coup à Kadhafi et à ce qu'il incarne ? Se lancer dans une nouvelle escalade du terrorisme à laquelle c'est d'abord l'Europe et non les États-Unis qui est exposée ? N'en déplaise à Jean Lecanuet, toujours prêt à s'aligner sur Washington, le président de la République et le premier ministre ont raison de vouloir ensemble que la France ne soit pas mêlée à cette opération. Kadhafi doit être mis hors d'état de nuire, mais ce n'est pas en jouant au shérif que l'on y parviendra. »

A Beyrouth-Ouest

Les étrangers se sentent pris au piège

De notre correspondant

Beyrouth. — L'assassinat d'un otage britannique, le 17 avril, a été l'élément déclencheur d'un mouvement de panique nationale, qui tentait de quitter Beyrouth-Ouest, ont été une tragédie incertaine sur le sort des Occidentaux vivant encore dans le secteur musulman de la capitale libanaise.

Les Américains et les Britanniques sont les premiers visés. Le Jihad islamique, qui détient encore cinq otages américains (six dans le cas où William Buckley serait vivant), n'a pas la défiance de la Libye pour premier suspect, ce qui peut protéger ses prisonniers.

Les Britanniques étaient une cinquantaine quand les rumeurs ont commencé à la fin mars. La plupart d'entre eux sont toujours à Beyrouth.

Les Français, qui avaient été les plus menacés quand la guerre du Golfe traversait une phase cruciale, sont relativement épargnés. La France s'étant nettement désolidarisée des États-Unis dans l'affaire libyenne.

On ignorait encore ici, ce vendredi en fin de matinée, si M. Colet comptait bien au nombre des trois otages dont le corps ont été retrouvés, comme l'affirme un communiqué des Cellules révolutionnaires arabes.

Une organisation de la même mouvance que ces « cellules » s'était déjà manifestée lors du rapt de quatre diplomates soviétiques l'été dernier. L'un d'eux avait été tué et les autres libérés après, dit-on ici, une étonnante et efficace intervention du KGB. Après le rapt récent de deux Britanniques, comme d'ailleurs de l'enseignant français Michel Brian, les milieux intégristes avaient laissé filtrer des informations indiquant que ceux-ci étaient détenus par d'autres organisations. La filière libyenne avait alors été évoquée pour les deux Britanniques, et l'or-

ganisation gauchiste FARL, essentiellement constituée de chrétiens, pour la France.

La résidence de l'ambassadeur britannique, assailli à Beyrouth-Ouest, abandonnée depuis des mois, a été attaquée jeudi matin à la roquette. L'attentat a été revendiqué par une organisation dite Hila (croissant) Ibn Kadhafi. L'ambassadeur, M. John Gray, repilé avec ses services sur Beyrouth-Est (secteur chrétien), qui avait, depuis deux semaines, vivement concilié à ses compatriotes de quitter Beyrouth-Ouest, leur a intimé l'ordre de se pousser, jusqu'à ce que leur évacuation puisse être organisée. Selon la radio phalangiste, cinq ressortissants étrangers ont pu être évacués jeudi soir par un hélicoptère de l'armée vers Beyrouth-Est.

Les voies de passage entre les deux secteurs de la ville ayant été coupées durant toute la journée de jeudi et le vendredi matin, les ressortissants étrangers ont encore plus l'impression d'être pris au piège.

Des dirigeants de Beyrouth-Ouest ont condamné énergiquement la chasse aux étrangers. Le chef du FSP, M. Walid Jumblatt, malgré ses liens avec la Libye et la Syrie, a déclaré : « Ce sont des mercenaires qui dénaturent notre lutte nationale arabe pour une poignée de dollars. L'appelle à la sauvegarde des institutions culturelles et hospitalières, et notamment de l'université américaine et de son hôpital qui ont toujours constitué une marque de l'ouverture et de l'évolution de la pensée nationale dans notre Orient arabe. »

Le président de la République, M. Aminé Gemayel est entré en contact avec l'ambassadeur britannique pour lui exprimer son indignation. Une grève générale est observée ce vendredi dans le secteur musulman de la capitale libanaise, en signe de solidarité avec la Libye.

LUCIEN GEORGE.

LES CONFLITS ENTRE LES CLANS IRANIENS EN FRANCE

Les locaux d'Amnesty International à Paris occupés par des fedayins

A défaut de faire tomber Khomeiny, les opposants iraniens en France se tiennent dans les jambes, et l'enthousiasme idéologique des troupes, confinées dans des pavillons de banlieue depuis cinq ans, se doit aussi d'être entretenu.

Dernier fait d'armes de la guérilla irano-iranienne : l'occupation symbolique des locaux d'Amnesty International, jeudi 17 avril à Paris, par une trentaine de membres de l'Organisation des guérilleros fedayins du peuple d'Iran, la faction pro-communiste et laïque de l'opposition au régime de Khomeiny.

Ces réfugiés politiques étaient venus du Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) alerter l'organisation internationale sur les pratiques « antihumanitaires et sordides » de leurs grands rivaux d'Auvergnat-sur-Oise (Val-d'Oise) : les moudjahidines du peuple de Massoud Radjavi.

Difficile de savoir qui a dégainé le premier, dans ce conflit livré surtout à coup d'invectives, de communiqués et de tracts distribués à des populations tombant des nues, mais qui, le 25 mars, a tout de même dégénéré en une bataille rangée devant le maire d'Auvergnat-sur-Oise (Le Monde du 27 mars).

Selon les fedayins, les partisans de Massoud Radjavi ont publié dans leurs revues internes les identités de trois de leurs plus hauts responsables vivant dans la clandestinité en Iran.

Un acte de délation d'autant plus scandaleux, disent les fedayins, que « des centaines de

nos camarades n'avaient jamais livré ces noms sous la torture ». Les moudjahidines ont répliqué le 7 avril : dans leur hebdomadaire en français Iran Libération, ils publient, cette fois, la photo de neuf « individus suspects et aventuriers », en fait des citoyens réfugiés en France.

L'espionnage a contaminé les deux camps

Les clichés avaient été pris le jour des affrontements, lorsque les guérilleros s'étaient aventurés sur le terrain de l'ennemi, pour déstabiliser des tracts aux Auvergnats. Après une telle publicité, les familles de trois des réfugiés ont été harcelées par des paderans de Khomeiny, affirment les fedayins.

Depuis, l'espionnage a contaminé les deux camps. Convaincus « de la nature impure » de Radjavi, le « petit Khomeiny » d'Auvergnat-sur-Oise, les fedayins se déclarent suivis par des agents de l'adversaire, armés d'appareils photo et prêts à les dénoncer à l'ennemi.

Mercredi, ils ont même saisi de leurs craintes la police de Villiers-sur-Marne, qui n'ayant rien constaté d'anormal, s'est bornée à enregistrer leurs déclarations. Retraqué dans son bunker d'Auvergnat, Massoud Radjavi, lui, n'est pas dupe du « complot » et en appelle aux autorités locales contre ces réfugiés « infiltrés par des agents de Khomeiny ».

C.L.

MEETING DE PROTESTATION CONTRE LE BOMBARDEMENT DE LA LIBYE PAR L'AVIATION AMÉRICAINE

L'Association de Solidarité Franco-Arabe et l'Association Française d'Amis et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique appellent à un meeting de protestation contre le bombardement de la Libye par l'aviation américaine et en faveur de l'instauration de la paix et de la sécurité en Méditerranée, avec la participation de divers partis et organismes français, arabes et africains.

SAMEDI 19 AVRIL 1986 à 14 h 30
Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Métro : Invalides.

TOUT EN CONDAMNANT LE TERRORISME

Le Parlement européen se déclare « révolté » par le bombardement

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a condamné, le 17 avril, à l'issue d'un vote remporté d'extrême justesse par l'aile gauche de l'hémicycle (148 voix contre 144 et 3 abstentions), le raid aérien des États-Unis sur Tripoli et Benghazi. Tout en condamnant le terrorisme international, « y compris les actions revendiquées par la Libye sous le commandement du colonel Kadhafi » et l'opération libyenne de Lampedusa, le Parlement se déclare « particulièrement révolté par les attaques de l'aviation américaine ».

La résolution adoptée jeudi estime, en outre, que l'initiative de Washington constitue « une menace sérieuse pour la sécurité internationale et la paix » et conteste le droit aux États-Unis « d'éliminer par des actes de guerre un régime qu'il

n'apprécie pas ». La gauche de l'assemblée met aussi en cause « la crédibilité de la position du gouvernement britannique » et « invite instamment les États-Unis à présenter à l'ONU les preuves de la participation libyenne aux attentats terroristes ».

Quelques instants plus tôt, le texte du centre droit avait été rejeté par quelques voix. Le projet des démocrates-chrétiens, des libéraux, du RPR et des conservateurs approuvait implicitement l'action américaine en reconnaissant « le droit d'autodéfense des États contre le terrorisme ». Il regrettait, en outre, que « les Douze se soient montrés incapables de prendre des mesures communes et concrètes » et considérait que « cette faiblesse avait contribué à pousser les États-Unis à une action unilatérale ».

MARCEL SCOTTO.

LA MISE EN CAUSE DE MOSCOU PAR WASHINGTON

Un « mensonge cynique » selon le porte-parole soviétique

Moscou. — Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié de « mensonge cynique » les déclarations américaines selon lesquelles les États-Unis n'auraient pas été obligés d'avoir recours à une action militaire contre la Libye si Moscou avait pris des mesures pour empêcher l'attentat terroriste commis à Berlin-Ouest le 5 avril. M. Vladimir Lomeiko a toutefois confirmé que des diplomates américains avaient bien pris contact avec l'ambassade d'URSS à Berlin-Est le 27 mars et avaient fait état de soupçons quant à la préparation d'un attentat à Berlin-Ouest. Mais, a affirmé le porte-parole, « les représentants américains ont été incapables de fournir des preuves factuelles pour appuyer leurs allégations. L'information avait un caractère très général ».

La réponse soviétique, a indiqué M. Lomeiko, a été de répéter que l'URSS était hostile à tout acte terroriste, mais qu'elle refusait de se laisser entraîner « dans une campagne anti-libyenne ».

« Les pilotes de ligne et le terrorisme ». — La Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (IFALPA) qui regroupe soixante mille pilotes dans soixante pays vient de réclamer le boycottage des pays qui « encouragent le terrorisme » et des aéroports « dont la sécurité n'est pas adéquate ».

Jusqu'à présent, l'IFALPA a appelé au boycottage du seul aéroport de Beyrouth, dont le trafic a été sensiblement réduit, selon les responsables de la Fédération internationale. Ancien autre nom de pays ou d'aéroport susceptible d'être boycotté par l'IFALPA n'a été cité au cours du congrès, mais il était clair que la Libye et l'aéroport d'Athènes — critiqué pour son manque de sécurité —

seraient les premiers visés. — (AFP.)

« Le Pentagone déclare les deux aviateurs manquants » morts en action. — Le ministre américain de la défense a déclaré, jeudi 17 avril, de porter les deux aviateurs du F-111 disparus lors du raid sur la Libye « morts en action ». Le Pentagone a également publié deux films vidéo tournés lors de l'attaque, ainsi que des photos de reconnaissance.

Le porte-parole Robert Sims a annoncé que les deux aviateurs, jusque-là portés « disparus en action », avaient été déclarés morts, en raison du résultat négatif des recherches. — (AP.)

EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE

TOUTES les pièces détachées

contre remboursement ou par crédit documentaire confirmé irrévocable

4, rue du Général-Maisot

51000 CHALONS-SUR-MARNE - France

Tél. 26-68-06-78

Téléc. CHALM 841152F

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

DEVANT LE CO

M. Gorbatchev

des armes classiques

La prise de conscience de la nécessité de limiter l'usage des armes classiques a été le thème principal de la conférence de M. Gorbatchev à Moscou. Le dirigeant soviétique a souligné que la guerre nucléaire n'est pas la solution à la crise mondiale, mais qu'elle constitue une menace pour l'humanité entière. Il a appelé à une coopération internationale pour réduire les armements conventionnels et prévenir les conflits armés.

Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il allait renforcer ses efforts pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Des mesures strictes ont été prises pour sécuriser les frontières et surveiller les mouvements de personnes suspectes.

URSS

Des élections locales ont eu lieu en URSS, marquant une étape importante dans le processus de démocratisation du pays. Les citoyens ont élu des représentants pour gérer les affaires locales, sous la supervision des autorités centrales.

Irlande

Le conflit en Irlande du Nord continue de faire l'objet de négociations intensives entre les parties belligères. Des efforts sont déployés pour parvenir à un accord de paix durable et mettre fin à la violence.

POUR RENC ET SA

EUROPE A TRAVERS LE MONDE

DEVANT LE CONGRÈS DU PC EST-ALLEMAND

M. Gorbatchev propose une réduction des armes classiques « de l'Atlantique à l'Oural »

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — Devant le huitième congrès du Parti communiste est-allemand (SED), M. Gorbatchev a lancé, le vendredi 18 avril, en direction des Européens un appel à la réduction simultanée des armements conventionnels stationnés en Europe. Le secrétaire général du PCUS a déclaré que cette réduction devrait s'appliquer à toute l'Europe, « de l'Atlantique à l'Oural ». Il a également ajouté : « Les unités militaires touchées par cette réduction devraient être dissoutes et leur matériel détruit ou entreposé sur le territoire national des divers États concernés ». M. Gorbatchev, qui accepte que ce qu'il propose soit ultérieurement soumis à contrôle, a affirmé en outre que l'URSS « ne lancera jamais, et en aucune circonstance, des opérations armées contre l'Europe de l'Ouest, tant que nous et nos alliés ne serons pas les cibles d'une attaque de l'OTAN ».

situation internationale, qui demeure « tendue et grave ». A propos de la Lybie, le premier Soviétique a déclaré : « Évoquer le terrorisme ne donne pas le droit aux États-Unis de s'ériger en juges ». Pour lui, les bombardements américains sur Tripoli et Benghazi témoignent de « l'échec de la politique américaine au Proche-Orient, qui ne tient pas compte des droits du peuple arabe de Palestine ». Néanmoins, M. Gorbatchev a affirmé que les propositions soviétiques sur le désarmement restaient valables et qu'il était maintenant temps pour les Occidentaux « de passer aux actes ».

Un passage important du discours de M. Gorbatchev était consacré à l'Europe. Il a durement critiqué l'attitude de certains pays européens, notamment la France et la Grande-Bretagne, qui entendent accroître leur potentiel nucléaire.

Mais les paroles les plus dures ont été lancées en direction de la RFA. Au contraire de M. Honecker, qui s'était montré, jeudi, très modéré dans ses propos concernant le gouvernement de Bonn, le numéro un soviétique a stigmatisé le « revan-

chisme » qui serait toujours à l'œuvre en République fédérale. De plus, M. Gorbatchev a déclaré qu'il apportait son soutien à la RDA dans sa revendication d'établir des rapports entre les deux pays conformes aux règles et aux usages entre pays souverains et indépendants. En déclarant cela, M. Gorbatchev mettait le doigt sur un point de discordance important entre la RDA et la RFA : la question de la reconnaissance par la RFA de la nationalité est-allemande. Le ton employé par M. Gorbatchev est une manière de bien marquer les limites acceptées par l'URSS dans le domaine du rapprochement interallemand.

La lutte du peuple libyen

Le point fort de la journée de jeudi avait été la visite du numéro un soviétique au fameux mur qui coupe la ville en deux depuis 1961. Juché sur l'estrade perennante, derrière la porte de Brandebourg, de porter son regard jusqu'au cœur de Berlin-Ouest, M. Gorbatchev échangea quelques propos avec le colonel commandant les gardes-frontières est-allemands.

« Comment est la situation ? », s'enquit-il.

— Calme, répond le colonel.

— C'est comme ça que les choses doivent être, conclut M. Gorbatchev.

Il ne fallait pas s'attendre que M. Gorbatchev se déclarât berlinois comme le fit jadis John Kennedy au lendemain de l'érection du « mur de la honte », mais il n'est pas sans importance que, pour la première fois, un dirigeant soviétique soit venu constater de visu le fonctionnement de la « frontière d'État de la RDA », comme dit le langage officiel de la République démocratique allemande.

La présence de M. Gorbatchev, auditeur silencieux et attentif du discours d'ouverture de M. Erich Honecker, obligeait ce dernier à n'aborder qu'avec modestie et cir-

conspection les grands problèmes de l'heure.

Ce discours du numéro un est-allemand ne s'écarta du texte préparé depuis fort longtemps (il était déjà imprimé, traduit et broché au moment où il prit la parole) que sur un seul point : celui de la situation en Libye. A une première version qui manifestait « un grand regret » devant les « raids aériens successifs » de l'aviation américaine sur la Libye, on a substitué une formulation beaucoup plus dure : « Notre peuple a appris avec colère et dégoût que les États-Unis ont bombardé la Libye, un acte défiant la raison humaine ».

Proférés devant M. Gorbatchev, ces propos prenaient un relief particulier, et l'on put remarquer que nulle part ne fut mentionné le nom du chef de l'État libyen, le colonel Kadhafi, et que la solidarité du camp communiste s'adressait à la « lutte anti-impérialiste du peuple libyen » et non explicitement au dirigeant de ce pays.

Les discours de M. Honecker étaient également attendus sur la question des relations interallemandes, dans la perspective de cette fameuse visite officielle en RFA, toujours imminente et toujours repoussée. M. Erich Honecker s'est abstenu d'attaquer directement l'autre Allemagne, se bornant à constater que le soutien apporté par le gouvernement de Bonn à « la politique destructrice de M. Reagan porte préjudice aux intérêts de la sécurité et à la coopération en Europe ». Rien dans le discours du numéro un est-allemand n'apparaissait comme un raidissement vis-à-vis de M. Kohl : on soulignait même les acquis récents du rapprochement, et en particulier la déclaration commune RDA-RFA du 12 mars 1985 sur « l'inviolabilité des frontières et la souveraineté de tous les États en Europe dans leurs frontières actuelles ». Sans effectuer de nouveaux pas spectaculaires en direction de Bonn, M. Honecker a su ainsi, malgré le contexte international, préserver l'essentiel.

LUC ROSENZWEIG.

CHILI

Près de 500 étudiants interpellés

Santiago-du-Chili. — La police anti-émeute et des soldats en tenue de combat ont arrêté, jeudi 17 avril, près de cinq cents étudiants dans des bâtiments universitaires lors de la troisième journée de manifestations étudiantes antigouvernementales. Les étudiants ont été emmenés dans des camions militaires et des fourgons de la police, mais la plupart d'entre eux ont été relâchés par la suite, une méthode de répression désormais classique au Chili. Les incidents les plus sérieux se sont déroulés à l'université métropolitaine, où les cours sont suspendus depuis mardi à la suite de violents heurts entre la police et les manifestants. Les troubles se sont ensuite étendus à la faculté de sociologie de l'université du Chili, où les étudiants ont occupé les lieux pour obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés. Les organisations étudiantes ont réclamé à nouveau, à cette occasion, la fin des interventions de la police à l'intérieur des universités du pays. — (AFP, Reuter).

INDE

La violence au Pendjab

Un instituteur, M. Baldev Raj, a été tué, jeudi 17 avril, par deux militants sikhs présumés à proximité immédiate d'Amritsar, la ville sainte des Sikhs, au Pendjab. Un bijoutier a été assassiné chez lui, à Amritsar, par deux militants sikhs présumés. Dans le district de Gurdaspur, M. Gurcharan Singh, membre du comité de gestion des temples sikhs, a été abattu par quatre hommes qui avaient fait irruption dans son domicile. Ses deux fils ont été blessés. Enfin, à Jalandhar, un pompiste a abattu un des quatre militants sikhs présumés qui avaient tenté jeudi de le dévaliser. — (AFP.)

PHILIPPINES

Les bijoux d'Imelda

Honolulu. — La valeur du lot de bijoux avec lequel l'ancien président des Philippines Ferdinand Marcos et son épouse Imelda sont arrivés à Hawaï, le 26 février, s'élève à 4 millions de dollars, selon le service des douanes américaines, cité, jeudi 17 avril, par une chaîne de télévision à Honolulu. D'autre part, des élections générales auront « très probablement » lieu aux Philippines en février prochain, a déclaré, jeudi à Manille, le responsable d'une commission présidentielle chargée de la réorganisation gouvernementale, M. Luis Vilela. Entre-temps, deux prêtres catholiques philippins devenus dirigeants de la guérilla communiste ont déclaré à la télévision philippine qu'ils ne se rendraient pas car ils « représentent le peuple » et ne sont « pas des criminels ». Les RP Conrado Balweg et Bruno Ortega ont été interviewés récemment « quelque part » dans la montagne au nord de Manille. Ils répondaient ainsi à l'appel de la présidente Aquino demandant aux quelque seize mille hommes de la Nouvelle Armée du peuple (NAP) d'abandonner leur lutte armée contre le gouvernement. — (AFP.)

A Beyrouth-Ouest

Les étrangers se sentent pris au piège

De notre correspondant

Beyrouth. — L'assaut d'un sous-marin israélien sur un cargo libanais, le 14 avril, a été qualifié de « véritable acte de guerre » par les dirigeants libanais. Les dirigeants libanais ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Américains et les Français ont aussi été pris au piège. Les Américains ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

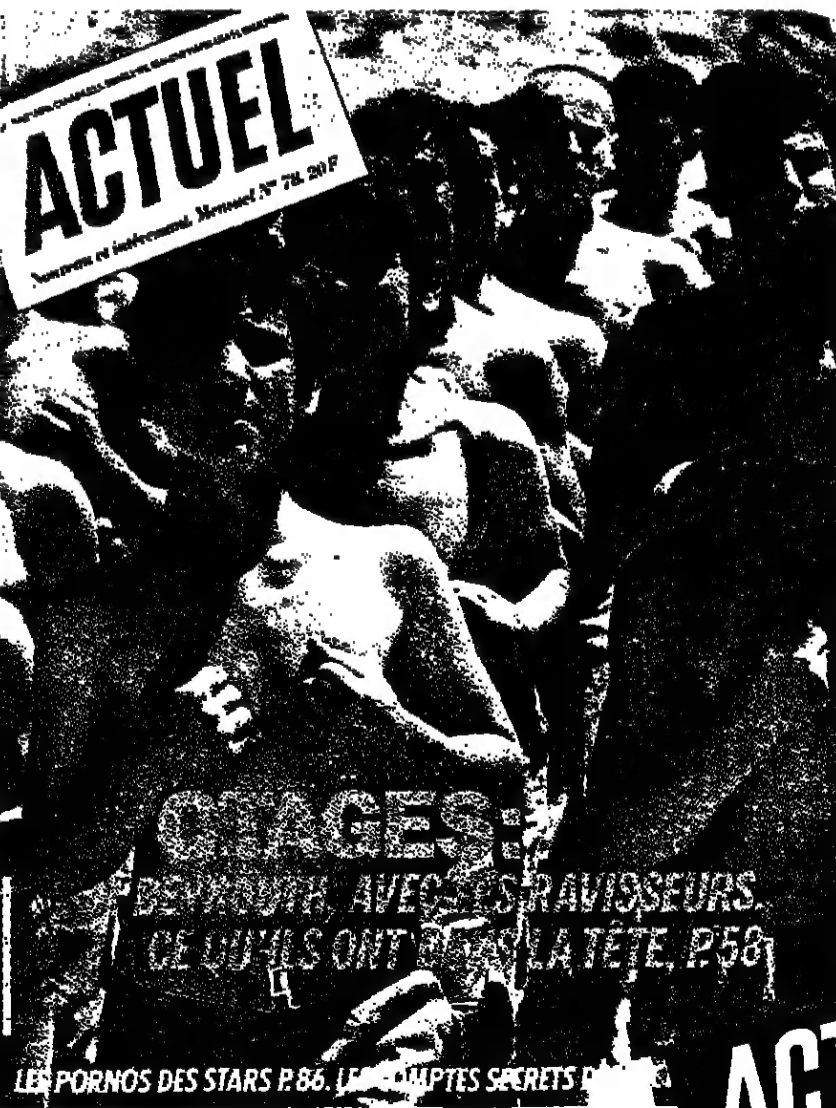
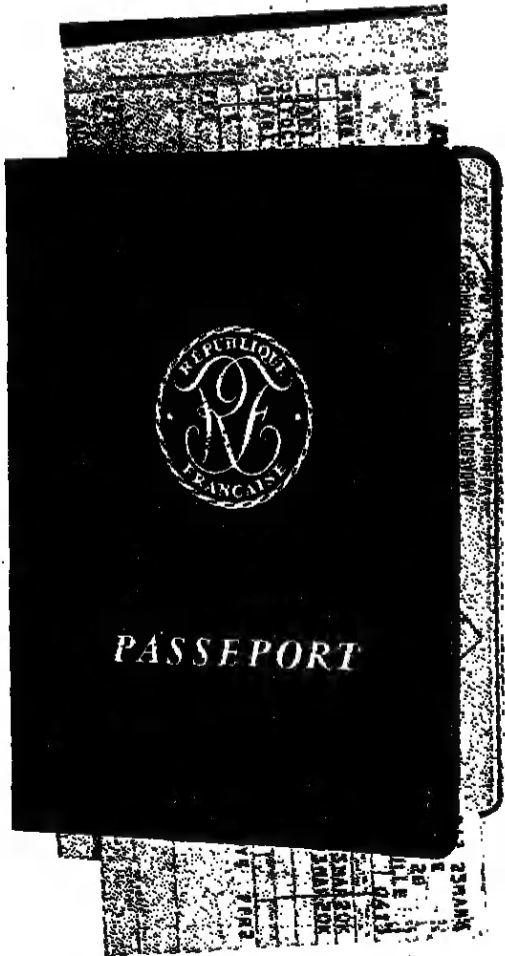
Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

Les Français ont aussi été pris au piège. Les Français ont déclaré que les Israéliens ont violé la souveraineté du Liban et ont tenté de provoquer une crise internationale.

POUR RENCONTRER LES RAVISSEURS À BEYROUTH ET SAVOIR CE QU'ILS ONT DANS LA TÊTE VOUS AVEZ DEUX SOLUTIONS :



POUR ACHETER ACTUEL VOUS AVEZ UNE SOLUTION. 20F TOUS LES 15 DU MOIS.

République sud-africaine

Les évêques catholiques appellent les fidèles blancs à se mobiliser contre l'apartheid

La Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, réunie à Johannesburg, a appelé les fidèles blancs à se mobiliser contre l'apartheid. Les évêques ont déclaré que l'apartheid est un péché mortel et que les blancs doivent se convertir à la non-violence.

Les évêques ont également appelé les blancs à s'opposer à la loi d'immunité des policiers. Ils ont déclaré que les policiers doivent être jugés pour les crimes qu'ils ont commis.

Les évêques ont également appelé les blancs à s'opposer à la loi de l'apartheid. Ils ont déclaré que l'apartheid est une violation des droits de l'homme.

QUES

Haïti

Les ministres se succèdent

Le premier ministre de Haïti, Jean-Baptiste Duvalier, a annoncé la démission de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement n'est pas en mesure de faire face à la situation du pays.

Enchantement...

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé la nomination de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement est prêt à faire face à la situation du pays.

Une nouvelle Constitution

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé la nomination de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement est prêt à faire face à la situation du pays.

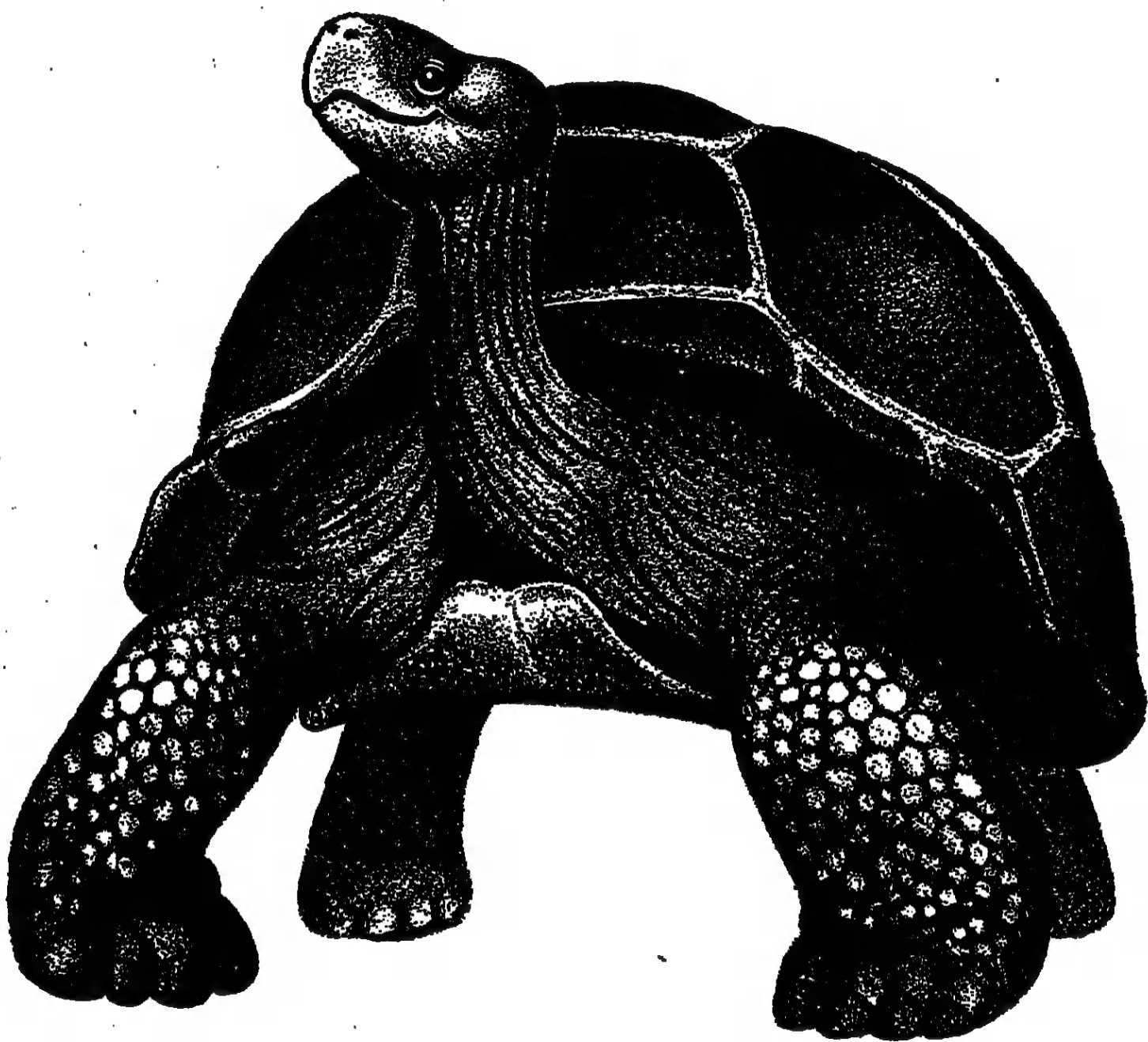
Les Pulitzer 1986

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé la nomination de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement est prêt à faire face à la situation du pays.

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé la nomination de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement est prêt à faire face à la situation du pays.

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé la nomination de son gouvernement. Il a déclaré que le gouvernement est prêt à faire face à la situation du pays.

Avec la carte Speedpac 286, Victor se permet de doubler la vitesse de ~~travail~~.



La Carte Victor Speedpac 286, c'est la carte d'extension qui multiplie de 2 à 5 fois, selon l'application, la vitesse de calcul de votre compatible PC à base de 8088 (tel que le Victor PC ou que le PC).

Cette carte possède un processeur Intel 80286 et il suffit de l'introduire dans l'un des emplacements pour cartes d'extension de votre PC. Elle ne nécessite aucun logiciel de mise en route.

L'effet Speedpac est particulièrement amusant sur le PC dont les performances en calcul se trouvent miraculeusement améliorées grâce à Victor et pour seulement 5.900 F.H.T.

Victor Technologies.
Tour Horizon, 52, quai de Dion
Bouton - 92800 Puteaux.
Tél. : (1) 47.78.14.50.
Lyon : 72.34.12.45.
Montpellier : 67.64.71.72.
Nantes : 40.89.24.28.



VICTOR

Comme ~~avant~~ moins cher qu'~~avant~~

Pour une commande ou renseignements, écrivez à Victor Technologies, 52 quai de Dion Bouton - 92800 Puteaux.
 Nom : _____
 Société : _____
 Adresse : _____
 Fonction : _____
 Tél. : _____
 Matériel en votre possession : _____
 Votre représentant : _____
 LM-24A

M. Le Pen demande le rétablissement de la peine de mort



3, rue Boissière 75116 Paris - Tél. : (1) 45.53.17.17

M. Le Pen demande le rétablissement de la peine de mort

Le Pen, chef du Front national, a déclaré hier à Paris qu'il demandait le rétablissement de la peine de mort. Il a déclaré que la peine de mort était une nécessité pour la France, et qu'elle était une punition méritée pour les criminels. Il a également déclaré que la peine de mort était une garantie pour la sécurité de la France.

L'UDF veut être associée au découpage des circonscriptions

L'Union démocratique française (UDF) a déclaré hier à Paris qu'elle voulait être associée au découpage des circonscriptions. Elle a déclaré que le découpage des circonscriptions était une tâche importante pour la France, et qu'elle devait être faite de manière équitable.

Immigration des rapatriés est réglée par une nouvelle loi

Le gouvernement a adopté hier à Paris une nouvelle loi sur l'immigration des rapatriés. Cette loi a pour but de réguler l'immigration des rapatriés et de leur offrir une meilleure intégration dans la société française.

La mort de Raymond Guyot

De la lutte antimilitariste à l'aveuglement stalinien

L'Humanité du vendredi 18 avril annonce le décès de Raymond Guyot, ancien député et sénateur communiste. Agé de quatre-vingt-deux ans, il est mort jeudi 17 avril. L'organe du PCF rappelle que Raymond Guyot était responsable de la section de politique extérieure du parti lors de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, et souligne qu'à cette occasion « le bureau politique du PCF avait exprimé sa réprobation ».

Né le 17 novembre 1903 à Auxerre dans l'Yonne, dans une famille de plus modestes, Raymond Guyot avait six mois lorsque son père, qui était charrier, mourut d'un accident de travail.

Entré comme employé à la Compagnie de chemins de fer PLM à Tonnerre en 1919, il adhère la même année au syndicat des cheminots, puis aux Jeunes socialistes. Il prend part pour l'Internationale communiste et, après l'échec de la grande grève des cheminots de mai 1920, est conduit à quitter les chemins de fer, il se fixe à Troyes. Rejoignant le tout jeune Parti communiste, il est élu la même année secrétaire de la 7^e entente des Jeunes communistes, comprenant les départements de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne.

Dès 1923, il s'engage dans le « travail anti », autrement dit l'activité antimilitariste clandestine. Rédacteur de la « Tribune des soldats et des marins » dans l'Humanité, sous le pseudonyme de R. Germain, il fait l'objet de poursuites judiciaires en août, tandis que, dans l'Aube, sa femme militante le fait surveiller par la police.

Ainsi, à l'instar d'un autre jeune militant qui s'appelle Thorez, Guyot sympathise un certain temps avec ceux qui ne vont pas tarder à faire les frais de la première grande purge entre bolcheviques.

Délégué au congrès de Lyon du parti, il effectue son service militaire sous le cartel des gauches en Afrique du Nord. Son activité militante lui vaut une condamnation à quinze jours de prison, dont quinze de cellule. Après vingt-deux mois de détention, de retour à Paris, vers le début de 1926, il occupe un modeste emploi d'aide comptable aux Grands Magasins du Louvre, et il devient très vite permanent, membre du comité central des Jeunes communistes.

La phase ultragauchiste

En 1927, il effectue son premier voyage en URSS d'où il revient enthousiasmé. Le jeune militant se lance à fond dans le mouvement communiste, entrant pour plusieurs années dans une phase ultragauchiste : clandestinité, antimilitarisme, anticolonialisme, sectarisme, actions dures, condamnations et arrestations rythment son ascension.

En juillet 1928, il se rend de nouveau à Moscou pour le congrès de l'Internationale des jeunes (1), qui en fait un titulaire de son exécutif : en décembre de la même année, il est promu secrétaire national de la Jeunesse communiste. Comme tel, dans les conditions de clandestinité et d'ultragauchisme d'alors, il a vraisemblablement été coopté au comité central, puis au bureau politique.

A moins de vingt-sept ans, Raymond Guyot joue un rôle dans la direction du parti ; il est en effet du fameux « groupe » des jeunes avec à sa tête Baré, que l'Internationale impose comme dirigeant du parti lui-même.

C'est l'époque où Staline proclame tout à la fois l'immence de la guerre d'agression des capitalistes coalisés contre l'URSS et la révolution mondiale. D'où l'urgence, aux yeux du Komintern, du travail antimilitariste clandestin dont la JC avait la responsabilité, et le rôle prépondérant de ses dirigeants jeunes et dynamiques.

Cependant, les conséquences de cette politique se révélant catastrophiques, l'Internationale décide de changer la direction du PCF. Un voyage de Manouïlski - l'un des principaux dirigeants du Komintern - en France, une rencontre secrète avec Raymond Guyot, et tout commence lors d'une réunion du bureau politique tenue au mois de juillet 1931. Raymond Guyot y prend la parole, le visage fermé, les yeux fixés sur un papier. Tout en faisant son autocritique, il dénonce violemment le « travail fractionnel » et les méfaits du « groupe » des jeunes, bientôt transformé en bouc émissaire. Et si beaucoup sont stupéfaits, tous acceptent. Baré, qui avait lui-même succédé à Sénaud, perd le secrétariat général. Bientôt Célor est accusé par le Komintern d'être un policier.

La campagne pour que « les bouches s'ouvrent » s'engage en août 1931. Elle marque les débuts de l'ascension de Maurice Thorez. Raymond Guyot entre tête baissée, dans les temps du stalinisme. Au congrès de mars 1932, il devient membre en

titre du comité central. Peu après, le 24 juin, l'antimilitarisme est arrêté à nouveau et fait un an de prison au Cherche-Midi pour insoumission : convoqué comme réserviste pour accomplir une période, il ne s'était pas présenté.

Quelques mois après sa sortie de prison, il participe activement, et jusque dans la rue, aux affrontements de février 1934. Reflet de l'importance grandissante du communisme français au sein de l'Internationale, 1935 voit la double promotion de Raymond Guyot - qui vient de séjourner longuement en URSS - au comité exécutif ainsi qu'au rang de membre suppléant du présidium de la Troisième Internationale, et au secrétariat général de l'ICI.

Cordial et féroce

Après le coup de tonnerre du pacte germano-soviétique, la seconde guerre mondiale éclate. Aux alentours du 20 septembre 1939, selon plusieurs sources, Raymond Guyot serait revenu de Moscou. Bien qu'il ait toujours gardé le secret le plus absolu sur cet épisode, il semble bien qu'il ait été chargé par le secrétaire général de l'Internationale, Dimitroff, d'engager la direction du PCF sur la nouvelle ligne, proche du pacifisme révolutionnaire. En tout cas, c'est seulement vingt-cinq jours après la signature du pacte que se produit la conversion de la direction du PCF. Mobilisé en décembre de la même année, il se rend à la séance de janvier 1940 de la Chambre pour y défendre, avec quelques rares fidèles du parti, la nouvelle politique. Sa détermination lui vaut d'être déchu de son mandat le 24 janvier 1940. Il entre dans la clandestinité et se voit condamné pour désertion.

Sur ordre du secrétaire général de l'Internationale, le royaume de Belgique, via la Belgique. Après l'agression de Hitler contre l'Union soviétique, une fois de plus, Raymond Guyot monte en première ligne : un passage à Londres, et le voilà parachuté en zone sud (janvier 1942), où il prend une part active à la Résistance. A en croire Charles Tillon, il aurait même été chargé, au début de 1944, de transmettre à la direction résistante en France (Duclos, Fignon, Tillon) la décision capitale sur le plan politique, de freiner le développement de l'insurrection nationale.

Délégué à l'Assemblée consultative, membre du bureau politique du

PCF au 10^e congrès de 1945, député de l'Aube, puis de Paris (3^e secteur) à partir du 2 juin 1946 et jusqu'à l'automne 1958, Raymond Guyot quitte « la jeunesse » et le mouvement communiste international pour devenir premier secrétaire de l'importante fédération de la Seine et le demeurer jusqu'en 1956. Il joue encore un rôle important, en particulier comme organisateur des dures manifestations de rue de 1951-1952. Marié depuis 1934 à Fernande Ricot, il se trouve de surcroît personnellement plongé au cœur du drame politique stalinien de l'« aven ». A l'instar de Lise Ricot, sa belle-sœur, épouse d'Arthur London, il manifeste une fidélité agressive et sans faille à l'URSS. C'est le même homme qui, à cinquante ans, n'hésite pas, d'une part, à payer de sa personne au cours de violentes manifestations de rue, et d'autre part, donne hautement raison au tout jeune fils qui condamne son propre père, à cet enfant auquel on extorque des propos infamants contre son beau-frère, ce London qui fut « Gérard » dans la Résistance.

Courage physique, sincérité et aveuglement, détermination, brutalité et fuite en avant, c'est tout Raymond Guyot. Il en sera de même lorsque se produira en 1956 le choc du 20^e congrès, particulièrement douloureux pour lui. Mais là, pour la première fois de sa vie, Raymond Guyot rus, semble-t-il, dans les brancards... pour peu de temps et dans les secrets du sommet, il est vrai. Dans les réunions les plus houleuses du parti, il défend avec véhémence l'escamotage théorique de la politique krouchtchévienne de dénonciation des crimes de Staline.

Affable pour ceux qui sont « avec le parti », simple, cordial même, injuste et féroce dans la brutalité à l'emporte-pièce dont il fait preuve à l'égard des contestataires communistes, le voici bientôt de nouveau à un poste de confiance, au cœur du mouvement communiste international, chargé des relations avec les partis frères. Cette fidélité le conduit à s'engager une fois de plus à fond dans le procès de 1961 contre les « krouchtchéviens » du PCF, Laurent Casanova et Marcel Servin.

Après la mort de Thorez, bien que demeurant responsable en titre des relations internationales, il s'efforce pratiquement d'évincer Georges Marchais, qui cumule maintenant les responsabilités officielles et officieuses : secrétariat à l'organisation, domaine international, rapports avec la gauche non communiste. Etrange situation pour le secrétaire général en titre, Waldeck Rochet.

A partir de 1968, et surtout en 1970, son activité se ralentit. En décembre 1972, au 20^e congrès du PCF, il n'est pas réélu au bureau politique. Raymond Guyot demeure pourtant sénateur - jusqu'en 1977 - et membre du comité central qu'il a quitté lors du XXIV^e congrès de février 1985.

PHILIPPE ROBRUEUX.

(1) L'ICI : l'Internationale des Jeunes communistes.

« QUEL AVENIR POUR LES COMMUNISTES ? »

M. Fiszbin se heurte à la méfiance envers le PS des contestataires du PC

M. Fiszbin a de la malchance dans son bonheur. Franchement élu député « apparenté socialiste » après avoir quitté le Palais-Bourbon, il battra qu'il fut - avec l'étiquette « communiste » en 1978 (voilà pour le bonheur), il vient de rater une opération séduction en direction des « ex » et autres contestataires accusés du PCF (voilà pour la malchance). Et pourtant, ils étaient nombreux - 250 à 300 personnes, - compte tenu de l'étroitesse de la salle des agriculteurs, à avoir répondu, le mardi 15 avril à Paris, à son invitation au débat sur le thème « Quel avenir pour les communistes ? ».

Une question un rien provocatrice venant de la part d'un dirigeant qui, selon la terminologie imagée du PCF s'est mis « hors-parti » et a choisi d'inscrire son avenir dans le sillage du PS.

Les auditeurs-participants étaient venus pour parler, au besoin s'auto-analyser, mais, malheureusement pour l'organisateur, pas pour entendre le message délivré par M. Fiszbin ou celui de son complice de combat à rencontrer communistes hebdo (RCH), M. François Hinecker. Tous deux ont manqué leur cible.

Manifestement, la majorité de la salle ne voulait pas rejoindre le Parti socialiste, même un PS devenu fédéral. Quatre autres orateurs ont alors émis des stratégies différentes. Partie égale : deux anciens exclus (MM. Georges Labica et Paul Noiret), deux contestataires actifs, les deux « Michel », Cardoze et Naudy, journalistes, professeur, le philosophe Labica s'est taillé un vrai succès. Avant de dresser un bilan caustique de cinq années de

pouvoir de la gauche, il a souligné qu'on pouvait « s'affirmer communiste en dehors d'une organisation qui a quasiment cessé de remplir sa fonction ». Pour lui, « le communisme n'est pas une culture, c'est une pratique des luttes », et ce que « les communistes ont à faire aujourd'hui, c'est de se mettre à son service ». Revenant impressionné du congrès du Parti communiste italien (PCI), M. Noiret a remarqué, pour sa part, que les représentants du PCF « y avaient été mis à l'écart ».

« Nous avons la tâche d'essayer de ramener au combat l'ensemble des communistes qui s'en sont détournés », a dit le directeur du mensuel Politique Aujourd'hui, avant de remarquer qu'il n'y avait « pas de possibilités en dehors d'une organisation ». A l'évidence, cette « reconstitution du mouvement ouvrier » ne passait pas forcément pour les deux orateurs, par le PCF.

MM. Cardoze et Naudy, qui voulaient encore y croire. Même si c'est du bout des lèvres, « Au-delà de l'expérience morale, on ne doit pas tenir pour nulle la chance qui se présente aujourd'hui », a confié le premier, alors que le second refusait de « s'enfermer dans le dépit ». Très critiques à l'égard de la direction du PCF - « ligne néostalinienne de conservation », « régression du projet politique », leur « rénovation » du parti donne plus l'impression de ressortir du souterrain que du possible. Curieusement, l'auditoire, qui, lui, ne semblait pas y croire du tout, avait l'air de leur dire secrètement, mi-amusé, mi-envieux : « Courage, camarades, allez-y... Nous on verra après. »

O. B.

LIQUIDATION TOTALE DERNIERES DEMARQUES DERNIERS JOURS

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906) AVANT TRAVAUX			
MANTEAUX VISON			
Vison ranch	24750 ^f	12850 ^f	Vison dark 28750 ^f 14850 ^f
Vison pastel	38750 ^f	13250 ^f	Vison pastel 41750 ^f 21850 ^f
Vison dark	32750 ^f	21850 ^f	Vison luninaire 37850 ^f 24750 ^f
MANTEAUX			
Ragondin	8450 ^f	4350 ^f	Marmotte 38850 ^f 14250 ^f
Castor couleurs	14750 ^f	7450 ^f	Zorinos 68850 ^f 3750 ^f
Astrakan noir		9750 ^f	3850 ^f
VESTES			
Marmotte	14750 ^f	9250 ^f	Renard d'Asie 8450 ^f 4850 ^f
Loip et Renard	12850 ^f	5850 ^f	Renard roux 10250 ^f 5850 ^f
Vison milleraie (penné)	8750 ^f	4350 ^f	Vison dark 22750 ^f 15850 ^f
Opossum	8750 ^f	4250 ^f	Agneau Toscana 3850 ^f 1350 ^f
Renard bleu (penné)	7250 ^f	3450 ^f	Chevrette 1850 ^f 640 ^f
Wallaby	4250 ^f	2850 ^f	Vison Koh-i-noor Instré 14750 ^f 7850 ^f
HAUTE FOURRURE			
MANTEAUX			
Vison Black/lema	85800 ^f	55000 ^f	Vison blanc 75800 ^f 48000 ^f
Chat Lynx	145800 ^f	75000 ^f	Lynx canadien 118800 ^f 65000 ^f
Vison tonrinaline	42850 ^f	28750 ^f	Castor Oyster et Renard 51850 ^f 27000 ^f
Zibeline	128800 ^f	55000 ^f	
VESTES Vison dark Saga		36750 ^f	24500 ^f
BOLEROS Vison blanc		18750 ^f	13000 ^f
Manteaux longs du Soir			
Vison pastel blanc	85800 ^f	35000 ^f	Lynx 85800 ^f 35000 ^f
Renard roux noir	75800 ^f	30000 ^f	Vison dark 42800 ^f 20000 ^f
FELISSES			
FELISSES Int. Castor		8750 ^f	3850 ^f
FELISSES Int. LAPIN col Opossum		4850 ^f	2450 ^f
FELISSES Int. Opossum d'Amérique		3450 ^f	1350 ^f
ANORAKS Agneau réversible		3250 ^f	1250 ^f

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V.
Paris 8^e
magasin ouvert tous les jours, sans interruption de 10h à 19h
SAUF LE DIMANCHE

POLITIQUE

LE XIV^e COLLOQUE DU CERES

M. Chevènement et ses amis proposent une alliance des « productifs pour le progrès »

Le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes), de M. Jean-Pierre Chevènement, se transforme en Socialisme et République CCI4000, samedi 19 (à huis clos) et dimanche 20 avril (séance publique), à Paris, un colloque interne, le quatorzième depuis sa création en 1965. Il s'agit de l'aboutissement d'une réflexion — ou plutôt d'une révision idéologique — engagée depuis près de deux ans.

Les thèses développées dans les rapports préparatoires à son quatorzième colloque montrent une évolution, parfois profonde, du CERES, mais elles ne constituent pas un retournement complet par rapport aux positions défendues auparavant par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement.

L'inversion des priorités qu'il fixe aux socialistes est la plus spectaculaire de ces évolutions. Jusqu'en 1981, le CERES proposait une « rupture avec le capitalisme », sion immédiate, du moins la plus rapide possible, après l'arrivée au pouvoir. Les autres angles d'attaque du CERES, sur le plan international (résistance à l'impérialisme américain, priorité de l'indépendance nationale) ne prenaient tout leur sens que dans cette perspective. L'alliance avec le PCF, l'ancrage à gauche du PS sur des bases idéologiques fortes étaient, schématiquement, les moyens de la victoire, et donc de cette « rupture ».

Pourtant, dès la fin des années 70, les cercles dirigeants du CERES s'étaient interrogés. La crise qui secouait le monde jetait une lumière crue sur les contradictions internationales, en même temps qu'elle les exacerbait. Selon leur analyse, la « guerre économique » qui faisait rage rendait plus immédiate la menace d'une « vassalisation » de l'Europe par la France, par rapport au pôle dominant nippo-américain.

Sur le plan intérieur, la victoire de 1981, s'est faite, selon l'analyse du CERES, sur la base d'une immense « débauche idéologique ».

Dès 1981, M. Chevènement affirme que « le socialisme n'est pas à l'ordre du jour ». Désormais, le CERES est engagé dans la réflexion théorique qui le conduit à reconnaître, comme le dit M. Georges Sorel, l'un de ses fondateurs, « le primat de l'indépendance nationale, lié à la construction européenne ». C'est sa deuxième évolution profonde. Bien qu'il conserve toute sa méfiance à l'égard des illusions « européennes », il fait désormais de l'Europe face à l'hégémonie nippo-américaine, une ligne

Dans la lettre mensuelle de son club République moderne dont il publie le premier numéro, M. Chevènement écrit que « la droite a des appétits, mais elle n'a pas de projet pour la France ».

« Elle le montre déjà et le montrera bien davantage pour peu que la gauche sache se recomposer à temps (...). Le PS est engagé dans

une véritable course de vitesse avec le RPR de Jacques Chirac ».

La direction du Parti socialiste, qui réunit samedi à Paris ses premiers secrétaires fédéraux, prépare la convention nationale convoquée pour les 28 et 29 juin. A cette occasion, les socialistes réfléchiront à l'adaptation des structures de leur parti afin de le transformer éventuellement en « parti de masse » et à celle de leur pensée.

A l'intérieur même du CERES, M. Chevènement a eu fort à faire pour convaincre ses amis. Ce n'est pas un hasard si la préparation et la tenue de ce colloque se sont étalées sur deux ans. L'image d'« elle gauche » du PS qu'avait le CERES, la référence constante à une analyse et à une thématique marxiste ont marqué son recrutement militant. La nouvelle ligne proposée semble avoir provoqué, notamment dans la fédération de Paris, — une des places fortes du CERES — une opposition de type « gauchiste », tandis que M. Didier Motchane lui-même, aurait eu, selon un proche de M. Chevènement, quelque peine à se résigner à une démarche moins « exaltante » que le combat précédent.

Tel qu'il est conçu, le « modèle » construit par M. Chevènement et ses amis — et dont les grandes lignes apparaissent déjà il y a deux ans (1) — suscite plusieurs types de réactions. Il s'agit d'abord d'un discours relativement complexe et abstrait, plus difficile à comprendre, en tout état de cause, que le discours politique moyen en France. M. Chevènement entend d'ailleurs en présenter à l'opinion une version simplifiée.

Le recours au concept de République ne facilite pas les choses, même si M. Chevènement en a fait la pierre de touche de sa démarche, sans toujours expliquer suffisamment ce que, à son sens, ce mot recouvre. Ce discours est, d'une certaine manière, élitiste. Que signifie, pour la masse des jeunes générations, le combat pour la République ? Quelle fraction de la population connaît la vision autocratique de la République, dont se réclame l'ancien ministre de l'éducation nationale.

La droite peut reprocher à M. Chevènement de « confisquer » indûment à son profit le mot de République et la gauche de limiter son socialisme à un républicanisme. M. Chevènement a répondu à ces deux objections : la droite vichyste, a, depuis mai 1940, profondément imprégné le corps social français d'une idéologie du « sauve-qui-peut » qui vide son contenu le mot de République, estime-t-il. Quant au socialisme, il serait l'accomplissement et l'approfondissement de la République.

La droite peut reprocher à M. Chevènement de « confisquer » indûment à son profit le mot de République et la gauche de limiter son socialisme à un républicanisme. M. Chevènement a répondu à ces deux objections : la droite vichyste, a, depuis mai 1940, profondément imprégné le corps social français d'une idéologie du « sauve-qui-peut » qui vide son contenu le mot de République, estime-t-il. Quant au socialisme, il serait l'accomplissement et l'approfondissement de la République.

Le « parti du déclin »

L'alliance des « productifs » pour « le progrès » n'exclut donc que ceux qui coïncident au « parti du déclin », et les forces politiques « racistes » ou « xénophobes », tout comme celles qui sont contaminées par ces idées. Cet appel au consensus est évidemment l'un des aspects les plus audacieux — ou les plus illusoires — de la République moderne de M. Chevènement. Transcendant le clivage

petits commerçants, ouvriers, paysans menacés par la décomposition sociale.

La doctrine du libéralisme

Morale préchée par les plus forts à l'usage des plus faibles, en réalité, la doctrine libérale désarme moralement la France et l'Europe. Elle est un facteur de diminution de notre vitalité nationale et sociale parce qu'elle met en danger notre aptitude à nous défendre et à prendre conscience de ce qui est à défendre. La conscience des vrais enjeux (quatre économique, déclin de l'Europe, éclatement de la société française et vassalisation de la France) disparaît. L'intérêt national se dissout l'intérêt général même devient le sous-produit du marché. La solidarité sociale n'existe plus.

L'EUROPE

La construction d'un centre de décision indépendant en Europe, avec un technocratie, une culture, une défense propres deviendra de plus en plus le point de clivage déterminant de la vie politique des pays du vieux continent, entre une alliance des producteurs déterminés à se battre et le parti du déclin, préchier de résignation. (...) Sans une base productive renforcée, l'Europe ne peut prétendre se doter d'une personnalité politique et diplomatique propre et d'une ambition plus vaste que la seule « responsabilité régionale » où voudrait la confiner le docteur Kissinger (...).

Nous voulons aller vers une confédération européenne. Mais nous refusons les miracles d'une supranationalité qui dissoudrait la France sans faire exister l'Europe autrement que comme l'alibi de décisions prises ailleurs en fonction d'intérêts qui ne sont pas européens. Dans ce sens, la coopération franco-allemande, aussi difficile que décisive, sera le rôle d'une véritable construction européenne.

L'intérêt et la solidarité de l'alliance atlantique comme solidarité défensive fondée sur des engagements délimités (et non pas instrument d'intégration des alliés européens des Etats-Unis à leur stratégie mondiale, politique, économique et militaire) ne sont pas en cause. Mais un système de pensée binaire paraît nous condamner à l'alternance de l'aliénation : être à la merci des

Russes ou dans la main des Américains. Cela manque de sérieux. On reconnaît là une tournure d'esprit bien caractéristique du club de M. Chevènement, notamment dans ses éditions datées des 1^{er} février, 2 avril, 12-13 mai et 3 octobre 1985.

(1) Le Monde a publié des informations sur les évolutions du CERES et de la République moderne (le club de M. Chevènement), notamment dans ses éditions datées des 1^{er} février, 2 avril, 12-13 mai et 3 octobre 1985.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Le MRG s'interroge sur un possible ralliement au PS

Posées à la gauche du PS, les questions de survie des petites formations existent aussi à sa droite. Le comité directeur du MRG, réuni le jeudi 17 avril, a décidé de prendre son temps pour y répondre, malgré le désir d'une forte minorité de l'instance dirigeante des radicaux de gauche d'aller plus vite. Suivant le vœu exprimé par M. François Doublin, président du mouvement, une réflexion sera menée au cours des deux prochains mois dans les fédérations sur les possibilités stratégiques du MRG. Ces dernières s'ordonnent autour des orientations suivantes : la renouveau avec le Parti radical vaolaisien (cette hypothèse demeure marginale), la constitution d'une confédération rassemblant sociaux-démocrates, gauchistes de gauche... (une telle solution pourrait favoriser la naissance d'une fédération type FGDS avec le PS), l'intégration au PS (la formule de ralliements individuels est écartée, la question se poserait du regroupement en un courant spécifique, ou au contraire, en faveur de l'adhésion à l'un des courants existants).

L'examen de ces différentes voies doit aboutir avant l'été à la réunion d'un comité directeur élargi, qui devrait décider la convocation d'un congrès extraordinaire à l'automne. Le comité directeur de jeudi finit aussi l'occasion de poser la question du sort de ceux qui, n'ayant pas respecté les accords électoraux avec le PS, sont considérés par la direction du MRG comme exclus. M. Doublin a entretenu la porte en expliquant que la réintégration n'est pas écartée.

Les dissidents du MRG, regroupés derrière M. Bernard Chazot, ancien député du Lot au sein du RRR (Renouveau radical républicain), avaient appelé au « boycott » du comité directeur. Réuni la veille, le bureau du RRR avait rappelé son hostilité à toute formule de ralliement au PS et avait décidé d'organiser un week-end de réflexion le 1^{er} mai, pour mettre au point une manifestation « unitaire » associant le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, l'Alliance sociale démocratique de M. Eric Hintermann et divers clubs et associations de gauche.

A. Ch.

SELON UN SONDAGE SOFRES La plupart des Français pensent que M. Mitterrand s'efforcera de gêner M. Chirac

Le retour de M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon donne satisfaction à une large majorité des Français. C'est ce qu'indique un sondage de la SOFRES sur l'image du nouveau gouvernement. D'après cette enquête réalisée pour un groupe de journaux de province du 7 au 9 avril auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, 59 % des Français se déclarent satisfaits de la nomination du maire de Paris comme premier ministre (25 % manifestent leur mécontentement). Ils sont également nombreux (58 % contre 29 %) à considérer que l'équipe gouvernementale compte beaucoup de personnalités nouvelles. A une moindre majorité (48 % contre 38 %), ils souhaitent que la nouvelle politique soit radicalement différente de celle conduite précédemment par M. Laurent Fabius.

Si les Français ont en doute le soutien qu'apportera la majorité UDF-RPR au gouvernement (59 % contre 23 % pensent qu'elle le soutiendra complètement), ils ont en revanche le sentiment que le président de la République fera tout pour limiter les possibilités d'action de M. Chirac : ils ne sont que 20 % (contre 70 % qui sont d'un avis contraire) pour penser que le chef de l'Etat laissera toute liberté de gouverner au premier ministre.

Ce sondage indique, d'autre part, que plus de deux Français sur trois ne désirent pas que les deux principales formations de droite fassent entrer le Front national dans la nouvelle majorité parlementaire.

EN BREF

● M. Hoefel nouveau président de l'intergroupe UDF du Sénat. — M. Daniel Hoefel, sénateur du Bas-Rhin, a succédé, le mercredi 16 avril, à M. Adolphe Chauvin à la présidence de l'intergroupe UDF du Sénat. M. Hoefel avait déjà succédé à M. Chauvin, le 2 avril dernier, à la présidence du groupe de l'Union centriste.

● M. Mestre et l'avenir des projets gouvernementaux. — Dans un entretien à Paris-Match (daté 25 avril), M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée et proche de M. Raymond Barre, explique que si les barrières ont apporté leur soutien au gouvernement en votant la confiance, ils entendent bien, à l'avenir, ne voter que les textes qui leur conviennent. « On verra », dit M. Mestre, qui ajoute : « Notre soutien, nous venons de l'apporter. Je ne pense pas que l'on nous le demandera tous les jours. Il est acquis. A l'avenir, nous aurons à nous prononcer sur des textes. Nous prendrons position en fonction du contenu de chacun des projets de loi. Je n'ai pas pour l'instant le sentiment que le gouvernement de M. Chirac veuille prendre le moins de risque pour nous « braver ». Il faut que les textes nous conviennent et correspondent à chaque fois à la plate-forme RPR-UDF ». M. Mestre estime que le récent communiqué de l'Elysée sur les ordonnances montre que M. Chirac n'a pas les mains « complètement libres » pour appliquer le programme de la majorité.

● M. Estier (PS) : le gouvernement à l'heure et à la date. — M. Claude Estier, directeur de l'Unité, détaille, dans l'édition de l'hebdomadaire socialiste du 18 avril, les « contradictions » et les « incohérences » gouvernementales. « S'il est clair, écrit M. Estier, que le gouvernement est guidé d'abord par le désir de défaire tout ce qui a été fait par la gauche depuis 1981, il est tout aussi évident des maintenant qu'il ne maitrise ni le calendrier, ni le pro-

gramme, ni même, dans certains cas, le contenu des réformes qu'il a jetées en pâture à ses électeurs. Entre l'impulsivité des uns (dont Chirac lui-même, chez qui le naturel revient souvent au galop) et la prudence plus lucide des autres, on a le sentiment d'une machine à l'heure et à la date. Sans parler de ceux qui, de l'extérieur du gouvernement, construisent momentanément un silence, attendant de voir l'atmosphère s'emourir ».

● M. Harlem Désir reçu par le président de la République. — M. Harlem Désir, président de l'association SOS-Racisme — qui s'inquiète des projets du gouvernement en matière de contrôles d'identité et d'immigration, — a été reçu, jeudi 17 avril, par M. François Mitterrand. « Je crois, a dit le président de SOS-Racisme à l'issue de cet entretien, que le président de la République partage nos inquiétudes, d'une façon générale, sur les attitudes de rejet à l'égard des populations immigrées, qui peuvent se manifester dans la société française ». Selon M. Harlem Désir, M. Mitterrand n'a pas donné de garanties quant aux projets du gouvernement, mais s'est déclaré « moralement prêt à soutenir les objectifs de lutte contre le racisme ».

● M. Michaux-Chevry reçue par M. Aimé Césaire. — M. Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la francophonie, a été reçue à Fort-de-France par M. Aimé Césaire, maire de la ville et député apparenté socialiste de Martinique. Ce dernier s'est déclaré « sensible au fait qu'une Antillaise ait été chargée dans le gouvernement de défendre la francophonie ». M. Michaux-Chevry, qui avait été élu député RPR de Guadeloupe le 16 mars, a assuré qu'« il ne serait pas concevable de laisser disparaître la langue française au profit de l'anglais, notamment dans les pays africains ou de la cantonner au seul domaine culturel ».

Hamid Lallaoui

Le 18 avril 1986, à 14 heures, Hamid Lallaoui, 35 ans, originaire de Tunisie, a été arrêté par la police française à Paris. Il est accusé d'être le chef d'une organisation terroriste, le « Front populaire de libération » (FPL), qui vise à la libération de la Palestine. Lallaoui est actuellement détenu à la prison de la Santé à Paris. Ses avocats ont demandé sa libération provisoire, mais la justice a refusé. Lallaoui est considéré comme une personne dangereuse pour la sécurité nationale.

Le b... les

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

Le b... les, c'est le titre d'un livre de Frédéric Oriach, avocat, qui conteste les déclarations de M. Chandon sur son client. Le livre est paru chez Grasset.

société

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Hamid Lallaoui, un survivant « autonome »

Ce sont finalement six personnes qui ont été présentées à la justice après la « rafle » de cinquante trois sympathisants de l'ultra-gauche. Hamid Lallaoui, ancien militant « autonome », devrait être écroué ce vendredi.

Il n'était pas parvenu à se faire oublier par la police malgré sa discrétion, ses précautions et ses prudenances. Surtout, à l'heure de l'opération coup de poing déclenchée après l'attentat contre M. Guy Bana, vice-président du CNPF, Hamid Lallaoui n'a pas été assez prompt. Et c'est comme un bleu qu'il a été arrêté, dans le bidon arrosé de Paris, sortant chez lui et emportant dans ses bagages, selon les premières indications policières, quelques centaines de dynamite, soit 10 kilos d'explosifs, vers on ne sait quelle direction.

Terroriste, lui ? Il observe un silence bête devant les enquêteurs de la brigade criminelle. Il s'autoproclame « militant politique » pour

un point final aux questions embarrassantes. Le pistolet-mitrailleur découvert à son domicile ? Les armes de poing trouvées chez ses amis ? Silence. Les 2,5 millions de francs répartis en deux paquets et provenant du hold-up commis, le 4 mars, à la Banque de France de Nîmes ? Mouton et bouche cousue.

Qu'importe, les policiers attendent. Ils savent que Hamid Lallaoui, vingt-six ans, ne les trompe pas sur son engagement militant. Tout au plus peuvent-ils s'étonner du chemin parcouru par le jeune autonome de la fin des années 70. C'était alors l'heure de « gloire » d'une poignée d'étudiants et de jeunes chômeurs, le monôme jusqu'à casser des parois, jeter des cocktails Molotov sur les forces de sécurité durant les manifestations, briser des vitres pour faire bon poids. En octobre 1979, Hamid Lallaoui répond précisément devant le tribunal de Paris d'un de ses actes d'insubordination.

Il est accusé d'avoir jeté des pavés sur la police après les obèses de Pierre Goldman, au Père-Lachaise, et condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis. C'est son premier accroc judiciaire. Le substitut le cingle, lui, « titulaire d'une carte d'identité d'Algérien », et menace de l'expédier dans « un pays qu'il ne connaît pas ».

Hamid Lallaoui ne répond pas. A côté, se trouvent autres jeunes, amis. Lionel et Pascal. Tous trois sortent de prison alors que le groupe terroriste Action directe commet ses premiers attentats. Un an plus tard — en 1980, — Lallaoui meurt, foudroyé par un tir de pistolet-mitrailleur policier, cinq complices, il venait d'attaquer une agence de la BNP, à Paris, rue La Fayette.

Pascal Magron, lui, se fera prendre fin 1982, alors qu'il nage, en compagnie de deux membres d'Action directe, un lot d'armes. Devant lui, il se défendront d'appartenir

groupe terroriste. « On était en marge, expliqueront-ils, en rupture ».

Hamid Lallaoui, plus astucieux, passe entre les gouttes. Tout juste se fait-il prendre, en 1982, pour un misérable cambriolage dans un entrepôt en banlieue. Le tribunal de Bobigny le condamne à quelques mois d'emprisonnement. Son

Me Jean-Pierre Mignard, le perçoit à ce moment comme quelqu'un de « peu marqué idéologiquement, un pragmatique ».

LAURENT GRELSAMER.

Le bâtonnier de Paris juge « blessantes » et « inadmissibles » les déclarations de M. Jean-Louis Debré sur les avocats

M. Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a répondu à son tour, par un éditorial dans le Bulletin de cet ordre, à M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction à Paris devenu député RPR de l'Eure. M. Debré, dans une interview accordée à Paris-Match, avait notamment déclaré que la prolongation à quatre jours de la garde à vue dans les affaires de terrorisme était une « justification que nous avançons par un magistrat depuis (...). Il n'est nullement bécote, pour réprimer quelque cri-

confiance dans les institutions démocratiques de notre pays que l'allongement à quatre jours de la garde à vue dans les affaires de terrorisme a une justification que nous avançons par un magistrat depuis (...). Il n'est nullement bécote, pour réprimer quelque cri-

ministère qui se soit, de porter atteinte au droit de la défense et de la présomption d'innocence. Les déclarations de M. Debré sur les avocats sont blessantes et inadmissibles.

M. Robert Pandraud annonce un projet de loi sur les écoutes téléphoniques

M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a annoncé, vendredi 18 avril, sur Europe 1, que le gouvernement déposerait un projet de loi réglementant les écoutes téléphoniques. M. Pandraud a reproché aux gouvernements de gauche d'avoir oublié dans un « tir » le rapport commandé en 1981 par M. Pierre Mauroy à M. Robert Schmeckel, alors premier président de la Cour de cassation.

Ce rapport insistait sur les lacunes juridiques de la réglementation actuelle des écoutes téléphoniques et proposait la création d'une commission indépendante chargée de la proposer en cas de plainte d'un particulier. Le rapporteur de la commission parlementaire était M. Bruno Genevois, aujourd'hui directeur des libertés publiques et

des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur.

M. Pandraud a déclaré sur Europe 1 que, depuis le changement de majorité, les écoutes téléphoniques avaient été limitées aux cas de terrorisme et de grand banditisme. Il a affirmé qu'aucun homme politique ni journaliste n'était actuellement écouté.

Il s'est étonné d'avoir lu qu'un journaliste « d'un grand journal du soir » s'était plaint d'avoir été placé sur écoutes avant le 16 mars. Il s'agit de notre collaborateur Edwy Plenel « écouté » après la publication dans le Monde d'un rapport indument classé « secret défense » sur l'affaire des Irlandais de Vincennes.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Retour du front

La guerre est finie. Nous voici de retour du front, meurtris mais enfin libres. Telle fut l'humour à la séance de clôture, à Paris, le jeudi 17 avril, du vingt-troisième congrès du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN). Explicitement proche de la droite et seconde organisation syndicale de la police en tenue, derrière la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire, le SIPN et ses invités fêtaient l'avènement d'une nouvelle ère.

Il y avait là les autres composantes de l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USC), groupant les dants et officiers (SCO) ou gradés (SGPN), mais aussi M. Didier Gandossi, ancien président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIF, classée à l'extrême droite), et, plus notable encore, le Syndicat des commissaires de police, représenté par M. Robert Naud, son secrétaire général, et son adjoint, M. Daniel Duglery.

C'est le 16 mars aidant, se sent bien et, partant, l'on s'assume. Les professions si apolitiques se font politiser. Les policiers furent explicitement engagés. Invités de marque : M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Avoyon et délégué de son parti pour la sécurité, et M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien député UDF du dix-huitième arrondissement de Paris. Le premier est d'abord à un franc de distance en disant que, dans le passé récent, le terrorisme international avait été « facilité » par une certaine compréhension et parfois une certaine complicité avec les alliés du pouvoir.

Tout est en marche, lance-t-il sous les bravos. M. Pierre-Bloch renchérit en assurant que les manifestations policières de juin 1983 étaient « justifiées ». La première des grandes réformes, dit-il, c'est celle des Français : leur police, il ne faut pas qu'ils la jugent sévère. Ce sera aussi que la France n'est pas une poubelle et si, en tant que tel, l'orateur ne peut tolérer ces « mêmes qui se dégoûtent : le racisme, l'antisémitisme » — la main reste silencieuse. — Il n'en est pas plus radical, assurant que les pousseurs de bombe doivent savoir que « c'est la mort qui les attend en France ». La salle fait une ovation.

« Les cosaques » A l'applaudissement, M. Jean Pandraud, un magistrat, M. Jean Pringuez, procureur de la République adjoint de Béthune et président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), qui reçoit le meilleur accueil. Il a, dit-il, « la fibre policière de tempérance », « se sent ici en famille », il dénonce le Syndicat de la magistrature — « Vous savez, ces juges rouges qui veulent nous faire du fil », — et rappelle ses actes de bravoure d'avant le 16 mars contre la « spoliatisation de la justice ». Surtout, il a sa conception, très personnelle, des relations entre police et justice, la seconde étant censée, selon le code, contrôler la première.

Son « cœur a saigné à chaque fois » que les policiers étaient confrontés à des « difficultés », à des « dégâts » que sont les interventions qui tournent mal, celles qu'une presse « mal orientée » nomme « bavures ». Policiers, soyez rassurés par M. Pringuez : « Nous, procureurs de l'APM, quand nous voyons la difficulté, nous ne sommes pas d'être votre tuteur (...), mais, au contraire, d'être là pour vous défendre (...). Car, pour le procureur, c'est l'avocat de la société et l'avocat de la police. »

M. Robert Naud, plus modéré, n'en est pas moins « en sympathie » avec la salle. Lui aussi « a vécu difficilement depuis 1982 ». En « technicien », il plaide pour le « droit à l'erreur » d'une police qui ne pratique « une science exacte ». manifestations de juin 1983, référence obligée, c'était « simplement le ras-le-bol. Les choses vont profondément changer (...). Nous allons être entendus ». Quant à l'insécurité, c'est la « guerre au quotidien ». Les contrôles d'identité ? « C'est vrai que c'est une atteinte aux libertés publiques, mais il faut savoir ce que l'on veut... »

Ce fut donc, selon M. Paul Florentz, secrétaire général du SCO, « la joie d'être arrivé à bon port », après avoir « traversé le désert ». Mais, attention, « la partie n'est pas gagnée d'avance ». Les cosaques pris au coup derrière les épaules, mais ils ne sont pas contrôlés pour rien. Mais les choses vont encore sur notre chemin. Même conseil chez M. Pierre-Bloch : « Nous sommes face à nos responsabilités. Nous ne pouvons plus dire : c'est de leur faute. » Ce chez M. Quérin, qui critique implicitement M. Valéry Giscard d'Estaing à propos du raid américain en Libye, dénonce « une machine de déstabilisation (de la majorité) sur le sujet de l'ordre et de la sécurité ».

Hamid Lallaoui, général du SIPN, M. Gérard Boyer écoute mais n'en rajoute pas. Elu municipal RPR au régime parisien, l'homme n'en veut pas moins à la police : une « machine organisationnelle ». Son remuant prédécesseur, révoqué après les événements de 1983 et remplacé par le nouveau gouvernement, M. Rémy Halbwax, laisse le champ libre. Pour l'homme responsable, politiques dit la rumeur, il a confirmé ni démenté par ses amis, prompts, hier, à dénoncer les « hiérarchies parallèles » dans la police. « Aide-toi, le ciel t'aidera », de telle façon, conseille M. Florentz, « ciel » étant, en l'occurrence, « composé par nos amis de la nouvelle majorité ». E. P.

A propos des remises de peine

L'AVOCAT DE FRÉDÉRIC ORIACH CONTESTE LES DÉCLARATIONS DE M. CHALANDON SUR SON CLIENT

M. Jean-Louis Chalandon, avocat de Frédéric Oriach, nous a adressé la déclaration suivante : « En ma qualité d'avocat, je n'ai pu que m'étonner des propos tenus mercredi 17 avril par M. Alain Chalandon, garde des sceaux, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question orale d'un député du Front national sur la libération de M. Frédéric Oriach. Dans sa réponse, telle qu'elle est rapportée par le Monde du 18 avril, M. Chalandon semble regretter la stricte application de la loi, affirmant que « le gouvernement ne pouvait pas grand chose pour empêcher cette mise en liberté ».

Or Frédéric Oriach n'a bénéficié d'aucune remise de peine exceptionnelle. Arrêté le 12 octobre 1982, condamné à cinq ans d'emprisonnement pour association de malfaiteurs, il devait purger une année supplémentaire de détention en raison de la révocation d'un sursis d'une année issue d'une condamnation de 1978.

Le 13 février 1986, la 10^e chambre de la cour d'appel de Paris a annulé Frédéric Oriach de cette année supplémentaire, ne suivant pas les réquisitions de l'avocat général. Ce sont ces faits qui ont permis la libération de Frédéric Oriach le 11 avril dernier.

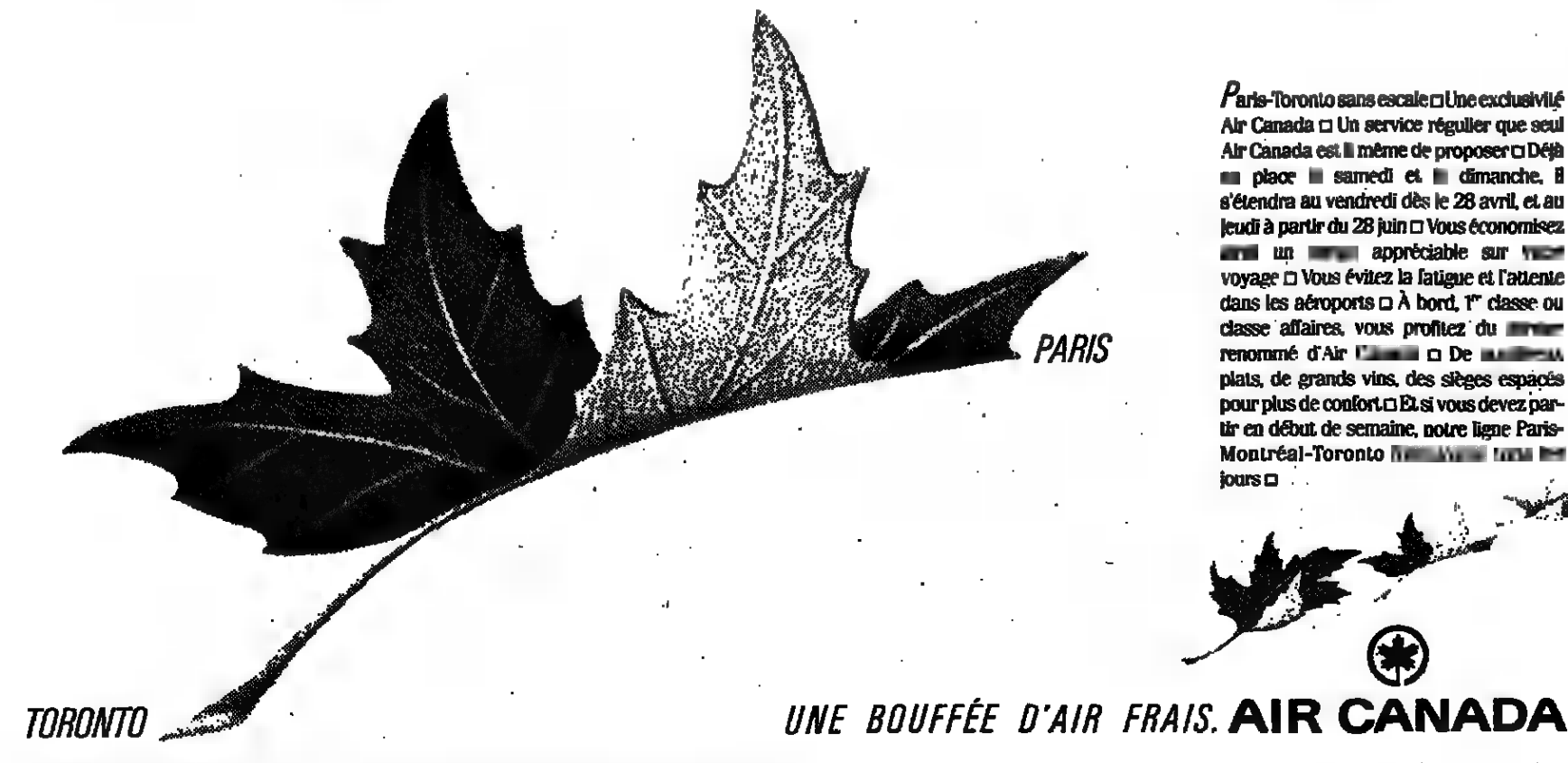
Dire, comme l'a fait le garde des sceaux, que « les peines prononcées ne conviennent pas pour les cas en cause » revient à critiquer une déclaration de justice au mépris du principe fondamental de la séparation des pouvoirs. Il est regrettable d'avoir à rappeler au garde des sceaux que « nul n'est censé ignorer la loi ».

« De tels propos, gravement blessants pour l'ensemble de la profession d'avocat, sont inadmissibles », écrit le bâtonnier de Paris. En charge de l'honneur de notre ordre, je fais part directement à leur auteur de mon indignation. Le conseil de l'ordre veille avec assez d'attention au respect de nos règles déontologiques pour ne pas recevoir de leçon sur ce point. »

« La loi contre le terrorisme nous concerne tous », ajoute M. Stasi. Les avocats ont écouté avec attention les propos du premier ministre annonçant la création d'un parquet unifié pour les poursuites contre les faits de terrorisme et d'une chambre spécialisée à la cour d'appel de Paris pour juger des crimes qui en relèvent. Il s'agit là d'un choix dont nous prenons acte dès lors qu'il s'inscrit dans l'ordre judiciaire normal et qu'il est respectueux des droits de la défense. »

« Conscients de notre responsabilité citoyens, indique M. Stasi, nous souhaitons que ce s'opère efficacement la loi contre le terrorisme. Nous voulons parce que nous avons

PARIS-TORONTO. LA 1^{re} ESCALE C'EST TORONTO.



Paris-Toronto sans escale. Une exclusivité Air Canada. Un service régulier que seul Air Canada est le même de proposer. Départ place samedi et dimanche. Il s'étendra au vendredi dès le 28 avril, et au jeudi à partir du 28 juin. Vous économisez un arrêt appréciable sur votre voyage. Vous évitez la fatigue et l'attente dans les aéroports. À bord, 1^{re} classe ou classe affaires, vous profitez du renommé d'Air Canada. De délicieux plats, de grands vins, des sièges espacés pour plus de confort. Et si vous devez partir en début de semaine, notre ligne Paris-Montréal-Toronto vous offre deux jours.

TORONTO

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS. AIR CANADA

En remplacement de M. Gondel M. JACQUES BRENIÈRES A LA TÊTE DES CRS

M. Jacques Brenières a été nommé, jeudi 17 avril après-midi, chef du service central des CRS (Compagnies républicaines de sécurité) par M. Robert Pandraud, ministre de l'Intérieur, en remplacement de M. Serge Gondel, appelé à d'autres fonctions.

Né à Paris le 8 septembre 1925, licencié en droit, titulaire d'un certificat d'aptitude à la profession d'avocat, M. Brenières a commencé sa carrière dans la police en qualité d'officier de paix, le 1^{er} février 1952. Officier de paix principal le 18 juin 1957, commandant le 1^{er} octobre 1961, commandant principal le 13 février 1969, et commandant le groupement le 10 septembre 1973, M. Brenières était intégré comme commissaire divisionnaire le 1^{er} janvier 1978 et nommé adjoint au chef du service central des CRS à la direction centrale de la sécurité publique.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde AUJOURD'HUI

Le Monde AUJOURD'HUI

STAND 4 E 4558

JUSTICE

Les suites de l'affaire Ranucci PLAINTES EN DIFFAMATION CONTRE GILLES PERRAULT

Cinq policiers marseillais, MM. Gérard Alessandria, Jules Porte, Daniel Pellegrini, Mathieu Fratacci et Pierre Grivel, viennent de porter plainte pour diffamation contre l'écrivain Gilles Perrault et le directeur des programmes de FR 3 après une émission « l'affaire Ranucci » et seront entendus le 22 avril prochain par le doyen des juges du tribunal de grande instance de Marseille.

Le 27 juillet 1985, une émission de télévision portant le titre : « Qui a tué Christian Ranucci ? », était diffusée sur FR 3. Au cours d'un débat, animé par Gilles Perrault, un journaliste, Gilles Perrault, une large place était faite à l'enquête policière. La condamnation à mort et l'exécution en 1977 de Christian Ranucci, vingt-deux ans. Le jeune homme était condamné pour le meurtre de Maria-Dolores Rambias, huit ans, enlevée à Marseille le 3 juin 1974. « La police marseillaise a commis quelque chose qui relève de la forfaiture », avait notamment déclaré, selon les plaignants, Gilles Perrault, qui précisait : « Il y a eu des choses bizarres, par exemple des témoignages qui ont été escamotés. La police marseillaise a éliminé tout ce qui concerne l'homme au pull-over rouge ».

■ Klaus Barbie : nouvelles inculpations. — Le président de la chambre d'accusation de l'appel de Paris, M. Jean Pascal, se rend à Lyon, vendredi 18 avril, en compagnie de l'avocat général, M. Robert, pour Klaus Barbie, nouvelles inculpations. L'interrogatoire sur le fond.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'arrêt rendu le 5 mars par la chambre d'accusation de Paris, qui avait ordonné un supplément d'information.

M. [nom] devrait notifier l'ancien [nom] de la Gestapo de Lyon. Inculpations de l'affaire du professeur Marcel Gompel — torturé, — à l'envoi du dernier convoi à Auschwitz, le 11 août 1944, et à la séquestration et la déportation d'autres résistants.

Une plainte de M. Pandraud

LES REGRETS DE « L'HUMANITÉ »

Violentement mis en cause dans un article publié le 30 janvier 1986 par l'« Humanité », M. Robert Pandraud, aujourd'hui ministre délégué à la sécurité, avait engagé contre le quotidien du PCF un procès en diffamation sur citation directe déléguée le 13 mars.

L'affaire, appelée pour fixation, mercredi 16 avril, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris présidée par M. Jacqueline Clavery, n'a pas eu de suite.

M. Jules Borker, avocat de l'« Humanité », devait en effet expliquer au tribunal, à l'occasion de cette audience, que les propos incriminés avaient été publiés en période électorale, ce qui expliquait le vivacité de leur ton. Sans rien retrancher du fond de l'article, il s'agissait de la forme avait pour sa part été excessive. Ce regret est apparu suffisant à M. Patrick Dovedjan, avocat de M. Pandraud, qui, en ayant pris acte, fit savoir que le ministre renonçait à son action.

Le tribunal a rendu, dans ces conditions, un jugement constatant ce désistement de la partie civile.

RELIGION

RENCONTRES ŒCUMÉNIQUES A ROME ET EN FRANCE

Catholiques et protestants s'opposent sur l'Eglise et non sur la foi

En visite au Vatican, le pasteur Emilio Castro, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, a rencontré Jean-Paul II pour la première fois, le 14 avril, ainsi que des responsables de congrégations romaines.

Un communiqué commun fait état de l'engagement de l'Eglise catholique et du COE (qui regroupe quelque trois cents Eglises protestantes et orthodoxes) en faveur de l'unité visible des chrétiens.

Signe de cette collaboration, une rencontre de tous les responsables français de l'œcuménisme, de l'engagement social et politique, la différence qui est la manière dont nous concevons, les uns et les autres, la participation à l'Eglise au salut des hommes. Pour le protestant, l'Eglise est seconde. Pour le catholique, c'est elle qui dit la vérité.

« Le protestant ne pourra jamais concevoir que l'Eglise soit comprise, d'une manière ou d'une autre, comme sujet du salut, à l'action de Dieu », souligne le pasteur Birmelé. Et pour clarifier le débat, à son interlocuteur catholique qui assurait que l'Eglise c'était un peu comme le « stylo » dans la main de Dieu, le même pasteur répondit : « Mais non, c'est que le stylo se met à écrire tout seul ».

Henri Tincou.

LE SOUVENIR DU GHETTO DE VARSOVIE

Le non des juifs de France au cimetière d'Auschwitz

Au mémorial du martyr juif innocent, rue Geoffroy-l'Asnier à Paris, a eu lieu le jeudi 18 avril la cérémonie marquant le quarantième anniversaire du ghetto de Varsovie. Parmi de nombreuses personnalités religieuses et politiques — dont deux membres du gouvernement, MM. François Léotard et Didier Barthe, — le professeur Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, a lancé un appel à la mémoire catholique pour qu'elle revienne sur sa défense.

« Ce projet, a-t-il dit, « participe de cette généralisation et de cette banalisation de la Shoah, laquelle Auschwitz peut être traité comme un parmi les autres lieux de la barbarie nazie ». L'impératif est d'un cimetière à la lisière même du camp, nous

heurt, nous attriste, nous indigne ». Ce qui fait la singularité d'Auschwitz, poursuit le professeur Steg, c'est qu'« ici, seuls les juifs ont été tués uniquement pour ce qu'ils étaient — hommes, femmes, enfants juifs — et non pour ce qu'ils faisaient ».

Par respect « pour la France et la mémoire des juifs », le professeur Steg en appelle aux bonnes relations actuelles entre l'épiscopat français, le Vatican et les autorités juives, pour qu'« après Jean XXIII, après la sainteté et la sainte de Jean-Paul II à la synagogue de Rome, aucune ombre ne vienne obscurcir notre fraternité » et pour qu'Auschwitz soit « le seul lieu, dans tout l'univers, où il ne serait pas concevable que s'élève une prière d'aucune sorte. Ni synagogue, ni église, ni temple, ni couvent, unique le silence ».

SPORTS

Le mouvement sportif pénalisé par la loi de finances

La loi de finances rectificative pour 1986, présentée mercredi 16 avril, a jeté la consternation dans le mouvement sportif, dont la part de recettes sur le loto sportif se trouve plafonnée à 450 millions de francs, alors que le succès du jeu lui laissait espérer près de 800 millions de francs. La différence de 350 millions de francs, sous l'étiquette « recettes nouvelles ».

La loi de finances sous l'ancienne législature ne prévoyait certes d'allouer que 300 millions de francs au loto sportif, mais le calcul de cette part avait été fait avant le succès de la nouvelle formule du loto et n'avait pu en tenir compte. M. Alain Calmat, alors ministre de la jeunesse et des sports, avait d'ailleurs indiqué le 5 novembre dernier, lors de l'adoption des crédits de son ministère par l'Assemblée nationale, que « le taux de 30 % révisé du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) serait maintenu sans plafonnement quel que soit le montant des enjeux ».

Pour M. Nelson Pailhou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), la part du FNDS n'est plus en 1986, 18 %. « Cette fois, ce sont trente Ligier qu'on nous prêche », a-t-il regretté, jeudi 17 avril, en faisant allusion à la subvention de 10 mil-

ÉDUCATION

M. PIERRE TISON PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE VALENCIENNES

M. Pierre Tison, maître de conférences en mathématiques, a été élu, jeudi 17 avril, président de l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis. Il succède à M. Noël Malvache. M. Tison, qui était notamment soutenu par le SNE-SUP, a été élu au premier tour par 112 voix sur 115 votants. Il était le seul candidat.

[Né le 28 juin 1932 à Denain dans le Nord, dans une famille de sidérurgistes, M. Pierre Tison a fait ses études supérieures à Lille. Agrégé de mathématiques en 1959, il commence sa carrière universitaire à Lille. De 1970 à 1972, il dirige l'UER de sciences de Valenciennes et, de 1975 à 1981, l'Institut de recherches en mathématiques.]

En 1982, il participe à la création de l'Institut de formation et de recherches en pédagogie de Valenciennes, dont il assure la direction jusqu'en février 1986. Il est co-responsable universitaire de la formation des instituteurs de l'académie de Lille et chargé de mission auprès du recteur pour l'innovation et la recherche pédagogique.]

lily combien de facteurs non théologiques (mémoire, mentalités, manières de vivre des communautés) avaient pu grossir les divergences doctrinales.

La « lucidité » sur les différences entre les Eglises chrétiennes n'est possible qu'aujourd'hui, explique le Père Bernard Sesboué, théologien catholique, « parce qu'il devions d'abord faire la démonstration de notre consensus fondamental sur la foi chrétienne ».

« Protestants et catholiques, nous sommes d'accord, reconnaît le pasteur André Birmelé, professeur à Strasbourg, sur Dieu, le créateur, le sauveur, le consolateur, le salut, la foi, le baptême, la nécessité des

œuvres, de l'engagement social et politique... la différence qui est la manière dont nous concevons, les uns et les autres, la participation à l'Eglise au salut des hommes. Pour le protestant, l'Eglise est seconde. Pour le catholique, c'est elle qui dit la vérité.

« Le protestant ne pourra jamais concevoir que l'Eglise soit comprise, d'une manière ou d'une autre, comme sujet du salut, à l'action de Dieu », souligne le pasteur Birmelé. Et pour clarifier le débat, à son interlocuteur catholique qui assurait que l'Eglise c'était un peu comme le « stylo » dans la main de Dieu, le même pasteur répondit : « Mais non, c'est que le stylo se met à écrire tout seul ».

Ce constat de divergences apparaît dans le texte final de cette rencontre de Chantilly : « Pour le protestantisme, la confession de Jésus-Christ comme unique et seul sauveur révèle et situe la nature de l'Eglise. Celle-ci est uniquement l'instrument du Christ qui, par son Esprit, lui donne de témoigner du salut offert au monde. La tradition catholique proclame aussi ce fait central et fondateur de la foi chrétienne. Mais elle insiste sur la grâce donnée à l'Eglise d'être, par le Christ et dans l'Esprit, le sacrement de la communion de Dieu pour le salut du monde ».

Une telle discussion n'a précédé que si elle permet de mettre une entreprise œcuménique en voie d'essoufflement. « Il ne faut pas s'en donner », dit le Père René Giraud, responsable auprès de l'épiscopat des relations œcuméniques. Après un vol plus ou moins serré, avec

des hauts et des bas, l'avion est sur le point d'atterrir. Et nos vieilles peurs resurgissent.

« Notre rencontre a peut-être été d'une grande portée théologique, commentait, à la fin de la rencontre de Chantilly, un pasteur réformé. Mais elle apparaît prématurée, voire provocatrice, à nos appareils et périme à ceux qui, nombreux, passent au-dessus de toutes ces subtilités et vivent déjà, au jour le jour, un œcuménisme pratique ».

Henri Tincou.

LE PÈRE LÉONARDO BOFF : « Jean-Paul II, pape de la théologie de la libération »

Le Père Leonardo Boff, théologien progressiste, tenu au silence par le Vatican pendant un an (sa peine a été levée à l'occasion de la dernière fête de Pâques), a réagi très favorablement au document romain « Liberté chrétienne et libération » rendu public le 5 avril. A Rio-de-Janeiro, le franciscain brésilien a déclaré, le mercredi 16 avril, que ce texte de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi était « un soutien à tous ceux qui sont engagés dans le combat pour la libération, pour le peuple, de sa misère ».

« Nous pouvons dire maintenant, a ajouté le Père Boff, que nous avons un pape de la théologie de la libération : Jean-Paul II. Dans son livre Eglise, charisme et pouvoir, le Père Boff avait critiqué l'attitude du Vatican comme étant « féodale et élitiste ».

Vamos al mundial... Vamos a MEXICO!

Nation du football temps d'un « Mundial », le Mexique est avant tout pays grandes. Deserts du Nord et du Golfe de Californie aux plages caribéennes du Yucatan, mille découvertes vous attendent. Véritables musées « à ciel ouvert », ses sites archéologiques racontent l'histoire des grandes civilisations disparues. Chaleureux, le peuple mexicain vous séduira, par la qualité de sa hospitalité. Nous vous présentons, à titre d'exemple, quelques programmes réalisés par les voyageurs sur les vols Aeroméxico. Les voyages « luxe » sont effectués en Silver Class Aeroméxico : un nouvel art de vivre en avion. Service à bord de haut niveau; Compartiment réservé à l'usage de l'appareil; Bar gratuit, etc...

Aeroméxico assure chaque semaine 3 vols directs aller et retour Paris-Mexico les mardi, jeudi et samedi.

VOIS «EVASIONS» pour des voyages de 13 à 60 jours

PARIS-MEXICO-PARIS 5610*
du 1^{er} avril au 14 mai 1986
du 15 mai au 30 septembre 5.895 F.

PARIS - MIAMI - PARIS 4570*
du 1^{er} avril au 14 mai 1986
du 15 mai au 30 septembre 5.275 F.

GRANDS CIRCUITS
DES AZTEQUES AUX MAYAS (13 jours)
Un circuit CARRIFOUR DU MEXIQUE (en avion et bus). Mexico - Oaxaca - San Cristóbal - Palenque - Campeche - Uxmal - Mérida - Cancun - Mexico. À partir de

10580*

VOYAGES «LUXE»

MEXICO - CUNCUN (11 jours)
EL CONDOR propose « Viva », un voyage en Silver Class et un séjour luxe Mexico (2 nuits) et Cancun (7 nuits). À partir de

24500*

* Prix indicatifs et révisibles sans préavis. Consultez votre agent de voyages ou

Tél : 47.42.40.50



Pour recevoir le magazine programme «Evasions Mexicaines», écrivez à Aeroméxico, 12, rue Auber 75009 Paris.

LYCÉES: AU PROGRAMME CETTE ANNEE, REAPPRENDRE LE FRANÇAIS.

Affermir la maîtrise de la morphologie et de la syntaxe (...) accroître l'abondance et la précision du vocabulaire (...), comprendre le fonctionnement de la langue. Le ministre voit grand. Les lycéens et les étudiants d'aujourd'hui ont besoin d'outils : en voici un ! Et de taille ! La Grammaire d'Aujourd'hui, guide alphabétique de linguistique française, couvre l'ensemble des problèmes posés par la langue française contemporaine. De la phonétique à la sémantique, de la morphologie à la syntaxe. Sans oublier l'orthographe ni la sociolinguistique, ni même la rhétorique. Ainsi, au-delà de la grammaire française, c'est la linguistique générale qui trouve visée par le guide alphabétique.

Le Monde du 20/2/86

M. Arrivé, E. Godel, M. Galmiche

la grammaire d'aujourd'hui

guide alphabétique de linguistique française

720 pages, 165 F.

Flammarion

Service

Tunisie des pistes

De Tabarka à Monastir, sur la route des oasis et des ksour.



Le Sahara, c'est aussi grand que le ciel.

terme, qui dit « château » ou « palais », s'applique en fait à des villages fortifiés de type millénaire, où, pour se protéger des razzias nomades, les Berbères entreposaient leurs récoltes dans des greniers inaccessibles.

A Chenini, la montagne s'ouvre sur un cirque d'argile qui est sculptée en citadelle ocre. Devant les habitations, des petits jardins sont cultivés laborieusement. A Ksar-Haddada, on déjeune dans la fraîcheur des ghorfas, ces habitations en argile qui gardent la chaleur en hiver et la fraîcheur en été. C'est ensuite, accrochée à mi-pente, Toujane, ville de pierres sèches, et les horizons lunaires où les tourterelles de la Guerre des étoiles.

A Matmata, dans troglodyte, les habitants ont préféré, pour se défendre des invasions, creuser de longues galeries sous la terre. De la montagne dure et aride on passe aux oliveraies et aux champs d'amandiers.

Les plus mystiques laissent leurs chaussures à la porte de la grande mosquée de Kairouan, la ville sainte. Ici, le touriste paie le prix d'un repas de travail et de quarante mille nouilles pour un tapis au centre duquel figure la réplique de la mosquée. Dans la médina, au milieu des ruelles et des arcades, un regard, admiratif, travaille les arisanes.

Cap-Monastir marque l'arrivée triomphale de cet itinéraire. La ville du président s'enorgueillit d'une rangée d'hôtels massifs et de larges avenues. Sans oublier les musées de cinéma qui ont été tournés de nombreuses superproductions dans ces imposants décors de carton-pâte. La Tunisie des siècles passés est à dix kilomètres de pistes.

ISABELLE D'ERCEVILLE.

Partir

Yves Sunhill, l'organisateur du rallye Tunisie, trace, depuis trois ans, un très beau circuit de 3 000 kilomètres de pistes qui permettent d'atteindre les sites et les régions les plus sauvages de Tunisie. Le rallye, considéré comme un défi pour les candidats au Paris-Dakar, offre une aventure et découverte touristique au volant de son propre A.S.T.4 ou de sa propre voiture.

Le rallye Tunisie s'accompagne avec l'agence Leader Tours, qui offre le rallye du 20 mars au 6 avril, pour 7 200 francs et comprend le transport voiture ou bateau, l'hébergement en hôtel ou au bivouac berbère, les repas. Chaque participant reçoit, en plus du matériel, du

pilote, un résumé des différents endroits spectaculaires où passe la course ainsi que les principaux sites à visiter.

En novembre, à l'occasion des Mille Dunes, une épreuve qui se déroule sur le circuit de Douz, à l'époque de la récolte sans dates, l'organisateur reconduira cette formule à l'accompagnement.

À signaler, pour l'année prochaine, une Transsaharienne qui, au départ de Paris, propose la traversée du Grand Erg oriental avant de remonter vers les Mille Dunes.

● Rallye, 2, rue de la Forge, 75017 Paris. Tél. : 47-64-93-10.
● Leader Tours, 44, rue Vivienne, 75002 Paris. Tél. : 42-36-32-40.

CHARTER CHIC
NEW YORK
2500 F AR
LOS ANGELES
4795 F AR

SOUS LE CHARTER
LES **USA**

HOTELS, MOTELS,
VOITURES, MOTOR-
HOMES, CIRCUITS,
FORAITS
AERIENS, BUS,
ECHANGE
D'APPARTEMENTS...

UN MUST VOYAGER AVEC LE SPECIALISTE
COUNCIL

51, rue Dauphine
PARIS
Tél. : 47-33-00-11
9, place Daumesnil
PARIS
Tél. : 56-44-68-73

LIC 1034

Cocktail

Voyage birman

Rangoon, puis Pagan et son temple de l'Art birman, Mandalay et les vestiges du palais royal, Kyauktawgyi et son énorme bouddha, et les temples et pagodes d'Ananda, Ywagone, Sulami et Bupaya. Une semaine de 14 jours en Birmanie. Prix : à partir de 14 620 F.

● Le Tourisme français, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42-80-67-80.

Aubus

austro-hongroises

Retrouver le goût et le charme de la lenteur. Profiter d'un séjour à Vienne pour visiter les villes du Danube longtemps liées sous la couronne. Du 2 mai au 10 octobre, quatre programmes de croisière, de Vienne à Budapest, pour une partie de

bord du fleuve Danube à l'aval, naviguant sur le Danube. En musique (hongroise ou tzigane), au milieu de magnifiques paysages et entre châteaux et forteresses, d'une histoire romantique sur le Danube : 1 000 ou 1 270 F (2 jours) ; 1 440 ou 1 700 F (3 jours). Séjour à Vienne à partir de 895 F pour un forfait de trois jours avec repas et transferts. Paris-Vienne aller et retour en avion à partir de 1 850 F.

● Dans toutes les agences de voyages. Pour plus de renseignements : Office national du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 47-42-78-57.

Sentiers camisards

L'Association Clio-les Amis de l'histoire propose un « sentier camisard » en Cévennes. Un

itinéraire pour suivre le chemin des Cévennes à la réouverture de l'édit de Nantes par Louis XIV. On pourra partir du 12 juin, du 20 au 22 juin et du 12 au 14 septembre. Prix : 1 495 francs, à Paris à l'aller sans le train.

● Clio, 10, rue de la Préfecture, 75015 Paris. Tél. : 47-34-36-63.

Aux îles Kerkenna

On peut encore être tranquille en Tunisie. A condition de déposer ses valises dans les îles Kerkenna, au large de Bizerte. Deux formules, hôtel ou club avec piscine, tennis, équitation et pêche. Prix : 3 950 F en pension complète, y compris l'avion et les transferts.

● La Voyagère, 11, avenue de Clichy, 75017 Paris. Tél. : 45-22-22-24.

Salsomaggiore Terme
THERMES ROMAINS

Station thermale près de Parme renommée pour ses eaux très riches en iode. Excellents résultats dans le traitement de rhumatisme, arthrose, affections du nez, de la gorge et des bronches, affections gynécologiques, surdités rhinogènes. 100 lits avec salles de pensions, les plus modernes installations de cure, parcs, sports, manifestations culturelles, divertissements, excursions. Renseignements et documentation: TERME S.P.A. - I-43038 Salsomaggiore - Tél. 1395247821 - Telex 530639

Vamos al mundial...
Vamos a MEXICO

Regardez les matchs de la Coupe du monde de football à Mexico. Les billets sont en vente à Paris. Les billets sont en vente à Paris. Les billets sont en vente à Paris.

BIEN TYASIONS
PARIS MEXICO PARIS 5600
PARIS MIAMI PARIS 4500

GRANDES CIRCUITS
10500

VOYAGES LUNE
24500

aeroméxico

Changement de cap

Vive le tourisme des loisirs.

A six heures de vol de Paris, voici la Côte d'Ivoire. Sable fin, palmiers, lagunes, et vane. Une bonne carte de visite du marché du tourisme. Jusqu'en 1981, le nombre de visiteurs étrangers n'a cessé de progresser, passant de près de quarante-cinq mille en 1979 à cent quatre-vingt-quatre mille en 1980. Mais, ici comme ailleurs, la crise a frappé. Moins d'argent, moins de congés, moins de touristes, les années récentes n'ont pas été les meilleures pour Abidjan. « Nous lançons la machine et nous espérons pour réussir », affirme aujourd'hui M. Gaston Harvé-Dupuy, responsable de la délégation du tourisme de Côte d'Ivoire à Paris.

Il est vrai que l'ancienne côte des Bonnes Gens possède de solides atouts pour se faire remarquer. Le pays dispose, en effet, du meilleur réseau routier et ferroviaire de l'Afrique de l'Ouest. Toutes les régions touristiques peuvent également être atteintes par air, avec des possibilités de vols directs sans escale vers Abidjan. A la fin de l'année 1984, la capacité d'accueil de la Côte d'Ivoire était de dix mille huit cent quatre-vingt-cinq places dans quatre cent cinquante-deux hôtels. Sur le littoral, l'ensemble de la Côte d'Ivoire dispose également du Club Méditerranée, Grand-Lahou possède le double privilège de la mer et de la lagune pour les amateurs de sports nautiques. Grand-Béréby et Monrovia encadrent les plages de San-Pedro vers la frontière de Libéria. Le pays baigné, le pays yacoubé, le pays sénégalais et le royaume agni sont autant d'escapades possibles, loin de la planche à voile ou du ski nautique.

C'est en 1970 que le gouvernement ivoirien a décidé de se donner les moyens nécessaires pour développer son pays une grande destination touristique. L'Etat est alors hôtelier, restaurateur et agent de voyages. Il crée les infrastructures indispensables pour accueillir ses visiteurs. Il développe notamment le tourisme d'affaires et il est, aujourd'hui encore, parfaitement rodé pour organiser congrès et séminaires. Mais, aidant, les autorités ivoiriennes apprécient de plus en plus l'émergence d'un tourisme de loisirs.

On ne construit plus d'hôtels « cinq étoiles » dont le plus beau fleuron est le fameux Hôtel Ivoire, mais des établissements « deux étoiles ». On développe de nouvelles formes d'hébergement comme les « auberges villageoises », et les villages « touristiques ». Enfin, les opérations de promotion sont devenues plus nombreuses.

Bref, ainsi que le souligne M. Duon Sadi, ministre du Tourisme, « c'est dans le développement du tourisme de loisirs que se trouve l'avenir du tourisme et de l'hôtellerie du pays ».

Développer les activités de loisirs ? On en parle beaucoup. Mais, à San-Pedro, à l'ouest d'Abidjan, où un projet d'hôtel-club devrait sortir des cartons au cours de l'année 1987, l'évolution du tourisme ivoirien se traduit également par un désengagement de l'Etat. Désormais l'investissement privé prend le relais. Mais, à Abidjan, on considère que l'on saura garder son originalité. Ainsi, par exemple, à propos des parcs et des réserves, les responsables du tourisme ivoirien aux visiteurs une découverte de la faune et de la flore ivoirienne de l'été safari-photo, en vedette ailleurs.

JEAN PERRIN.
Délégation du tourisme de Côte d'Ivoire, 24, boulevard Sébastien, 75016 Paris. Tél. 42-88-62-92.

A l'ombre des fromagers

Jouer au golf Côte-d'Ivoire.

Un chef-d'œuvre ! 6 654 mètres de long des départs les plus reculés, 6 300 « seulement » des boules jaunes (départs messieurs) et encore 5 700 mètres des « rouges », les départs dames. « Par 73 », l'Ivoire requiert à la fois puissance et précision. Les greens sont toujours très défendus, et il est indispensable d'être long pour pouvoir jouer le « par ». Mais il faut également être précis sous peine d'encourir de grands dangers... et pas seulement à cause du vieux calman qu'on dit toujours rôder autour des étangs.

Un enfer ! Pas vraiment, car ce monde jaloné d'arbres magnifiques (fromagers), de bougainvilliers et de lauriers-roses, est un grand cœur, et les golfeurs moyens y prendront beaucoup de plaisir à l'assaut de composer avec un parcours qui offre la synthèse des toutes dernières conceptions en matière d'architecture de golf. Voilà probablement l'œuvre la plus achevée de l'architecte italien Piero Mancinelli et du premier constructeur de golf français, Golf Européen Construction.

Monumental et futuriste, l'image de la capitale ivoirienne, le Club House de l'Ivoire n'a sûrement que peu d'équivalents dans le monde. On y trouve plusieurs restaurants, dont un de nouvelle cuisine, des salons qui rivalisent de luxe et des installations sportives complètes qui s'articulent autour d'une majestueuse piscine. Quant aux vestiaires, ils rendraient jaloux les membres des clubs les plus huppés. De plus, et contrairement à l'habitude des tropiques, les membres du club sont des gens charmants, d'Ernest, le caddy de seize ans qui joue déjà de handicap, à Roger Kacou, le directeur général. Ajoutez à cela qu'Abidjan est une ville drôle, que Treichville en est un quartier haut en couleur, que deux grands hôtels sont situés à proximité immédiate du golf (l'Intercontinental et le Golf Hotel, tous les deux d'un confort irréprochable), que la Côte d'Ivoire est à six heures d'avion (UTA et Air Afrique) de Paris, sans décalage horaire, et que vous avez une destination de golf les plus riches.

D'autant que pour ceux qui voudraient sacrifier au tourisme, le pays baigné et sa jungle profonde ne manquent qu'à quelques heures de voiture et se visitent en deux jours à peine, sans renoncer aux plaisirs de la petite balle blanche, puisque la ville d'Abidjan, véritable Brasilia de l'Afrique, possède, elle aussi,



L'Ivoire Golf Club.

un golf : le President Golf Club. Les méchantes langues disent qu'on y compte plus de membres... Le fait est qu'on peut jouer en toute quiétude sur ce parcours à « taille humaine » de 6 177 mètres (par 72).

FRANÇOIS-JEAN DAHIN.

Il existe plusieurs formules pour jouer au Côte d'Ivoire. Ceux qui souhaitent organiser eux-mêmes leur séjour s'adresseront à :

— UTA, 19, rue Malherbes, 75008 Paris. Tél. 42-66-30-30.

— Air Afrique, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 42-62-51-99.

— Service Tourisme d'Air Afrique, 29, rue de la Colisée, 75008 Paris. Tél. 42-25-71-69. Hôtel de la chaîne Intercontinental à Abidjan et Sotitel à Yamoussoukro.

Côté forfaits : Gallia, 12, rue Arago, 75009 Paris. Tél. 42-66-07-24 ; BMI Multitours, 193, rue de Bercy, Tour Eiffel D, 75012 Paris. Tél. 43-47-67-33 et Golf Holidays, 19, avenue Victor Hugo, 75114 Paris. Tél. 74-24. Avec ou sans professeur, à partir de 8 500 F en demi-pension.

Des greens aux antipodes

En attendant de nouvelles destinations (Floride, Australie, Thaïlande et Malaisie), le Club Méditerranée propose aux golfeurs ses destinations traditionnelles séjours (avec tournois) au Brésil (Rio + Itaperiça) du 5 au 18 septembre ; aux Bermudes (du 26 avril au 5 mai) ; en Irlande (du 2 au 11 mai) ; en Tunisie, à Port-El-Kentouch (du 14 au 21 mai) ; en Espagne et au Portugal (notamment à l'Hôtel Du Beila, en Algarve), où plusieurs séjours sont organisés de fin mai à octobre ; à l'Hotel (en juin et septembre), à Colfou et au Maroc, en septembre et octobre.

— Renseignements : Simone Schmitt au (1) 42-61-85-00. Inscriptions au (1) 42-96-10-00 et, en province, dans les bureaux du Club, agences Havas et agences agréées.

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ VITE

KUONI
Séjours balnéaires CEYLAN
2 semaines pour le prix d'une
5 980 F
16 jours au départ de Paris, Maldives, 11/1/86.
Marselle, Samedi les 30/5 et 7/7/86.

Renseignements chez votre Agence Selectour Voyages
Liste des Agences
20, rue Le Peletier, 75001 Paris
Tél. : 42-46-91-03

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ MIEUX

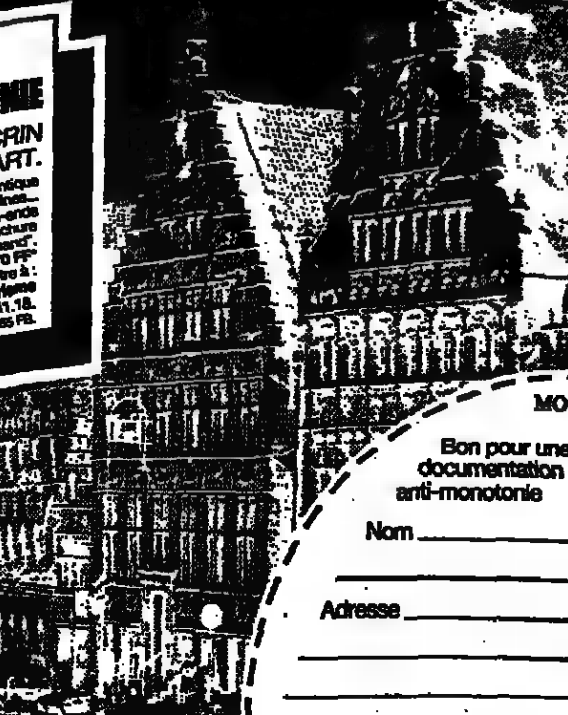
Chez Selectour les plus grandes marques de voyages vous attendent : réserver vite. Et surtout réserver grâce au chèque-annulation : si vous devez abandonner vos projets de voyage plus de 30 jours avant le départ prévu, Selectour vous rembourse les frais d'annulation et de dossier. Alors, venez choisir vos vacances en toute sécurité.

selectour
DES ADRESSES POUR VOS VACANCES

FLANDRE : L'ANTI-MONOTONIE

UN PAYS ECRIN
OÙ FOISONNENT LES VILLES D'ART.
Vous découvrez la richesse artistique et l'architecture remarquable de nos villes comme Arras, Bruges, Gand, Louvain, Malines... Vous trouvez une suite de superbes villages, dans une atmosphère de « villages-arts et séjours » dans une « Pays d'Art et d'Histoire ».

Par exemple : un week-end à Bruges et à Gand, à partir de 170 F. Pour vous le procurer, contactez le Bon de l'Europe à : Office Belge de Tourisme, 21, bd des Capucines, 75001 Paris. Tél. 47-42-41-18. Ou au 10/000 : 1 05 00 00 00.



ISLANDE

à nulle autre pareille
□ séjour à la ferme.
□ pêche.
□ ornithologie.
□ randonnées à cheval.
□ golf.
□ trekking.
□ en voyages individuels.
□ en groupes.
Tel est le programme que vous propose l'Islande pour vos prochaines vacances.
L'Islande à 3 h de vol de Paris.
□ cocher la formule choisie.
Documentation gratuite
ICELANDAIR
9, bd des Capucines, 75001 Paris
Tél. 47-42-41-18

PHILATÉLIE n° 1944

Strie « Europa 1986 »... consacrée à la « Protection de la nature et de l'environnement », thème retenu, pour cette année, par la CEPT. Dans ce cadre, la France présente la genette et le petit rhinocéros (chauve-souris). Vente générale le 28 avril (22-23/86).

Allez GO!
CHEZ VOIRE AGENT DE VOYAGES
ou 45 22 20 20

Les émissions monétaires... première partie prévue pour le 22 mai. Suite de nos informations, voir le Monde du 15, 22 et 29 mars. Exposition canine internationale : 1,80 F, tarrier d'Ecosse. Héliod'après J. Combet.

10^e Anniversaire de la publication des annales monétaires : 2,20 F, noir, rouge ; 3,20 F, noir, rouge.

Formats 36 x 50 mm F. 50. Maquettes de Pierrette Lambert, gravures par Pierre Albuissou. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les : 26 et 27 avril, de 9 à 18 h, par le bureau temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e. Oblitération « P.J. ».

26 avril, de 9 à 12 h, à la RP, 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et à Paris-41, 5, avenue du Saxe, Paris-7^e. Boîtes aux lettres pour « P.J. ».

26 avril, de 9 à 12 h et de 14 à 18 h, et 27 avril, de 9 à 12 h et de 14 à 17 h, au bureau temporaire ouvert dans le hall du Palais du Conseil de l'Europe à Strasbourg (Bas-Rhin). Oblitération sans mention « P.J. ».

Attention ! Le sigle et l'emblème de la CEPT sont protégés par l'OMPI. Donc, interdiction de les utiliser !

AVENTURES...

12 aventures inoubliables.
A bord souvent, en 4-6 places. Des équipages expérimentés au service de vos vacances en Arctique ou aux volcans sur la mer.

NOMADE
90, avenue des Ternes, 75017 Paris
Tél. 43-29-06-30 (17 20 h)

Le Monde des PHILATÉLISTES

Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

MERCEDES, CENT ANS D'AUTOMOBILE ET DE TIMBRES • LES CARNETS EN FRANCE

Chez votre marchand de journaux

RÉSIDENCES

COSTA RICA
Santa Teresa d'Arriba (Espagnol)
Avec un confort, un prix très raisonnable.
Nouveaux tarifs de 24 à 33 \$ par jour.

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL

Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standing.
Renseignements : SLAM Vacances, 17, rue du Fbg Montmartre, 75005 Paris (Métro Rue Montmartre). Brochure sur demande. 11F en timbres pour participation aux frais d'envoi.



Salzbourg Un été musical dans la ville de Mozart

A partir du 30 mars 1986, 2 vols directs les jours et dimanches au départ d'Orly-Sud. Choisir la qualité Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau et le confort de ses DC 6.
Austrian Airlines
Austria Airlines, 10, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. 42-20-14-50.

L'homme-clé

Le concierge n'est plus l'escalier...

A peine a-t-on franchi la porte à tambour, avec armes et bagages, que le concierge est là pour vous accueillir et délivrer cette clef tant attendue qui ouvre de Sésame. De même, à la fin du séjour, après avoir réglé la note, c'est encore au concierge que l'on s'adressera pour commander un taxi ou laisser une dernière recommandation. « Le concierge est dans l'escalier », prévient l'écriteau apposé sur la porte de la loge dans les maisons bourgeoises, en cas d'absence. De nuit, de jour, le concierge du palace hors catégorie ou de l'hôtel d'élite « étoilé », lui, constamment derrière son comptoir, cet espace réservé que les Anglo-Saxons appellent « lobby » ou « front office desk » où l'on s'efforce de trouver « l'homme de communication de l'hôtellerie de qualité ».

Pour perpétuer cette tradition, l'Union internationale des Concierges (UIC) avait fondé la section française des Concierges d'Or, qui devait servir à promouvoir le métier de conciergerie à travers le monde ; en 1952, l'Union européenne des portiers des grands hôtels a été créée. Celle-ci est devenue ultérieurement l'Union internationale des Concierges d'Or, et c'est le même Gilles, mais sous une autre forme, qui a été élu à la présidence de cette profession. L'Union internationale des Concierges d'Or, qui a été créée en 1952, a pour but de promouvoir le métier de conciergerie à travers le monde ; en 1952, l'Union européenne des portiers des grands hôtels a été créée. Celle-ci est devenue ultérieurement l'Union internationale des Concierges d'Or, et c'est le même Gilles, mais sous une autre forme, qui a été élu à la présidence de cette profession.

Mais le 12 décembre 1982 à Barcelone, à l'occasion d'un congrès international qui vit les vingt et une nations représentées, en faveur de cette initiative, la Fondation internationale Ferdinand-Gillet - International Concierge Institute (ICI) - dispense, d'octobre à juin, un enseignement à double objectif. Il s'agit à la fois d'apprendre les diverses facettes de ce rôle d'intermédiaire entre le client et les services internes d'une part et entre ce même client



Robert Petit, concierge depuis 42 ans, en compagnie de M^{me} Puck Simonet, directrice du Royal Monceau.

et toutes les relations extérieures dont il peut avoir besoin (excursions, transports, restaurants, commerces locaux...) et, dans un objectif, d'assurer une formation permanente pour le personnel titulaire des loges qu'il faut adapter aux techniques nouvelles.

Cette profession compte aujourd'hui plus de 4 000 membres dans le monde entier mais « l'homme aux clefs d'or » est de plus en plus une femme, la branche française de cette organisation, l'ICI-France, s'efforce d'offrir à l'une des femmes de la deuxième promotion, Chantal Leroux, le premier emploi féminin de conciergerie au sein d'un grand établissement parisien, en l'occurrence le Royal Monceau. Il est vrai que cet hôtel de haut de gamme est dirigé... par une femme, M^{me} Puck Simonet, une promotion qui devait tout naturellement s'ouvrir à la « féminisation » de son personnel.

« Moi, je suis de la plonge : j'ai nettoyé pendant dix ans les casseroles, les tables, l'Hôtel de la Paix, à Lausanne, avant de devenir concierge, et c'est qui reste pour moi le symbole de la qualité d'un service hôtelier », raconte Jean Gillet, promoteur des Clefs d'Or. Une tâche qui n'est pas mal de porter si l'on en croit la carrière de cet ancien concierge, aujourd'hui directeur de l'Hôtel Meurice, un établissement de 250 chambres qui emploie pratiquement autant de personnes. Un chiffre qui confirme, si besoin était, l'importance des frais salariaux dans ce genre d'activité : l'hôtellerie de luxe.

SERGE MARTI.

Les Clefs d'Or, 12, rue Vivienne 75001, Paris. Tél. : (1) 42-61-77-57.

Objectif qualité

Cinquante bougies pour une école.

L'ÉCOLE hôtelière de Paris fête cette année cinquante ans d'existence. Cette longévité consacre la réussite d'une institution née en octobre 1938 à l'initiative du célèbre restaurateur Jean Drouot qui, continué, depuis, par son fils, a formé des centaines de futurs cadres de la restauration et de l'hôtellerie. Mais ce demi-siècle d'existence ne doit pas masquer les problèmes auxquels se heurtent non seulement l'école paritaire Jean-Drouot (dont l'essentiel des locaux sont situés rue Médéric, dans le dix-septième arrondissement), mais aussi la quinzaine d'autres écoles d'enseignement technologique (LET) hôtelières réparties dans la France entière (1).

Ces problèmes ont essentiellement trait à l'enseignement dispensé face à une profession composée de 100 000 hôteliers indépendants, mais avec une proportion croissante (20 %) de salariés, et à une concurrence internationale de plus en plus grande des groupes hôteliers.

La tâche n'est pas aisée, mais quand on sait le nombre d'emplois que la filière : plus de 100 000 à titre permanent pour l'ensemble de l'hôtellerie et de la restauration collective, plus de 100 000 emplois saisonniers et environ 100 000 emplois à temps partiel, on comprend que l'effort de formation ne soit pas une tâche aisée. En fait, à l'heure où la compétition entre les professionnels du tourisme s'intensifie, la plus grande difficulté est de rendre plus attrayante la formation et de la rendre plus utile à la clientèle, sans négliger pour autant les techniques d'entretien et, enfin, du partenaire économique obligé que constituent les professionnels de la région Midi-Pyrénées.

Certes, le 12 décembre 1985 sur l'enseignement technologique et professionnel devrait déboucher sur la création d'un baccalauréat professionnel, instituant un cycle d'enseignement supérieur dans le prolongement de l'actuel BEP, admettent les dirigeants de l'UNATECH, mais il convient que l'ensemble des écoles hôtelières françaises « continuent d'être pépinières pour l'avenir ». Pour cela, il faut qu'elles puissent anticiper les évolutions de la profession dans des spécialisations qui auront lieu. Les diplômés qualifiés. Cet objectif pourrait être atteint en répartissant les formations spécialisées sur les différents lycées sur le plan régional avec la mise en œuvre de coopération avec les lycées de la région Midi-Pyrénées.

Ce nouveau concept d'enseignement supérieur est adapté à l'évolution technique méritée par les grandes chaînes décidant de prendre elles-mêmes en main la formation de leurs collaborateurs, comme le groupe Accor, qui a créé sa propre école. A l'étranger, la réputation des grandes écoles hôtelières est faible. Aux États-Unis, par exemple, la Cornell University, qui dispose de la célèbre institution de Lausanne, accueille depuis janvier 1985 l'Hôtel InterContinental Management, aux côtés de la Montreux, un établissement destiné à former une cinquantaine d'étudiants par an, et notamment, d'élèves de la région Midi-Pyrénées.

S.M.

(1) Les LET sont situées à Avignon-sur-Var, Blois, Bordeaux, Bourges, Chamalières, Dinard, Grenoble, Marseille, Nice, Paris, Poligny, Saint-Quentin-en-Yvelines, Strasbourg, Thonon-les-Bains, Toulouse et Le Touquet-Paris-Plage. A ces établissements, qui dispensent, pour la majeure partie d'entre eux, des formations de BTS, s'ajoutent le lycée de La Rochelle, qui délivre ses portes à la rentrée 1988.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

COSTA BRAVA
Santa-Cristina d'Aro (Espagne)
A louer août 15000 F, sur golf 18 trous.
Villa neuve 3 ch., s. de b. Tél. 63-57-02-03.

A louer VILLA prox. mer.
5 pces et confort + terrasse couv., sur 1/2 ha de terrain boisé. Rég. MONTPELLIER, JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE.
Tél. 67-70-50-75.

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL

Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tout standing.
Renseignements :
S.A.M. Vacances
17, rue du Fbg Montmartre 75003 Paris
(M^o Rue Montmartre)
Brochure sur demande contre 11 F en timbre pour participer aux frais d'envoi.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTISME UNIVERSITÉ DE VIENNA COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

3 semaines du 1^{er} juillet au 30 septembre 1988
- Cours pour débutants et intermédiaires (6 degrés)
- L'enseignement de la langue
- Évaluation, attestation - À partir de 16 ans
DROITS D'INSCRIPTION ET DE COURS
POUR 4 SEMAINES AS 2 200 francs (1 140 F)
POUR 6 SEMAINES AS 3 200 francs (1 680 F)
POUR 8 SEMAINES AS 4 200 francs (2 120 F)
EXCHANGÉ DÉCEMBRE 1988
PROGRAMME DÉTAILLÉ :
M^{me} MATHIEU MATHIEU
A - 100 rue de Valenciennes

vos Vacances
EN FRANCE ou à L'ÉTRANGER

Profitez des dernières places disponibles à quelques jours du Départ... et bénéficiez de tarifs préférentiels

05-05-86-86
Appel GRATUIT

VOYAGE CONSEIL
Agence de tourisme CREDIT AGRICOLE

NUMERO VERT

INTEGREZ LA PREMIERE ECOLE-ENTREPRISE DE COMMUNICATION

UNE ANNÉE INTENSIVE DE FORMATION AUX METIERS DE LA COMMUNICATION MULTIMEDIA (INFORMATION, PUBLICITE, CREATION DE PROGRAMMES). APPROCHE THEORIQUE ET TRAVAUX DE COMMANDES. ADMISSION SUR CONCOURS POUR DIPLOMES NIVEAU BAC + 4. 30 POSTES SEULEMENT.

Documentation et inscriptions :
FONDATION POUR LES ARTS ET LES SCIENCES DE LA COMMUNICATION
BP 67 - 44003 NANTES CEDEX - 40 33 79 80

Salzbourg
Un été musical dans la ville de Mozart

A partir du 30 mars 1986 : 2 vols directs les jeudis et dimanches au départ d'Orly-Sud.

La qualité : Austrian Airlines vous offre un service haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Airlines, Orly-Sud.
Réservations : (1) 42.66.34.66

La marche. Du Tibet au Sahara, du Vercors au Groenland, des Andes aux Îles Marquises, découvrez avec elle des émotions nouvelles. Retrouver le temps d'écouter, de voir, d'aimer. Avec elle, explorer les terres inconnues, rencontrer des peuples et légendes. La marche. Avec elle, aller au bout de sa passion, au bout du monde.

terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

La marche. Avec elle, jusqu'au bout du monde.

De 1650 F à 31000 F, de la simple randonnée en petits groupes aux expéditions vers l'exotisme, avec Terres d'Aventure : jusqu'au bout du monde.

Nom : _____
Adresse : _____
Veuillez renvoyer : ☐ la brochure France 86 ☐ la brochure Terres d'Aventure 86
Terres d'Aventure - 16, rue St-Victor 75005 Paris - Tél. 43.29.94.50
9, rue des Remparts d'Ainay 69002 Lyon - Tél. 16.78.42.99.94

Des grecs aux antipodes

PHILATÉLIE

AVENTURES...

NOMADE

secret

SEMAINE DU 19 AU 25 AVRIL

Le Monde TELEVISION

SAMEDI 19 AVRIL 1985 - Page 17

Epouvante à l'anglo-saxonne

Une nouvelle série d'histoires à suspense.

Les Anglo-Saxons sont maîtres dans l'art du frisson et du suspense. Ils en ont donné maintes fois la preuve au cinéma. Il était inévitable que ce talent bien particulier, qui, le certain, trouve ses sources dans les genres morales de l'ère victorienne, revienne un jour à la télévision.

Teize récits — le chiffre est symbolique — nés de l'imagination des auteurs plus réputés du genre, ont ainsi vu le jour il y a trois ans en Grande-Bretagne. 13 les propose aujourd'hui aux téléspectateurs français dans « Histoires sinistres », une nouvelle série que la fine diffusera chaque vendredi à partir du 25 avril.

Frayer, mystère des forces obscures, cellulaire, aucun des ingrédients habituels ne manque à ces intrigues. Toutefois, pour ne pas paralyser sur place le public du petit écran, les réalisateurs et les scénaristes de ces téléfilms, écrits par la société américaine Hammer (spécialisée en particulier dans les genres « horreur ») et distribués par la 20th Century Fox Television, ont été devant les audaces de leurs œuvres étonnantes. Antenne 2, dit-il, nous propose une version off de l'épouvante. Les amateurs de vid Fisher, de Martin Scorsese ou de Amy Burnham seront peut-être un peu surpris de cette prudence. Mais les moins trouveront malgré tout suffisamment de quoi avoir la chair de poule.

La trace du sang

Comment donc fait-on pour le frisson anglo-saxon ? Il y a bien sûr, vieux truc, le recours aux fantômes. Mais ce ressort essentiel au théâtre, à la prose de l'imaginaire. Mais la recette a été adaptée au monde de nos jours, dans une « L'Appel des ténés », réalisé par John Hough d'après un scénario de Martin Worth. Le fantôme, ici, n'est pas un revenant. Il est projeté dans le futur, manifestation d'une punition à venir pour une faute commise contre la morale par le personnage dont il hante l'existence. C'est le célèbre acteur David



« Le tableau d'un meurtre ».

Carradine qui incarne ici le héros de l'an 2000.

L'horreur ne réside pas en rendant-vous si le sang, de temps à autre, ne laisse sa trace maudite. Dans « Le sang d'une championne », précédemment, l'héroïne, Nancy Irving (Christina Raines), est la victime d'un médecin diabolique, qui se livre sur elle à de bien étranges manipulations. L'auteur de ce scénario, où le traditionnel vampire est remplacé par une machine ultra-moderne aux tuyauteries, alambiquées, est David Fisher. La perte d'humanité et le vertige de la démesure qu'elles impliquent sont d'autres thèmes utilisés par les artisans du cauchemar. A partir d'un scénario de Jeremy Burnham, John Hough (encore lui) crée une atmosphère de ce genre à travers une affaire d'espionnage dans l'Est de l'Ouest (« Téhéque et mat »). Cela se passe, on l'a deviné, à Prague, l'un des bastions de la guerre froide. Arrêtons là cette énumération.

Avec parfois certaines faiblesses (la première émission, « Le tableau d'un

meurtre », n'est pas la meilleure), ces « Histoires sinistres » offrent une large palette de sensations fortes et d'effrois. On y retrouve un travail précis, sans fioritures, propre généralement au style anglo-saxon, simplicité associée à une grande efficacité. L'histoire est racontée avec des sentiments amoureux et enserrés dans un état, et souvent l'effacement d'un instrument de l'action.

Après la Grande-Bretagne et les États-Unis, les téléspectateurs français vont connaître les affres du suspense à l'anglo-saxonne. Des auteurs et des acteurs connus, David Carradine, Susan George, Carol Lynley, Dean Stockwell, etc., ont mis leur savoir-faire au service de cet « empire du mal ». Parmi la traversée de la Manche ne pas avoir d'effets sur l'effacement. Car, hélas ! Il ne s'expriment pas dans la langue d'Agatha Christie, puisqu'il est dit que, sauf exception, tout doit être raconté à la télévision française.

ANITA RIND.
● Série : Histoires sinistres, chaque vendredi à partir du 25 avril, FR 3, 20 h 35.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 20 AVRIL

Le Serpent ■
Film français de Henri Verneuil (1972), avec Y. Brynner, H. Fonda, D. Bogarde, P. Noiret, M. Bouquet, M. Held. TF 1, 20 h 30 (120 mn).

Un transfuge soviétique, membre important du KGB, révèle à la CIA l'existence d'un réseau d'espionnage pour le Kremlin, en Europe occidentale. Vérité ou manœuvre d'intoxication ? Verneuil maintient le suspense d'une partie serrée sur un fil de rasoir. Machination perfectionnée et grande action.

The Strange Affair of Uncle Harry ■
Film américain de Robert Siodmak (1945), avec G. Sanders, G. Fitzgerald, E. Raines, S. Allgood, M. Mac Gill (v.o. N.). FR 3, 22 h 40 (80 mn).

En Nouvelle-Angleterre, un célibataire frustré vit avec ses deux sœurs dont l'une, hystérique, veut épouser son mariage avec une jeune fille dont il s'est épris. Un drame de famille venimeux où rôdent les démons de l'inceste, une étonnante affaire criminelle. Le film s'attire les foudres du Code Hays pour « immoralité » et se finit plusieurs fois remaniée.

LUNDI 21 AVRIL

Alors, heureux ? ■
Film français de Claude Berri, Pierre et Marc (1979), avec P. Jolivet, P. Dougnac, E. Bouix, T. Lhermitte. TF 1, 16 h 30 (90 mn).

Le fils d'un milliardaire défunct et un pauvre, tous deux candidats au suicide, se rencontrent dans un hôpital et poursuivent ensemble leur vie marquée. Le comique verbal des frères Jolivet (ils avaient, alors, le vent en poupe à la radio) passe mal à l'écran.

Rafles sur la ville ■
Film français de Pierre Chenel (1957), avec C. Vanel, M. Mouloudji, M. Pissel, F. Guérin, D. Patisson (N.). TF 1, 20 h 30 (80 mn).

Un inspecteur de police cherche à mettre fin, par tous les moyens, aux activités d'un dangereux bandit et séduit la femme d'un collègue débutant. Des personnages

sans scrupules d'un côté et d'autre de la barrière. Mise en scène nerveuse, curieuse

Sérieux comme le plaisir

Film français de Robert Benayoun (1974), avec J. Birkin, R. Leduc, E. Mansart, J.-L. Bideau, P. Etieb, A. Ferréol. FR 3, 18 h 5 (85 mn).

Deux garçons et une fille forment un harmonieux ménage à trois partant sur les routes à la rencontre du hasard. Fine comédie sur le thème amoureux, teintée d'optimisme, de surréalisme.

Le Pistonné

Film français de Claude Berri (1970), avec G. Badoe, Y. Robert, R. Varta, N. Demestre, G. Gères, J.-P. Mariette. FR 3, 20 h 35 (111 mn).

Appelé au service militaire alors qu'il n'a pas envie de s'éloigner de Paris, un jeune homme obtient un « pistonné » mais se retrouve au Maroc, où le contingent participe à la « pacification ». Dans la série des œuvres autobiographiques de Claude Berri, celle-ci raconte sa vie militaire courtelineuse. Guy Badoe est parfait en bideuse.

MARDI 22 AVRIL

Le Retour du Grand Blond ■
Film français de Yves Robert (1974), avec P. Jolivet, M. Darc, J. Rochefort, J. G. met, M. Duchaussoy, P. La Person. A 2, 20 h 35 (80 mn).

Le violoniste hurluberlu qui avait été enrôlé malgré lui dans les services secrets français fait les frais de la rivalité de deux officiers. Malgré des astuces de vaudeville et les qualités de l'interprétation, cela ne vaut pas le premier « Grand Blond ». On rit, c'est l'essentiel.

L'Homme de la loi

Film américain de Michael Winner (1970), avec B. Lancaster, R. Ryan, L.-J. North, J. Wiseman, R. Duval. FR 3, 20 h 35 (96 mn).

Un officier transigent ment — contre l'opinion d'une petite ville — pour sept hommes responsables d'un meurtre. Dans une affaire d'un justicier qui provoque un carnage au nom du devoir, mais dont la mise en scène a subi la mauvaise influence du western italien.

MERCREDI 23 AVRIL

Entends-tu les chiens aboyer ? ■
Film méloïen de François Reichenbach (1974), avec S. Sanchez, A. de Sade, A. de Sade (v.o. sous-titré). FR 3, 22 h 45 (80 mn).

Un indien venu de la ville cherche un médecin pour son fils malade qu'il porte avec lui. Apeul, le film est à l'opposé, l'espace, le temps, la culture indienne du Mexique, la nature.

JEUDI 24 AVRIL

Le Petit Monde de Don Camillo ■
Film franco-italien de Julien Duvivier (1951), avec Fernandel, G. Carvi, Sylvia (N.). A 2, 20 h 35 (100 mn).

Dans un village italien de la plaine du Pô, au moment de la « guerre froide », la rivalité d'un curé au tempérament bouillant et du maire communiste. Le premier « meilleur » d'une « comédie... qui revient à nouveau.

Frenzy (Frénésie)

Film américain d'Alfred Hitchcock (1972), avec J. Finch, B. Foster, E. Leigh Hunt, A. Massey, A. Mc Gown. FR 3, 20 h 35 (110 mn).

A Londres, un maniaque sexuel étrange des femmes. Un innocent est soupçonné, puis arrêté à sa place. Une bonne dose d'humour anglais dans un cocktail de meurtres — dont le spectateur connaît le coupable, — de scènes macabres et d'embrouilles.

VENREDI 25 AVRIL

Madame porte la culotte ■
Film américain de George Cukor (1949), avec S. Tracy, K. Hepburn, J. Holliday, T. Ewell, D. Wayne, J. Hagen (v.o. sous-titré, N.). A 2, 23 h (100 mn).

Un couple au bonheur sans nuages va se livrer une bataille acharnée au cours d'un procès criminel : lui est substitué du procureur, elle avocate de la défense et féministe. Une comédie brillante et subtile sur le mensonge des rapports sociaux.

Samedi 19 avril

TELEVISION
FRANÇAISE
1

7.45 RFE : le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 8.00 A votre service (et à 9 h 45) ; 8.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Rapports : Performances (diff. le 16 mai) ; 11.00 Hauts de gamelles, magazine de la cuisine en simultané avec France-Musique ; spécial alto, avec Y. Bachelot, G. Cause et S. Cooper ; 12.00 Tournez manège.

13.00 Journal ; 13.50 La séquence du spectateur ; 14.25 Série : La croisière s'annule ; 15.15 Dessin animé : Astro le petit robot ; 15.45 Tiercé à Vincennes ; 16.00 Temps X, magazine ; la science-fiction ; 16.50 Série : Les Indes (rediff.) ; 17.50 Trente millions d'amis ; 18.25 Auto-moto ; 18.55 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.05 Les trois premières minutes ; 19.15 Cocoricocoboy.

20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto.

20.35 **Téléfilm : L'affaire Marie Besnard.**
D'Yves-André Hubert, scénario et dialogues F. Pottocher. Avec A. Sapritch, V. Silver, P. Borge. Une affaire qui défraya la chronique dans les années 50. Second épisode. Jugée une nouvelle fois pour six des treize assassinats dont on la soupçonne, Marie Besnard continue de crier son innocence. Un feuilleton authentique avec d'excellentes interprètes. Alice Sapritch est remarquable.

21.00 **Droit de réponse : Sans famille.**
Emission de Michel Polac. Suite du débat sur l'aide à l'enfance, avec le père François du Plessis, J.-L. Lahaye, auteur de Cent familles, M. Ambry, avocat ; P. Verdier, directeur départemental de la DDASS Moselle ; J.P. Rosencroix, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille.

0.00 Journal.
0.15 Ouvert le nuit. Série : Les incorruptibles. (Rediff.)

ANTENNE
2

10.40 Journal ; 11.00 Les nouvelles ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bénat. Edition 1948 (fondation de l'Etat d'Israël le premier anniversaire). 12.00 A vous deux. 12.45 Journal ; 13.00 Série : Black Rogers ; 14.15 Histoires A2 (L'empire du sang, T.S.Cat) ; 14.45 Les jeux du stade (rugby : le match des deux hémisphères ; football : le retour de l'Est et du West) ; 17.30 Les carnets de l'aventure (Le goût du riz en Islande) ; 18.00 Série : Amicalement vôtre ; 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré.

20.00 **Veillées : Certain Leeb show.**
Avec G. Barrier. Autour d'un célèbre comique : Tréma Mas, M. M. Berger, Françoise Hardy.

21.55 **Histoires de l'autre monde.**
N° 2. Les cartes, de T. Gershauser. Dans l'univers étrange des tireuses de cartes et des gitanes.

22.25 **Magazine : Les enfants du rock** (et à 23.45).
Le roll graffiti : avec les Beatles, Michèle Torr, Hervé Vilard, les Rolling Stones ; Sex Machine (troisième anniversaire) : James Brown, Michael Jackson, Rick James, Prince... ; 45 Concert Top of the Pops : Duran-Duran, Loose Ends, Bronski Beat, the Stranglers, etc.

23.30 Journal.

FRANCE
RÉGIONS
3

Espace ; 12.30 Chlorophylle ; 13.15 D'aujourd'hui ; 13.30 Horizon ; 14.15 Ensemble ; 14.30 D'aujourd'hui santé ; 16.00 Les coulisses de la réussite : l'information fait école.

16.15 **Liberté 3, magazine des associations.**
Avec la participation de groupes politiques non représentés à l'Assemblée nationale : Dialogue des villes de France, Fédération anarchiste, Union gaillarde pour la démocratie, Régions unifiées, Justice et Liberté.

17.30 **Fraggle rock.**
18.00 Emissions régionales. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 18.55, où l'on verra une émission Croquasol ; 19.55 Les recettes de Gil et Julie.

20.05 **Disney Channel.**
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. Une grande famille et... une grande épisode de la série « Davy Crockett ».

22.00 Journal.
22.25 **Feuilleton : Dynastie.**
Le quatrième épisode. Le film n'affiche pas de grands bouleversements ; au sol, un mariage en perspective.

23.10 **Musichou.**
Le « Concerto pour violon », opus 61, de Beethoven, par la « Concerto Orchestra, dirigé par Carlo Giulini, avec I. Perlman, violon.

FRANCE
5

Un arrêt du Conseil d'Etat interdisant provisoirement la diffusion de films sur la 5^e chaîne, celle-ci a décidé de les remplacer pour l'instant par une grande série américaine : « Hommes d'argent », Kirk Douglas et Anne Baxter.

7.30 à 18.30, rediff. des émissions de la veille (7.30 à 11.10 et 14.50) ; 8.20, « Flamingo Road » (et à 12.00 et 15.40) ; 9.15, Série de suspense : Arabesque (et à 12.55 et 16.35) ; 10.10, « prix, magazine auto-moto » (et à 13.50 et 17.30).

18.30, « Super Jeannie ».
19.30, Cinq sur cinq, programme musical (et à 0.30).
20.30, Cherchez la femme, variétés (et à 1.30).
22.30, Record, le grand show du sport (et à 2.30).
23.30, Série : L'homme de l'Atlantide.

PÉRIPHÉRIE

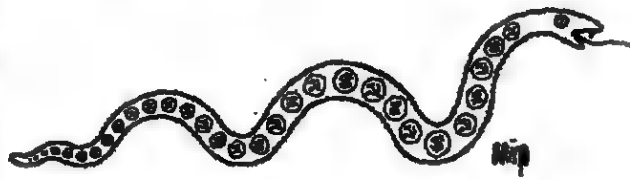
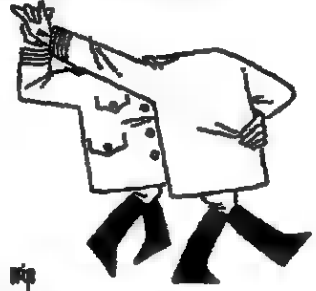

● RTL, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : Un drôle de café, film de J. Pottocher, ou Une Parisienne, film de M. Boissard ; 22 h 35, Rien à dire.
● TMC, 20 h, Knight Rider ; 21 h, Fleurs de sang, film de F. de Felitta ; 22 h 45, Monte-Carlo zoom ; 23 h 5, Sky trac.
● RTL, 20 h, le Jardin extraordinaire ; 20 h 35, Téléscout : Wallenberg, le héros disparu ; 22 h 5, Jeu : le mot de la fin.
● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, la Veuve joyeuse, opérette de F. ...
● TSR, 20 h 10, Feuilleton : Maguy ; 20 h 45, Série noire : La nuit du lingueur ; 22 h 45, Sport ; 23 h 45, La patrouille des glaciers (et à 2 h) ; 0 h, Casa Nostra, film de T. Young.

Trousse
le complet pour une personne

Christofle

Pavillon
Christofle

Paris 10^e - 100 Avenue de la République - 75010 Paris
Paris 10^e - 100 Avenue de la République - 75010 Paris

	Dimanche 20 avril	Lundi 21 avril	Mardi 22 avril
TELEVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Foi et traditions des chrétiens orientaux ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe célébrée à Bourg-la-Reine dans la paroisse Saint-Gilles, prédicateur : Père Michel Quélot ; 12.00 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série : Starkey et Hutch (redif.). 14.20 Tous avec Noah, en direct du Palais Omnisports de Bercy, des sportifs célèbres, des chanteurs participent à ce show et vendent aux enchères d'objets évoquant la carrière de certains sportifs, dont les bénéfices iront à l'association CARE, organisation humanitaire d'aide au tiers-monde. 15.05 Sports dimanche : tennis en direct de Nice ; tir à l'arc à Longchamp ; cyclisme, en direct de Liège : Liège-Bastogne-Liège. 18.05 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Série sur sept. Magazine de la semaine de J. Lantzi et Anne Sissler, présenté cette semaine par Anne Sissler. Invité : Michel Blanc, scénariste, réalisateur et comédien.</p> <p>20.30 Cinéma : le Serpent. Film d'Henri Verneuil.</p>  <p>22.40 Sports dimanche. 23.40 Journal. 23.55 Journal à lire.</p>	<p>11.15 Antiope 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez-ménage.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.40 La maison de TF1 : sous le toit du potager, confection de doubles rideaux, d'été, préparation d'un poisson furtif... de bonnes idées pour la vie quotidienne ; 15.30 Cinéma : Alors, heureux, film de Claude Berri ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.25 La famille Bouscassat (redif.) ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.35 La vie des Botes (et à 19.10) ; 18.40 Feuilles-mortes ; 19.40 Cocoricochoc.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>Cinéma : Raffles sur la ville. Film de Pierre Cheval.</p> <p>Étoiles : toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jourdan.</p>  <p>22.10 Journal à lire.</p>	<p>10.55 Le chemin des... du ODP ; 11.15 Antiope 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez-ménage.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.35 Transatlantique, magazine des voyages ; le Mexique précolombien avec Jacques Soustelle, de l'Académie française et spécialiste du sujet ; 15.45 Reprise : Infovision (diff. le 10 avril) ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.30 Feuilles-mortes ; 18.35 La vie des Botes (et à 19.10) ; 18.40 Feuilles-mortes ; 19.35 Expression directe : le Stat ; 20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.30 Les grands écrans de TF1 : Un petit... de M. Vyn, d'après le roman de G.J. Arnaud, avec J. Rollin, R. Biry, F. Chaumette... (redif.).</p> <p>Un jeune couple croit avoir trouvé la maison de ses rêves pour une bouchée de pain, les précédents locataires étant morts d'un accident de la route. Mais très vite ce petit paradis va se transformer en enfer...</p> <p>22.05 De la sainteté. Série de quatre émissions de José-Marie Berzosa. La quatrième, la plus belle émission de cette série sur la sainteté (comment on devient « saint », les dossiers, etc.). Il s'agit ici de la demande de canonisation de la sœur Paola Frassinetti à qui il manquait un miracle pour atteindre le statut. Il eut lieu, après sa mort même. José-Marie Berzosa regarde avec un mélange d'étonnement, d'ironie parfois et tendresse le train-train ordinaire d'une canonisation. Il a reconstitué le miracle. La dévotion populaire dans toute sa simplicité et pureté.</p>  <p>22.05 Journal. 23.20 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>Informations et météo ; 9.10 Gyn tonie ; 9.45 Les ch... ; 10.00... (Clementine, Mafalda, Zorro, Les... anglais) ; 11.30... Martin ; 12.45 Journal ; 13.20 Tout le monde le sait ; 14.30 Série : Les deux... la paire ; 15.20 L'école des... ; 16.15 Kiosque à musique ; 17.00 Le crime d'Ovide Plouffe (dernier épisode). La chronique d'une famille québécoise dans les années 50 ; 18.40 Stade ; 19.30 Feuilles-mortes ; 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Maigret au corps sans tête. D'après G. Simonon, réal. M. Cravenne. Avec J. Richard, S. Flon, G. Catand... Maigret enquête dans les entrepôts et les cafés des quais, après la découverte d'un corps sans tête dans le canal Saint-Martin.</p> <p>22.10 Musique au cœur. Emission d'E. Ruggieri. Soixante ans après... Horowitz ou la Russie retrouvée. Le pianiste Vladimir Horowitz, après une année d'exil, retourne en URSS pour un concert à Moscou. Reconstitution de la première partie de ce concert, et entretien avec le musicien, à Paris, juste avant son départ pour Moscou, d'un... son arrivée, sur les lieux de sa jeunesse.</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin ; 9.00 Antiope ; 10.00 Les... d'Antenne 2 ; 10.05 Reprise : Apostrophes (diffusé le 18 avril) ; 11.25 Histoires courtes ; 11.35 Histoires de S. Richard ; 12.00 Journal ; 12.05 Jeu : l'Académie des neufs ; 12.45 Journal ; 13.30 Feuilles-mortes ; Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir avec Roger Carli) ; 15.00 Série : Les confessions du chevalier d'industrie Félix Krull ; 16.00 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.35 Récré A2 (Téléchat, L'ami et L'ami, Les maîtres de l'avenir) ; 18.05 Série : Capitot ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré ; 20.00 Journal ; 20.30 Loto sportif ; 20.35 Les cinq dernières minutes : Châteaux en campagne, de J. Comot, réal. G. Lasserre. Avec J. Debary, M. Byrand, P. André, D. Karys... Crimes dans la région des châteaux de la Loire. L'enquête s'annonce difficile pour le commissaire Cabrol.</p> <p>Série documentaire : Touche pas à mon poste. Série, troisième volet réalisé par Jean-Marie Perchais. Commentaire de J.-Ph. Aubert. Dernier volet : les coulisses du petit écran. Enquêtes et conflits, angoisses des réalisateurs. La petite cuisine. Amusant, mais absolument dépourvu d'esprit critique.</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>Télématin ; 9.00 Antiope ; 10.00... rendez-vous d'Antenne 2 ; 10.05 Série documentaire : Nos amérindiens français ; 11.00 Histoires courtes (Jobany entre cour et jardin Stutens) ; 11.35 Les carnets de l'aventure (Catal et Kayak) ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'académie des neufs ; 12.45 Journal ; 13.30... Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir) ; 15.00 Les demoiselles d'Avignon (et à 16.00) (redif.) ; 16.00 C'est... mieux l'après-midi ; 17.35 Récré A2 (Téléchat, L'ami et L'ami, Les maîtres de l'avenir) ; 18.05 Série : Capitot ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré ; 20.00 Journal ; 20.30 Loto sportif ; 20.35 Cinéma : le Retour du grand Blond. Film d'Yves Lenoir ; 22.00... Pour ses yeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tcherna et... Brigitte Fossey, Richard Berry, Michel Blanc et Jacques Villard ; 23.15 Journal.</p>
FRANCE 3	<p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Musique : spécial variétés avec K. Bouda, S. Magis, G. Aguerre, I. Diego, A. Nacash... ; 12.00 D'un soleil à l'autre, magazine du monde rural ; 13.00 Emissions régionales ; 14.30 Championnat ; 15.00 France 3 en direct de Rennes, demi-finale de la Coupe d'Europe ; 16.00 Golf : l'Open de Mougins ; 16.20 Emission pour les jeunes : Les Entrechats, l'oiseau bleu, Génies en herbe ; 17.30 Dico-belle, avec Lora 42 ; 18.00 Culture clasp, magazine de la culture qui bouge de Daniel Populus : pour la dernière émission, le philosophe, créateur de l'université européenne, Jean-Pierre Faye, a été invité ; 18.30 RFO hebdo ; 19.05 Signes particuliers : avec Amy Dupont ; 20.05 Le Muppet Show ; 20.35 Histoires d'un jour. Série de P. Alfouli et M. Dagobert. 5 décembre 1944, évasion ou vengeance ? De la réquisition de Renault à l'exécution de Robert Brasillach, l'émission retrace les heures mouvementées qui ont marqué la vie de ceux qui ont vécu cette époque dramatique.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.40 Cinéma de minuit : The Strange Affair of Uncle Harry. Film de Robert Siodmak. Prélude à la nuit. «... un voleur », de E. Naumoff, piano.</p>	<p>12.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 05 où l'on verra sur tout le réseau le film de Robert Benayoun : Sérieux comme le plaisir ; à 17 h 35 Actualités de jadis ; à 18 h 45 Loups, bars et Co. ou la cuisine des marins ; à 19 h 55 Croque-toile ; à 20 h 35 Série : L'homme au lépi noir.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les entrechats ; 20.05 Les Jeux ; 20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : le Pistonné. Film de Claude Berri ; 22.10 Journal ; 22.40 Témoins : Jean Genet. Série d'Antoine Bonaccorsi. En hommage à l'écrivain disparu, une interview de Jean Genet qui acceptait pour la première fois, de parler à la télévision de son œuvre et son inspiration : son « amour pour l'ombre des prisons et la lumière de la Grèce ».</p> <p>23.55 Prélude à la nuit. Sonate n° 2, opus 27, d'Engelberg Isay, par Kyoto Shikata au violon.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 00, où l'on verra sur tout le réseau : La mer baignonne ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, Croque-toile ; à 19 h 35, Feuilles-mortes : L'homme au lépi noir ; 19.55 Dessin animé : Les Entrechats ; 20.05 Les Jeux ; 20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : l'Homme de la loi. Film de Michael Winner ; 22.15 Journal ; 22.45 Emissions régionales. Strasbourg : focales et regards ; Nancy-Reims : Paul Villard en Ardennes ; Lille-Anvers : Jacques Bré, un cri ; Rennes-Nantes-La Mure : d'ouest, la haute-croixure ; Limoges-Poitiers : magazine culturel ; Bordeaux : un écrivain, une ville : Roger Grenier et Pau ; Montpellier : l'histoire (Toulouse), télescope (Montpellier) ; Marseille-Nice-Corse : je vous rencontrerai à Naxos ; Lyon-Grenoble-Clermont-Ferrand : subjectif, magazine ; Dijon-Besançon : honneur à Emilie Debraux ; Rouen-Caen : enquête inscrite sur un metteur en scène du met, René le Sompier ; Paris-Orléans : Périculture, le... avec Buster, D. Magulsh, J.-M. Rouzières, J.-L. et le critique J.-M. Stricker ; 23.40 Prélude à la nuit. Pièce en concert pour violoncelle et orchestre de F. Couperin, par l'Orchestre de chambre de J.-F. Paillard.</p>
FRANCE 5	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille : (7.30 Cinq sur cinq, programme musical (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30 Variétés : Cherchez la femme (et à 12.30 et 16.30) ; 10.30 Record : le grand show de sport (et à 14.30) ; 18.30 Série : J'ai vu... 2.30 : 19.30 Les Schtroumpfs, dessins animés ; 20.30 Les Hommes d'argent, série américaine, avec K. Douglas et A. Baxter (et à 0.00) ; Série : le suspense qui se passe dans le monde de la banque et des affaires ; 22.00 Spécial sports : boxe, en différé de Las Vegas (et à 1 h 30) ; 23.00 Série : L'homme de l'Atlantide.</p>	<p>7 h 40 à 18 h 40, rediffusion des émissions de la veille : 7 h 40 : Série : L'homme de l'Atlantide (et à 11.40 et 15.40) ; 9.10 Les Hommes d'argent (et à 13.10 et 17.10) ; 10.40 Spécial sports (et à 14.40) ; 18.40 Jeu : C'est beau la vie ; 18.50 A fond la caisse (super-copier) (et à 1.30) ; 20.30 Les Hommes d'argent, série américaine, avec K. Douglas et A. Baxter ; 22.35 Série : La cinquième dimension (et à 2.30) ; 23.53 Les Hommes d'argent, série américaine.</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille : 7.30, Supersport (et à 15 h) ; 8.30, Les Hommes d'argent (et à 12.10 et 16.10) ; 10.20, La cinquième dimension (et à 14.00 et 17.30) ; 11.30, Jeu : C'est beau la vie (et à 18.40) ; 19.30, A fond la caisse (série : Knight rider) (et à 1.30) ; 20.30, Les Hommes d'argent, série américaine, avec K. Douglas et A. Baxter ; 22.40 Jonathan : magazine de l'aventure (et à 2.30) ; 23.40 Les Hommes d'argent, série américaine.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, Trois femmes, film de R. Alzans ; 22 h 25, Grand écran, l'actualité du cinéma ; TMC, 20 h, Série : V ; 21 h, Synchronicity : concert de « Police » ; 22 h, Contact ; 22 h 15, Forum ; 22 h 40, Sky trax ; RTL, 20 h 5, Variétés : Domina ; 21 h 15, Téléstar : Wallenberg, le héros disparu ; TSR, 20 h, Série : le Tiroir secret ; 20 h 55, Dis-moi ce que tu lis ; 21 h 50, Le défi mondial : le monde 66 ; 23 h 5, La patrouille des glaciers ;</p>	<p>RTL, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, le Voleur de la nuit, film de L. L. ; TMC, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, Frankenstein (1^{re} partie), de G. Jordan ; 22 h 45, Sky trax ; RTL, 20 h 5, Ecran-témoins : l'Affrontement, film de P. Newmann, d'un débat sur le thème : prévention santé ; RTL - TÉLÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé : nouveau mariage ; 20 h 35, Chansons souvenirs ; 21 h 40, Théâtre wallon : Tout fin tout femme ; TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h 15, L'antenne est à vous ;</p>	<p>RTL, 20 h, Cinéma : le Revanche, film de P. Lary ; 22 h 5, Peyrol, le boucassin, film de T. Young ; TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, Frankenstein (2^e partie) ; 22 h 45, Sky trax ; RTL, 20 h 5, Billet de faveur : César, de M. Pagnol ; à 15, Dico-moi... Marion ; 23 h 35, Tribune économique et sociale ; RTL - TÉLÉ 2, 20 h, Rox Box ; 21 h, Ciné-club : la Source, film de I. Bergman ; TSR, 20 h 10, Hill Street Blues ; 21 h 5, Champs magnétiques : Vladimir Horowitz, le dernier romantique ; 22 h 55, Temps présent : l'incense ;</p>

Mercredi
21 avril

11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez-ménage ; 13.00 Journal ; 13.50 Série : Dallas (redif.) ; 14.35 Transatlantique ; 15.45 Reprise : Infovision (diff. le 10 avril) ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.30 Feuilles-mortes ; 18.35 La vie des Botes (et à 19.10) ; 18.40 Feuilles-mortes ; 19.35 Expression directe : le Stat ; 20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord (INC) ; 20.30 Les grands écrans de TF1 : Un petit... de M. Vyn, d'après le roman de G.J. Arnaud, avec J. Rollin, R. Biry, F. Chaumette... (redif.) ; 22.05 De la sainteté ; 22.05 Journal ; 23.20 C'est à lire ;

10.00 Antiope ; 10.05 Reprise : Apostrophes (diffusé le 18 avril) ; 11.25 Histoires courtes ; 11.35 Histoires de S. Richard ; 12.00 Journal ; 12.05 Jeu : l'Académie des neufs ; 12.45 Journal ; 13.30 Feuilles-mortes ; Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir avec Roger Carli) ; 15.00 Série : Les confessions du chevalier d'industrie Félix Krull ; 16.00 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.35 Récré A2 (Téléchat, L'ami et L'ami, Les maîtres de l'avenir) ; 18.05 Série : Capitot ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré ; 20.00 Journal ; 20.30 Loto sportif ; 20.35 Les cinq dernières minutes : Châteaux en campagne, de J. Comot, réal. G. Lasserre. Avec J. Debary, M. Byrand, P. André, D. Karys... Crimes dans la région des châteaux de la Loire. L'enquête s'annonce difficile pour le commissaire Cabrol ; 23.10 Journal ;

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 00, où l'on verra sur tout le réseau : La mer baignonne ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, Croque-toile ; à 19 h 35, Feuilles-mortes : L'homme au lépi noir ; 19.55 Dessin animé : Les Entrechats ; 20.05 Les Jeux ; 20.30 D'accord pas d'accord (INC) ; 20.35 Cinéma : l'Homme de la loi ; 22.15 Journal ; 22.45 Emissions régionales. Strasbourg : focales et regards ; Nancy-Reims : Paul Villard en Ardennes ; Lille-Anvers : Jacques Bré, un cri ; Rennes-Nantes-La Mure : d'ouest, la haute-croixure ; Limoges-Poitiers : magazine culturel ; Bordeaux : un écrivain, une ville : Roger Grenier et Pau ; Montpellier : l'histoire (Toulouse), télescope (Montpellier) ; Marseille-Nice-Corse : je vous rencontrerai à Naxos ; Lyon-Grenoble-Clermont-Ferrand : subjectif, magazine ; Dijon-Besançon : honneur à Emilie Debraux ; Rouen-Caen : enquête inscrite sur un metteur en scène du met, René le Sompier ; Paris-Orléans : Périculture, le... avec Buster, D. Magulsh, J.-M. Rouzières, J.-L. et le critique J.-M. Stricker ; 23.40 Prélude à la nuit. Pièce en concert pour violoncelle et orchestre de F. Couperin, par l'Orchestre de chambre de J.-F. Paillard ;

Handwritten signature or note in a box.

Mardi
22 avril

TÉLÉVISION

SAMEDI 19 AVRIL 1985

Mercredi 23 avril

Jeudi 24 avril

Vendredi 25 avril

10.15 **ANTIOPE 1** : 10.45 **Saint les petits loups** : Sport Billy, entre loups, dans le monde ; 11.45 **La Une chez vous** ; 12.00 **Tournez-moi** ; 13.00 **Journal** ; 13.50 **Vitaminé** : les petits coups de Louis, Punky Brewster ; 14.00 **Journal** ; 14.30 **Le monde de la chanson** pour enfants ; 15.00 **Série** : Les nouvelles aventures de Vidéoc (rediff.) ; 17.00 **La chance aux chansons** ; 17.25 **Série** : La Famille Bousardel ; 18.00 **Minijournal** pour les jeunes ; 18.40 **Série** : La vie des Botes (et à 19.10) ; 19.40 **Feuilleton** : Santa Barbara ; 19.50 **Loto sportif** ; 19.40 **Cocorocoboy** ; 19.50 **Tirage du Loto** ; 20.00 **Journal** ; 20.30 **Tirage du Loto** ; 20.35 **Série : L'ami Maupassant**. De C. Santelli. Avec M.-C. Barraud, P. Verrier, M. Duchesnay... réél. J. Trépoil. Avec C. Clouet, A. Nizier. « Berthe », troisième épisode. Maupassant, présenté par Claude Santelli, raconte l'histoire atroce d'un enfant rejeté par tous parce qu'il est dévot, mais sa beauté, elle est débile mentale. Admirablement joué, surtout par Marie-Christine Barraud, ce conte de Maupassant revêt grâce à la caméra magique de Santelli. 21.40 **Contre-enquête**. Émission d'Anne Heng. Au sommaire : Rien n'est simple (passionné de recherches historiques, il s'intéresse au passé de sa ville...) ; Suicide (un homme (sa femme) s'interroge) ; Antipode (suite à l'arrestation du couple « Faguel ») ; Roger Van Rogger (sa veuve défend sa peinture menacée par le trac d'une aurore) ; Marcelle Pichon, dite Florence (la fin de la vie d'un mannequin) ; magazine pré-22.40 **Performances**. Magazine culturel de Michel Cardon. Invité : Antoine Vitez, metteur en scène, monte actuellement « Electre », de Sophocle, au Théâtre national de Chaillot. Au sommaire : Ouverture, côté jardin (un théâtre peu ordinaire à Paris) ; le groupe TSE à Aubervilliers (l'accueil des habitués aux comédiens). 23.15 **Journal** ; 23.30 **Journal** ; 23.50 **Journal** ; 23.55 **Journal** ; 24.00 **Journal** ; 24.05 **Journal** ; 24.10 **Journal** ; 24.15 **Journal** ; 24.20 **Journal** ; 24.25 **Journal** ; 24.30 **Journal** ; 24.35 **Journal** ; 24.40 **Journal** ; 24.45 **Journal** ; 24.50 **Journal** ; 24.55 **Journal** ; 25.00 **Journal** ; 25.05 **Journal** ; 25.10 **Journal** ; 25.15 **Journal** ; 25.20 **Journal** ; 25.25 **Journal** ; 25.30 **Journal** ; 25.35 **Journal** ; 25.40 **Journal** ; 25.45 **Journal** ; 25.50 **Journal** ; 25.55 **Journal** ; 26.00 **Journal** ; 26.05 **Journal** ; 26.10 **Journal** ; 26.15 **Journal** ; 26.20 **Journal** ; 26.25 **Journal** ; 26.30 **Journal** ; 26.35 **Journal** ; 26.40 **Journal** ; 26.45 **Journal** ; 26.50 **Journal** ; 26.55 **Journal** ; 27.00 **Journal** ; 27.05 **Journal** ; 27.10 **Journal** ; 27.15 **Journal** ; 27.20 **Journal** ; 27.25 **Journal** ; 27.30 **Journal** ; 27.35 **Journal** ; 27.40 **Journal** ; 27.45 **Journal** ; 27.50 **Journal** ; 27.55 **Journal** ; 28.00 **Journal** ; 28.05 **Journal** ; 28.10 **Journal** ; 28.15 **Journal** ; 28.20 **Journal** ; 28.25 **Journal** ; 28.30 **Journal** ; 28.35 **Journal** ; 28.40 **Journal** ; 28.45 **Journal** ; 28.50 **Journal** ; 28.55 **Journal** ; 29.00 **Journal** ; 29.05 **Journal** ; 29.10 **Journal** ; 29.15 **Journal** ; 29.20 **Journal** ; 29.25 **Journal** ; 29.30 **Journal** ; 29.35 **Journal** ; 29.40 **Journal** ; 29.45 **Journal** ; 29.50 **Journal** ; 29.55 **Journal** ; 30.00 **Journal** ; 30.05 **Journal** ; 30.10 **Journal** ; 30.15 **Journal** ; 30.20 **Journal** ; 30.25 **Journal** ; 30.30 **Journal** ; 30.35 **Journal** ; 30.40 **Journal** ; 30.45 **Journal** ; 30.50 **Journal** ; 30.55 **Journal** ; 31.00 **Journal** ; 31.05 **Journal** ; 31.10 **Journal** ; 31.15 **Journal** ; 31.20 **Journal** ; 31.25 **Journal** ; 31.30 **Journal** ; 31.35 **Journal** ; 31.40 **Journal** ; 31.45 **Journal** ; 31.50 **Journal** ; 31.55 **Journal** ; 32.00 **Journal** ; 32.05 **Journal** ; 32.10 **Journal** ; 32.15 **Journal** ; 32.20 **Journal** ; 32.25 **Journal** ; 32.30 **Journal** ; 32.35 **Journal** ; 32.40 **Journal** ; 32.45 **Journal** ; 32.50 **Journal** ; 32.55 **Journal** ; 33.00 **Journal** ; 33.05 **Journal** ; 33.10 **Journal** ; 33.15 **Journal** ; 33.20 **Journal** ; 33.25 **Journal** ; 33.30 **Journal** ; 33.35 **Journal** ; 33.40 **Journal** ; 33.45 **Journal** ; 33.50 **Journal** ; 33.55 **Journal** ; 34.00 **Journal** ; 34.05 **Journal** ; 34.10 **Journal** ; 34.15 **Journal** ; 34.20 **Journal** ; 34.25 **Journal** ; 34.30 **Journal** ; 34.35 **Journal** ; 34.40 **Journal** ; 34.45 **Journal** ; 34.50 **Journal** ; 34.55 **Journal** ; 35.00 **Journal** ; 35.05 **Journal** ; 35.10 **Journal** ; 35.15 **Journal** ; 35.20 **Journal** ; 35.25 **Journal** ; 35.30 **Journal** ; 35.35 **Journal** ; 35.40 **Journal** ; 35.45 **Journal** ; 35.50 **Journal** ; 35.55 **Journal** ; 36.00 **Journal** ; 36.05 **Journal** ; 36.10 **Journal** ; 36.15 **Journal** ; 36.20 **Journal** ; 36.25 **Journal** ; 36.30 **Journal** ; 36.35 **Journal** ; 36.40 **Journal** ; 36.45 **Journal** ; 36.50 **Journal** ; 36.55 **Journal** ; 37.00 **Journal** ; 37.05 **Journal** ; 37.10 **Journal** ; 37.15 **Journal** ; 37.20 **Journal** ; 37.25 **Journal** ; 37.30 **Journal** ; 37.35 **Journal** ; 37.40 **Journal** ; 37.45 **Journal** ; 37.50 **Journal** ; 37.55 **Journal** ; 38.00 **Journal** ; 38.05 **Journal** ; 38.10 **Journal** ; 38.15 **Journal** ; 38.20 **Journal** ; 38.25 **Journal** ; 38.30 **Journal** ; 38.35 **Journal** ; 38.40 **Journal** ; 38.45 **Journal** ; 38.50 **Journal** ; 38.55 **Journal** ; 39.00 **Journal** ; 39.05 **Journal** ; 39.10 **Journal** ; 39.15 **Journal** ; 39.20 **Journal** ; 39.25 **Journal** ; 39.30 **Journal** ; 39.35 **Journal** ; 39.40 **Journal** ; 39.45 **Journal** ; 39.50 **Journal** ; 39.55 **Journal** ; 40.00 **Journal** ; 40.05 **Journal** ; 40.10 **Journal** ; 40.15 **Journal** ; 40.20 **Journal** ; 40.25 **Journal** ; 40.30 **Journal** ; 40.35 **Journal** ; 40.40 **Journal** ; 40.45 **Journal** ; 40.50 **Journal** ; 40.55 **Journal** ; 41.00 **Journal** ; 41.05 **Journal** ; 41.10 **Journal** ; 41.15 **Journal** ; 41.20 **Journal** ; 41.25 **Journal** ; 41.30 **Journal** ; 41.35 **Journal** ; 41.40 **Journal** ; 41.45 **Journal** ; 41.50 **Journal** ; 41.55 **Journal** ; 42.00 **Journal** ; 42.05 **Journal** ; 42.10 **Journal** ; 42.15 **Journal** ; 42.20 **Journal** ; 42.25 **Journal** ; 42.30 **Journal** ; 42.35 **Journal** ; 42.40 **Journal** ; 42.45 **Journal** ; 42.50 **Journal** ; 42.55 **Journal** ; 43.00 **Journal** ; 43.05 **Journal** ; 43.10 **Journal** ; 43.15 **Journal** ; 43.20 **Journal** ; 43.25 **Journal** ; 43.30 **Journal** ; 43.35 **Journal** ; 43.40 **Journal** ; 43.45 **Journal** ; 43.50 **Journal** ; 43.55 **Journal** ; 44.00 **Journal** ; 44.05 **Journal** ; 44.10 **Journal** ; 44.15 **Journal** ; 44.20 **Journal** ; 44.25 **Journal** ; 44.30 **Journal** ; 44.35 **Journal** ; 44.40 **Journal** ; 44.45 **Journal** ; 44.50 **Journal** ; 44.55 **Journal** ; 45.00 **Journal** ; 45.05 **Journal** ; 45.10 **Journal** ; 45.15 **Journal** ; 45.20 **Journal** ; 45.25 **Journal** ; 45.30 **Journal** ; 45.35 **Journal** ; 45.40 **Journal** ; 45.45 **Journal** ; 45.50 **Journal** ; 45.55 **Journal** ; 46.00 **Journal** ; 46.05 **Journal** ; 46.10 **Journal** ; 46.15 **Journal** ; 46.20 **Journal** ; 46.25 **Journal** ; 46.30 **Journal** ; 46.35 **Journal** ; 46.40 **Journal** ; 46.45 **Journal** ; 46.50 **Journal** ; 46.55 **Journal** ; 47.00 **Journal** ; 47.05 **Journal** ; 47.10 **Journal** ; 47.15 **Journal** ; 47.20 **Journal** ; 47.25 **Journal** ; 47.30 **Journal** ; 47.35 **Journal** ; 47.40 **Journal** ; 47.45 **Journal** ; 47.50 **Journal** ; 47.55 **Journal** ; 48.00 **Journal** ; 48.05 **Journal** ; 48.10 **Journal** ; 48.15 **Journal** ; 48.20 **Journal** ; 48.25 **Journal** ; 48.30 **Journal** ; 48.35 **Journal** ; 48.40 **Journal** ; 48.45 **Journal** ; 48.50 **Journal** ; 48.55 **Journal** ; 49.00 **Journal** ; 49.05 **Journal** ; 49.10 **Journal** ; 49.15 **Journal** ; 49.20 **Journal** ; 49.25 **Journal** ; 49.30 **Journal** ; 49.35 **Journal** ; 49.40 **Journal** ; 49.45 **Journal** ; 49.50 **Journal** ; 49.55 **Journal** ; 50.00 **Journal** ; 50.05 **Journal** ; 50.10 **Journal** ; 50.15 **Journal** ; 50.20 **Journal** ; 50.25 **Journal** ; 50.30 **Journal** ; 50.35 **Journal** ; 50.40 **Journal** ; 50.45 **Journal** ; 50.50 **Journal** ; 50.55 **Journal** ; 51.00 **Journal** ; 51.05 **Journal** ; 51.10 **Journal** ; 51.15 **Journal** ; 51.20 **Journal** ; 51.25 **Journal** ; 51.30 **Journal** ; 51.35 **Journal** ; 51.40 **Journal** ; 51.45 **Journal** ; 51.50 **Journal** ; 51.55 **Journal** ; 52.00 **Journal** ; 52.05 **Journal** ; 52.10 **Journal** ; 52.15 **Journal** ; 52.20 **Journal** ; 52.25 **Journal** ; 52.30 **Journal** ; 52.35 **Journal** ; 52.40 **Journal** ; 52.45 **Journal** ; 52.50 **Journal** ; 52.55 **Journal** ; 53.00 **Journal** ; 53.05 **Journal** ; 53.10 **Journal** ; 53.15 **Journal** ; 53.20 **Journal** ; 53.25 **Journal** ; 53.30 **Journal** ; 53.35 **Journal** ; 53.40 **Journal** ; 53.45 **Journal** ; 53.50 **Journal** ; 53.55 **Journal** ; 54.00 **Journal** ; 54.05 **Journal** ; 54.10 **Journal** ; 54.15 **Journal** ; 54.20 **Journal** ; 54.25 **Journal** ; 54.30 **Journal** ; 54.35 **Journal** ; 54.40 **Journal** ; 54.45 **Journal** ; 54.50 **Journal** ; 54.55 **Journal** ; 55.00 **Journal** ; 55.05 **Journal** ; 55.10 **Journal** ; 55.15 **Journal** ; 55.20 **Journal** ; 55.25 **Journal** ; 55.30 **Journal** ; 55.35 **Journal** ; 55.40 **Journal** ; 55.45 **Journal** ; 55.50 **Journal** ; 55.55 **Journal** ; 56.00 **Journal** ; 56.05 **Journal** ; 56.10 **Journal** ; 56.15 **Journal** ; 56.20 **Journal** ; 56.25 **Journal** ; 56.30 **Journal** ; 56.35 **Journal** ; 56.40 **Journal** ; 56.45 **Journal** ; 56.50 **Journal** ; 56.55 **Journal** ; 57.00 **Journal** ; 57.05 **Journal** ; 57.10 **Journal** ; 57.15 **Journal** ; 57.20 **Journal** ; 57.25 **Journal** ; 57.30 **Journal** ; 57.35 **Journal** ; 57.40 **Journal** ; 57.45 **Journal** ; 57.50 **Journal** ; 57.55 **Journal** ; 58.00 **Journal** ; 58.05 **Journal** ; 58.10 **Journal** ; 58.15 **Journal** ; 58.20 **Journal** ; 58.25 **Journal** ; 58.30 **Journal** ; 58.35 **Journal** ; 58.40 **Journal** ; 58.45 **Journal** ; 58.50 **Journal** ; 58.55 **Journal** ; 59.00 **Journal** ; 59.05 **Journal** ; 59.10 **Journal** ; 59.15 **Journal** ; 59.20 **Journal** ; 59.25 **Journal** ; 59.30 **Journal** ; 59.35 **Journal** ; 59.40 **Journal** ; 59.45 **Journal** ; 59.50 **Journal** ; 59.55 **Journal** ; 60.00 **Journal** ; 60.05 **Journal** ; 60.10 **Journal** ; 60.15 **Journal** ; 60.20 **Journal** ; 60.25 **Journal** ; 60.30 **Journal** ; 60.35 **Journal** ; 60.40 **Journal** ; 60.45 **Journal** ; 60.50 **Journal** ; 60.55 **Journal** ; 61.00 **Journal** ; 61.05 **Journal** ; 61.10 **Journal** ; 61.15 **Journal** ; 61.20 **Journal** ; 61.25 **Journal** ; 61.30 **Journal** ; 61.35 **Journal** ; 61.40 **Journal** ; 61.45 **Journal** ; 61.50 **Journal** ; 61.55 **Journal** ; 62.00 **Journal** ; 62.05 **Journal** ; 62.10 **Journal** ; 62.15 **Journal** ; 62.20 **Journal** ; 62.25 **Journal** ; 62.30 **Journal** ; 62.35 **Journal** ; 62.40 **Journal** ; 62.45 **Journal** ; 62.50 **Journal** ; 62.55 **Journal** ; 63.00 **Journal** ; 63.05 **Journal** ; 63.10 **Journal** ; 63.15 **Journal** ; 63.20 **Journal** ; 63.25 **Journal** ; 63.30 **Journal** ; 63.35 **Journal** ; 63.40 **Journal** ; 63.45 **Journal** ; 63.50 **Journal** ; 63.55 **Journal** ; 64.00 **Journal** ; 64.05 **Journal** ; 64.10 **Journal** ; 64.15 **Journal** ; 64.20 **Journal** ; 64.25 **Journal** ; 64.30 **Journal** ; 64.35 **Journal** ; 64.40 **Journal** ; 64.45 **Journal** ; 64.50 **Journal** ; 64.55 **Journal** ; 65.00 **Journal** ; 65.05 **Journal** ; 65.10 **Journal** ; 65.15 **Journal** ; 65.20 **Journal** ; 65.25 **Journal** ; 65.30 **Journal** ; 65.35 **Journal** ; 65.40 **Journal** ; 65.45 **Journal** ; 65.50 **Journal** ; 65.55 **Journal** ; 66.00 **Journal** ; 66.05 **Journal** ; 66.10 **Journal** ; 66.15 **Journal** ; 66.20 **Journal** ; 66.25 **Journal** ; 66.30 **Journal** ; 66.35 **Journal** ; 66.40 **Journal** ; 66.45 **Journal** ; 66.50 **Journal** ; 66.55 **Journal** ; 67.00 **Journal** ; 67.05 **Journal** ; 67.10 **Journal** ; 67.15 **Journal** ; 67.20 **Journal** ; 67.25 **Journal** ; 67.30 **Journal** ; 67.35 **Journal** ; 67.40 **Journal** ; 67.45 **Journal** ; 67.50 **Journal** ; 67.55 **Journal** ; 68.00 **Journal** ; 68.05 **Journal** ; 68.10 **Journal** ; 68.15 **Journal** ; 68.20 **Journal** ; 68.25 **Journal** ; 68.30 **Journal** ; 68.35 **Journal** ; 68.40 **Journal** ; 68.45 **Journal** ; 68.50 **Journal** ; 68.55 **Journal** ; 69.00 **Journal** ; 69.05 **Journal** ; 69.10 **Journal** ; 69.15 **Journal** ; 69.20 **Journal** ; 69.25 **Journal** ; 69.30 **Journal** ; 69.35 **Journal** ; 69.40 **Journal** ; 69.45 **Journal** ; 69.50 **Journal** ; 69.55 **Journal** ; 70.00 **Journal** ; 70.05 **Journal** ; 70.10 **Journal** ; 70.15 **Journal** ; 70.20 **Journal** ; 70.25 **Journal** ; 70.30 **Journal** ; 70.35 **Journal** ; 70.40 **Journal** ; 70.45 **Journal** ; 70.50 **Journal** ; 70.55 **Journal** ; 71.00 **Journal** ; 71.05 **Journal** ; 71.10 **Journal** ; 71.15 **Journal** ; 71.20 **Journal** ; 71.25 **Journal** ; 71.30 **Journal** ; 71.35 **Journal** ; 71.40 **Journal** ; 71.45 **Journal** ; 71.50 **Journal** ; 71.55 **Journal** ; 72.00 **Journal** ; 72.05 **Journal** ; 72.10 **Journal** ; 72.15 **Journal** ; 72.20 **Journal** ; 72.25 **Journal** ; 72.30 **Journal** ; 72.35 **Journal** ; 72.40 **Journal** ; 72.45 **Journal** ; 72.50 **Journal** ; 72.55 **Journal** ; 73.00 **Journal** ; 73.05 **Journal** ; 73.10 **Journal** ; 73.15 **Journal** ; 73.20 **Journal** ; 73.25 **Journal** ; 73.30 **Journal** ; 73.35 **Journal** ; 73.40 **Journal** ; 73.45 **Journal** ; 73.50 **Journal** ; 73.55 **Journal** ; 74.00 **Journal** ; 74.05 **Journal** ; 74.10 **Journal** ; 74.15 **Journal** ; 74.20 **Journal** ; 74.25 **Journal** ; 74.30 **Journal** ; 74.35 **Journal** ; 74.40 **Journal** ; 74.45 **Journal** ; 74.50 **Journal** ; 74.55 **Journal** ; 75.00 **Journal** ; 75.05 **Journal** ; 75.10 **Journal** ; 75.15 **Journal** ; 75.20 **Journal** ; 75.25 **Journal** ; 75.30 **Journal** ; 75.35 **Journal** ; 75.40 **Journal** ; 75.45 **Journal** ; 75.50 **Journal** ; 75.55 **Journal** ; 76.00 **Journal** ; 76.05 **Journal** ; 76.10 **Journal** ; 76.15 **Journal** ; 76.20 **Journal** ; 76.25 **Journal** ; 76.30 **Journal** ; 76.35 **Journal** ; 76.40 **Journal** ; 76.45 **Journal** ; 76.50 **Journal** ; 76.55 **Journal** ; 77.00 **Journal** ; 77.05 **Journal** ; 77.10 **Journal** ; 77.15 **Journal** ; 77.20 **Journal** ; 77.25 **Journal** ; 77.30 **Journal** ; 77.35 **Journal** ; 77.40 **Journal** ; 77.45 **Journal** ; 77.50 **Journal** ; 77.55 **Journal** ; 78.00 **Journal** ; 78.05 **Journal** ; 78.10 **Journal** ; 78.15 **Journal** ; 78.20 **Journal** ; 78.25 **Journal** ; 78.30 **Journal** ; 78.35 **Journal** ; 78.40 **Journal** ; 78.45 **Journal** ; 78.50 **Journal** ; 78.55 **Journal** ; 79.00 **Journal** ; 79.05 **Journal** ; 79.10 **Journal** ; 79.15 **Journal** ; 79.20 **Journal** ; 79.25 **Journal** ; 79.30 **Journal** ; 79.35 **Journal** ; 79.40 **Journal** ; 79.45 **Journal** ; 79.50 **Journal** ; 79.55 **Journal** ; 80.00 **Journal** ; 80.05 **Journal** ; 80.10 **Journal** ; 80.15 **Journal** ; 80.20 **Journal** ; 80.25 **Journal** ; 80.30 **Journal** ; 80.35 **Journal** ; 80.40 **Journal** ; 80.45 **Journal** ; 80.50 **Journal** ; 80.55 **Journal** ; 81.00 **Journal** ; 81.05 **Journal** ; 81.10 **Journal** ; 81.15 **Journal** ; 81.20 **Journal** ; 81.25 **Journal** ; 81.30 **Journal** ; 81.35 **Journal** ; 81.40 **Journal** ; 81.45 **Journal** ; 81.50 **Journal** ; 81.55 **Journal** ; 82.00 **Journal** ; 82.05 **Journal** ; 82.10 **Journal** ; 82.15 **Journal** ; 82.20 **Journal** ; 82.25 **Journal** ; 82.30 **Journal** ; 82.35 **Journal** ; 82.40 **Journal** ; 82.45 **Journal** ; 82.50 **Journal** ; 82.55 **Journal** ; 83.00 **Journal** ; 83.05 **Journal** ; 83.10 **Journal** ; 83.15 **Journal** ; 83.20 **Journal** ; 83.25 **Journal** ; 83.30 **Journal** ; 83.35 **Journal** ; 83.40 **Journal** ; 83.45 **Journal** ; 83.50 **Journal** ; 83.55 **Journal** ; 84.00 **Journal** ; 84.05 **Journal** ; 84.10 **Journal** ; 84.15 **Journal** ; 84.20 **Journal** ; 84.25 **Journal** ; 84.30 **Journal** ; 84.35 **Journal** ; 84.40 **Journal** ; 84.45 **Journal** ; 84.50 **Journal** ; 84.55 **Journal** ; 85.00 **Journal** ; 85.05 **Journal** ; 85.10 **Journal** ; 85.15 **Journal** ; 85.20 **Journal** ; 85.25 **Journal** ; 85.30 **Journal** ; 85.35 **Journal** ; 85.40 **Journal** ; 85.45 **Journal** ; 85.50 **Journal** ; 85.55 **Journal** ; 86.00 **Journal** ; 86.05 **Journal** ; 86.10 **Journal** ; 86.15 **Journal** ; 86.20 **Journal** ; 86.25 **Journal** ; 86.30 **Journal** ; 86.35 **Journal** ; 86.40 **Journal** ; 86.45 **Journal** ; 86.50 **Journal** ; 86.55 **Journal** ; 87.00 **Journal** ; 87.05 **Journal** ; 87.10 **Journal** ; 87.15 **Journal** ; 87.20 **Journal** ; 87.25 **Journal** ; 87.30 **Journal** ; 87.35 **Journal** ; 87.40 **Journal** ; 87.45 **Journal** ; 87.50 **Journal** ; 87.55 **Journal** ; 88.00 **Journal** ; 88.05 **Journal** ; 88.10 **Journal** ; 88.15 **Journal** ; 88.20 **Journal** ; 88.25 **Journal** ; 88.30 **Journal** ; 88.35 **Journal** ; 88.40 **Journal** ; 88.45 **Journal** ; 88.50 **Journal** ; 88.55 **Journal** ; 89.00 **Journal** ; 89.05 **Journal** ; 89.10 **Journal** ; 89.15 **Journal** ; 89.20 **Journal** ; 89.25 **Journal** ; 89.30 **Journal** ; 89.35 **Journal** ; 89.40 **Journal** ; 89.45 **Journal** ; 89.50 **Journal** ; 89.55 **Journal** ; 90.00 **Journal** ; 90.05 **Journal** ; 90.10 **Journal** ; 90.15 **Journal** ; 90.20 **Journal** ; 90.25 **Journal** ; 90.30 **Journal** ; 90.35 **Journal** ; 90.40 **Journal** ; 90.45 **Journal** ; 90.50 **Journal** ; 90.55 **Journal** ; 91.00 **Journal** ; 91.05 **Journal** ;

■ Guntram », de Richard Strauss

● Trois microcassions ou cassettes, ou deux compacts, Philips: 412.612.

AA

Est-ce pour la remercier d'avoir fait connaître l'ouvrage aux Etats-Unis ? C'est Eva Queler qu'on a

■ Deux disques 1-2M-39737.

Une indéniable réussite.

A. A.

● Trois albums EMI 270.285.

Rappelons qu'actuellement tous les enregistrements en cassette (à quelques exceptions près) réalisés également en microsillon, la réciproque n'est encore loin d'être vraie.

dans toutes les agences de voyages ou à
TRANSTOURS: 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

Bien sûr, l'Inde vous offre encore bien

RESEARCH

Tel.: 011-463-1104

Au cœur du désert, Saint-Guilhem, en Languedoc.

Les **■** témoignent d'un millénaire d'activité intense à travers la garrigue. Par les chemins on regagnait le village, les champs ou quelque ermitage caché, ■ transportait les ■, on accompagnait les morts, on ■ en pèlerinage à Notre-Dame-de-Belle-Grâce. Le sentier de grande randonnée GR-74 lui rend visite aussi, avant ■ rejoindre les Lavagnes, ■ il ne ■ plus que ■ maisons habitées (dont ■ de ■ de Mas-d'Ambert). Il



Les maisons s'alignent se serrant dans le village-rue. Les moulins et les tanneries se sont tués, il ne reste plus que deux cents réacteurs réguliers, contre deux cent vingt-cinq en 1850. Les jardins d'eux-mêmes ont été remplacés par le Géant, la conquête duquel paraît aujourd'hui les grimpeurs. Excellent entraînement avant de s'attaquer aux hauteurs des rocs de la Bissonne ou du Bout-du-Monde. La combe du Verdus s'ouvre dans les oliveraies ou les prairies, dans les hautes

L'Alouette a laissé dans le calcaire des chutes et des canchots inconnus jusqu'à la venue de E.-G. Martel, en 1889, à la grotte du Sérant, qui demeure réservée aux spéléologues avertis. Celle de la Clamouse, explorée en 1945, mît en évidence aux visiteurs un réseau aménagé de 4 200 mètres. Les galeries ont été creusées par une série d'ouvriers pendant du Larzac et rassemblent en une belle source sans l'effluve du monde minéral et souterrain de la Clamouse, exceptionnelle par la clarté de ses eaux et la pureté de son air (du Mur pur au brun et rouille) et la richesse des concrétions : filamenteuses, excentriques, extraordinaires de calcite et d'aragonite. De la Clamouse à Saint-Guilhem, la route est un chemin d'effraie, sauvages et peuplés.

ANNICK MOLIBARET

Ermitage N.D. de Belle-Grâce
Col du Gristet - Fenestrelles :
cinq heures, en circuit. Chemin
facile avec montées et des-
cendues, balisé jusqu'au col du
Gristet blanc-rouge (GR 74),
après ce col, prendre à gauche,
descendant près d'une heure, la
route forestière, qui se prolonge
par un ancien chemin descen-
dant à Font de Paullier
amontant aux Fenestrelles pour
terminer à Saint-Guilhem. Brevet

Les Lavagnes - Saint-Guilhem
par le cirque du Bout-du-Monde :
quatre heures, 12 ~~kilomètres~~ par
le GR 74 puis le sentier Séranne
(jaune-rouge). La route forestière
se prolonge par un ancien che-
min descendant à ~~la~~ **Fiel** de
Pauiller puis ~~l'ancienne~~ aux
Fenestrelles pour rejoindre Saint-
Guilhem.

- Aux Lavagnes : gîte d'étape randonneurs le Mas d'Aubert (onze places, réserves). Repas simples sur commande. Tél. : 67-56-10-26.
- Anlens : hôtel de la Cimaise, boulevard Saint-Jean, tél. : 67-57-71-63.
- Gignac : hôtel Capion, tél. : 67-87-50-83, et plusieurs restaurants.

— A travers les monts : fie-
vous à votre odorât, suivant les
saisons, pour cueillir les herbes
de la garigue ; à l'automne, les
arbouses, puis de fraises
rouges et molles, ponctuent de
tâches rouges les arbousiers très
nombreux.

Rien n'est trop beau

ROBERT Jones Junior était capable de concevoir un parcours à nul autre pareil. Capable de faire passer les joueurs et les spectateurs à travers les plus incroyables situations techniques, aussi un parcours agréable. Robert Jones Junior possédait que quelques arguments pour se faire

parade ». Bobby
retour Cher: lui.
Georgie, « il ex-
terrait une expi-
projet de tous-ura-
C'est à Auguste,
dans un décor dig-
Margareth Mitch-
ocean de verdure
s'installer. Il y ac-
d'indigoter, que
culteur belge Il y
attendre Alister Mc
sais, considère à
plus grand arch-
monde. L'idée
Jones - McKenz
entreprendre que
original

■ résultat est
prenant. Au N.
d'Augusta, les ro-
les *bankers* sont
laine au total - e-
ment sont agré-
d'eau. Là où les
proposent ■ m-
zaine d'hect-
Augusta en offre

Bask
Champion
Phase finale, u
samed: 19 a
Challans-Limon
Villachenne

Liège-B
Dimanche 22
dimanche 22 à
direct.)
Tour d'Esp
22 avril, et

Coupe de
finales retour
Rennes-Mars
Paris-Saint-Germain
Champion
nibre
Marseille-La
Leval, Nice-B
Narbonne-T

Sochaux-M
Strasbourg. A



Trusthouse Forte Hotels

Golf



IRLANDE



Ennis

BALEARES



Majorque

PORTUGAL

Hotel Dona Filipa

Algarve

ECOSSE

Marine Hotel

North - Berwick

ITALIE

Forté Hotel Village

Hotel Castello

Sardaigne

BAHAMAS

Nassau Beach

Nassau

CARAIBES



Berbudes



LES HÔTELS GOLF DE TRUSTHOUSE FORTE

Trusthouse Forte, le plus grand groupe mondial pour l'hôtellerie, la restauration  les loisirs vous propose ses hôtels "Golf".

Pour tous renseignements complémentaires, forfaits golf et réservations, s'adresser chez :

Trusthouse Forte Hôtels - 23, Place Vendôme 75001 PARIS

Tél. 42.61.10.65 - Tél. Vert 05.40.22.15

 votre agent de voyages.

Les illusions dégonflées du football corse

L'ILLUSTRE club, finaliste de la Coupe UEFA en 1978, vainqueur de la Coupe de France en juin 1981, bascule en deuxième division, victime des fantômes, des erreurs, des folies de ses dirigeants successifs. Récit sur l'épopée même si elle faisait déjà « ancien combattant ».

La fin du championnat? Une suite de « cauchemars ». Depuis la reprise de janvier, pas un seul but marqué à Furiani et des défaites en chaîne : 6 à 1 à Strasbourg, 5 à 1 au Havre, 7 à 0 à Brest, La Bérésine. Et pourtant, le plus étrange dans ce chemin de croix vécu de match en match par un dernier carré de supporters humilisés et impuissants, c'est l'étrange sentiment de « résignation-revanche » qui domine. La colère, c'est terminé. La lassitude devant l'échec aussi. Dans les bars de la place Saint-Nicolas que fréquentent les jusqu'au-boutistes du SECB, on parle désormais de « salutaire traversée du désert » et de « nécessaire purgatoire », avant la reconquête.

Rien n'est trop beau

Si l'avenir n'est jamais sûr, le présent, lui, est incontournable. A ce jour, le club bastiais a un passif de près de 30 millions de francs : 22,5 millions au titre du concordat qui intéresse quarante et un créanciers, dettes arrêtées au 1^{er} juillet 1984, et le reste depuis cette date. Si le concordat est homologué, comme on le pense, le 14 mai prochain, par le tribunal de grande instance de Bastia, la dette réelle s'établira à 5,5 millions de francs, sans compter les 6 millions de dé-

« Exit » Bastia. L'équipe corse joue ce vendredi 18 avril contre Nancy son dernier match de première division au stade Furiani. Après vingt ans de présence parmi l'élite, le Sporting Excelsior Club Bastiais (SECB) a sombré. Victime de ses propres excentricités.

L'aventure continue, mais en deuxième division. Avec un nouveau président, Pierre Fantoni, quarante ans, entrepreneur de maçonnerie. Avec un nouvel entraîneur, Roland Grassart, nommé pour trois ans. Celui qui a été à la base du succès des « minots » de POM a carte blanche pour définir une politique sportive fondée sur le recrutement et la formation de joueurs locaux.

des saisons 1984-1985 et 1985-1986.

Mais il est possible que l'URS-SAF de la Corse, l'un des principaux créanciers, qui a « mis » contre la sécularisation du concordat, fasse appel. Le SECB a-t-il toutefois évité, du moins pour un temps, la liquidation de biens. Mais même si le concordat est définitivement conclu, le club ne sera pas sorti d'affaires car le déficit structurel n'a pas été freiné après le coup de semonce de juillet 1984, date de la nomination d'un syndic, M. de Moro-Giafferi, après deux mois de salaires impayés.

Depuis huit ans, le SECB était au-dessus de son temps. Une politique d'investissement de ses dirigeants qui estimait que « rien n'est trop beau pour Bastia » et qui a fait de la seule façon de remplir les fauteuils du stade. Bastia, club d'offrir au public des vedettes internationales. Après la finale de la Coupe de l'UEFA perdue face à Eintracht, en avril 1978, il était difficile à M. Paul Natali, entrepreneur et président du club, de « serrer la ceinture ». Le temps était à l'enthousiasme : Johnny Rep, Zinako et, plus tard, Tarentini

étaient à la portée de la bourse bastiaise. Vivre au-dessus de ses moyens, pensait-on, était nécessaire pour le succès, l'ambition, l'affirmation. Cette « revanche identitaire » qui fait que le football corse n'est jamais politiquement neutre, mais il charrie avec lui — consciemment ou inconsciemment — l'esprit de la contestation.

Marmite rouillée

Très vite, pourtant, le club a chuté. Les chiffres s'avèrent impitoyables. En 1979, quand M. Sorbara, un jeune entrepreneur, prend en main les rênes du club, la comptabilité laisse apparaître un déficit de 5 millions de francs, alors qu'on avait le piteux des l'épopée corse.

Trois ans plus tard, en juillet 1982, quand l'équipe Sorbara descendait en deuxième division, la place à M. Vendasi, encore un entrepreneur, les dettes atteignent 8,5 millions de francs. Et la situation va aller de mal en pis. M. Vendasi, proche de la mairie bastiaise, échoue, lui aussi, dans sa politique de prestige. Faut-il dire aussi singulier? Dans Furiani — marmite rouillée —

bout une soupe pimentée de rancœurs. « A chaque fois qu'une équipe dirigeante en remplace une autre, raconte M. de Moro-Giafferi, le syndic, c'est une catastrophe. Bastia qui était si riche, les dirigeants et leurs amis, ils s'interdisent de le suivre parce qu'ils ne veulent pas se retrouver dans la même situation. »

Difficile partie où la politique locale est bien entendu présente. La ville et le conseil général, en majorité radical, ont en 1975, bouché plusieurs trous. Le département y est même engagé à hauteur de 1,6 million de francs jusqu'en 1981 et assure, avec Bastia, le règlement du concordat. Mais les élus locaux se défendent de s'engager à hauteur de la qualité des dirigeants du club. Publiquement, ils l'admettent pour le moment, de rigueur, mais, en prétextant que le SECB demeure, à l'extérieur, le porte-fanion de la ville, lui ont demandé des rallonges financières demandées. Surtout en période électorale.

L'épisode Vendasi, en juillet 1982, sur l'épisode Gentile, PDG d'une société de plomberie, celui-ci ne couler, impitoyable, le rafiot. Malgré la débâcle générale, les menaces de joueurs, les défaites, l'épave du concordat, la pression des supporters, il s'est tenu pour céder finalement à la démission de la présidence le 14 avril dernier.

Le SECB Bastiais, en apprenant à vivre en deuxième division, peut-être un compagnon du Gazélec Football Club d'Ajaccio, qui aspire, lui, à la troisième division.

DOMINIQUE ANTONI.

Les hivernales des hommes araignées

La saison hivernale 85-86 en haute montagne, perturbée par des conditions atmosphériques souvent exécrables, a été marquée par le duel au sommet que se sont livré à la fin du mois de février et pendant les premiers jours de mars, Christophe Profit et Eric Escoffier, deux finalement arbitrés par Jean-Marc Boivin.

PROFIT, c'est l'athlète actif et exigeant, qui ne se soucie pas de renouveler en hiver l'exploit qu'il réalise pendant le mois de juillet. Il est enchaîné en un peu plus de vingt-quatre heures les prestigieuses faces nord du Cervin, de l'Eiger et des Grandes Jorasses, mais respectueux d'une éthique de l'alpinisme ; plus

le fin de l'hiver, « sortant » en dix-huit heures quatre faces nord : l'aiguille Verte, les Droites, les Courtes et les Grandes Jorasses — les liaisons entre les sommets et les pics de crête de ces montagnes sont effectués à l'aide d'une seule corde et d'un parachute, il la différence d'Escoffier qui se fait travailler au sommet de la Verra et des Droites. — Jean-Marc Boivin rappelle aux deux compères ennemis que le monde de l'alpinisme ne se réduit pas à leurs seules personnes et que la France dispose d'un nombre conséquent de « conquérants de l'inutile ». A trente-quatre ans, Jean-Marc Boivin s'est montré pendant l'hiver 85-86 le plus « performant », notamment en



Eric Escoffier en plein effort dans les Droites le 26 février 1986. (Photo AFP.)

« branché », Escoffier est traversé par la volonté farouche d'atteindre le sommet. Avec aux la montagne et ses acteurs, médiatisés à l'extrême, ont tenté pour leur sortie une noria d'hélicoptères transportant caméraman et photographes.

Eric Escoffier choisit le cirque du glacier d'Arpenteur pour enchaîner quatre sommets en vingt-quatre heures : l'aiguille Verte (4 122 m), les Droites (4 000 m), les Courtes (3 850 m) et l'aiguille du Triolet (3 870 m).

« La montagne ne sera jamais un stade »

Après un départ foudroyant qui lui permit d'être au sommet de la Verte en trois heures, il passa la suite, et toujours sans corde ni assurance d'aucune sorte, à la fin de ses bras et de ses crampons. franchir le mur haut de 100 mètres qui mène, par la crête des Droites, au sommet des Courtes. C'est finalement dans les Courtes qu'il renonça, vaincu par la fatigue et par l'apparition de gelures aux mains.

Christophe Profit, qui affirme que « la montagne ne sera jamais un stade » dans lequel s'engageraient pour des affrontements « à mains nues » les meilleurs grimpeurs, a tenté de renouveler son exploit de l'été dernier. Si l'alpiniste a pu réaliser sans difficulté l'ascension des Grandes Jorasses par l'épave Croz, il ne put dans la nuit venir à bout du Cervin et resta de longues heures bloqué dans la face nord, recherchant avec sa lampe frontale un passage lui permettant d'accéder aux dalles supérieures de la montagne.

C'est à la surprise générale que le guide Jean-Marc Boivin, trente-quatre ans, confia les deux jeunes alpinistes aux dents longues. Quelques jours avant

lors de chacun de ses exploits, les techniques qu'il maîtrise parfaitement, comme le ski extrême, l'escalade, le parachute et, bien sûr, l'alpinisme à la haute altitude.

L'exploit de Jean-Marc Boivin, qu'il n'a pas souhaité médiatiser à la différence d'Escoffier et de Profit, s'est accompli dans la plus discrétion. Les techniques alpines les plus originales et les plus exemplaires de ces années 1980, traduit l'évolution actuelle de l'alpinisme qui se pratique dans les Alpes ou dans la chaîne himalayenne. Toujours plus vite et toujours plus haut, tels sont les objectifs que se fixent les alpinistes depuis la fin des années 70. C'est ce qui explique, en outre, l'existence de records, inimaginables il y a une dizaine d'années, passera demain par la réalisation d'autres tentatives tout aussi téméraires comme l'enchaînement des trois voies directes des Alpes, les voies dites « Eiger », Bonatti et Cervin, Mac Intyre aux Alpes.

Beaucoup plus discrètement, et dans l'ombre d'autres faces nord, des alpinistes se sont aussi battus l'hiver dernier dans des voies extrêmement difficiles, comme le guide Patrick Gabarrou et son client Hervé Bouvard, qui réalisèrent, le 16 février, en douze heures, la première hivernale directissime de la face est du mont Maudit (4 400 m). Gabarrou devait, par la suite, avec deux autres compagnons, réaliser une nouvelle première dans la face nord de Leschaux. Enfin, dans la face nord de l'aiguille de Bionnassay, trois aspirants-guides, Christophe Joré, Bertrand Doligez et Pierre Thevenard ont ouvert une voie directe, rocheuse dans sa partie inférieure et glaciale jusqu'au sommet qui culmine à 4 052 mètres.

CLAUDE FRANÇILLON.

Augusta, vert paradis du golf

Remporté pour la sixième fois par le prestigieux champion américain Jack Nicklaus, le tournoi de golf était cette année son cinquième anniversaire sur le plus célèbre parcours du monde.

ROBERT Jones Junior caressait un rêve un peu fou : concevoir et réaliser le golf idéal. Un parcours à nul autre pareil. Capable tout à la fois de satisfaire et les joueurs les plus expérimentés et les spectateurs les plus exigeants. Un parcours technique aussi un parcours agréable. Robert Jones Junior possédait quelques arguments pour se faire entendre : entre 1925 et 1930, le petit monde du golf était à ses pieds. Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, nul adversaire ne lui résistait. A une époque où filer sur un 18 trous était encore un privilège de roi. Mais le grand public tomba sous le charme de ce dandy au sourire enjôleur. A vingt-huit ans, au sommet de son art, quelques semaines seulement après que Broadway lui avait organisé en son honneur un énième « ticker-tape

parade ». Bobby Jones décida de se retirer. Chez lui, dans le Sud, en Géorgie, il se consacra à son terrain susceptible d'accueillir un projet de toujours.

C'est à Augusta, à l'est d'Atlanta, dans un lieu digne d'un roman de Margaret Mitchell, au milieu d'un océan de verdure, qu'il choisit de s'installer. Il y acquiesça une plantation d'indigènes qui dirigeait un horticulteur belge. Il convoqua sans plus attendre Alister McKenzie, un Ecossais, considéré à l'époque comme le plus grand architecte de golf du monde. L'idée de base de Jones-McKenzie était simple : entreprendre quelque chose de totalement original.

Rebondissements

Le résultat est rien moins que surprenant. Au National Golf Club d'Augusta, les roughs n'existent pas, les fairways sont ronds — une trentaine au total — et trois greens seulement sont agrémentés d'une pièce d'eau. Là où les golfs traditionnels proposent en moyenne une quinzaine d'hectares de fairway, Augusta en offre le double.

Ans quatre coins de l'Amérique s'étend une impeccable moquette de gazon tout juste agrémentée de quelques centaines de pins parfaitement disciplinés et d'une kyrielle de massifs d'azalées et de camélias multicolores. La visibilité est totale pour les joueurs comme pour les spectateurs qui, en trois endroits, peuvent profiter du déroulement de leur propre trois actions.

Parce que ses greens sont aussi lisses que des patinoires, parce que dans l'ensemble il n'y a pas avant toute chose le jeu d'attaque, le parcours d'Augusta est devenu, en l'espace de quelques années, le théâtre des plus fantastiques rebondissements que l'on puisse imaginer. On peut y voir, comme au cours de l'édition 86 du Masters, Séverino Ballesteros pater de l'intérieur d'un bunker à Milt Price ramener une carte de 63 après avoir réussi le total astronomique de 6 (1 sous le per). On peut y voir aussi Tannehill Nakajima effectuer une approche parfaite et voir sa balle refuser de rejoindre le drapeau pour au contraire venir, à reculons, mourir dans la rivière d'Amen Corner.

Il y a le parcours. Il y a le décor, cette majestueuse allée de magnolias plantés avant même la guerre de Sécession, ce club house dont on dit qu'il est le plus ancien bâtiment en dur de la région. Mais il y a aussi le tournoi. En abandonnant à Bobby Jones le soin d'organiser chaque semaine d'avril une épreuve par invitation, Bobby Jones ne pouvait rien.

Durant quarante ans son ami remplit tant et si bien son sacerdoce qu'il fut de forces à un beau matin de se donner la mort aux abords du trou n° 10. C'était en septembre 1977, et le Masters, le rendez-vous annuel imaginé par ce brave homme, se était déjà à sa quarante et unième édition.

Un pied dans l'histoire, un pied dans le monde moderne, Clifford Robert a su préserver son tournoi des excès du sport business. Le Masters reste encore aujourd'hui une compétition organisée en marge de toutes les contingences et de tous les pouvoirs. Comme le veut la tradition, les joueurs (soixante-troize Américains, quinze étrangers) à rassembler durant quatre jours les meilleurs spécialistes mondiaux mais également tous les vainqueurs, membre de droit du club qui d'ouvre ses portes qu'entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} mai.

Un monument

En 1930, un terrain préservé, vierge de tout panneau publicitaire et plus que partout ailleurs régnait le savoir-vivre et le bon goût. Augusta, un spectateur qui peut être sûr de retrouver sa place quelques minutes plus tard. C'est au prix de ces quelques menus détails et de quelques autres aménagements que Clifford Robert a fait du monument du sport américain qu'en devenait le Masters. Un monument qui, bien sûr, respecte ses champions, gratifiés en cas de victoire de splendides vestes vertes et d'un casier installé à demeure dans les vestiaires. Mais un monument qui, malgré ces conditions, sait ménager ses privilégiés.

Devenu membre du National Golf Club, le nouveau vainqueur du Masters n'est pas pour autant autorisé à se faire accompagner sur le parcours par un tiers autre que son caddy, encore moins par sa femme qui, au club, sera tout juste invitée à prendre le thé au rez-de-chaussée, alors que son mari, forcément plus sportif, sera servi au premier.

BENOIT HEIMERMANN.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Marathon de Londres. 20 avril.
Amis-solidarité. Du 21 au 27 avril, de Paris à Valence, 700 kilomètres de course pour six équipes de quatre athlètes et handicapés.
Parc floral. 21 et 22 avril. Vincennes, le 21, à 11 h 45.

Automobilisme

Championnat du monde d'endurance. Monza (Italie). 20 avril.

Boxe

Championnat du monde des poids légers. Larry Holmes. Samedi 19 avril, à Las Vegas (Etats-Unis). (La « 6 », dimanche 20 à 22 h 05, différé.)
Championnat du monde des poids lourds. Lee Roy Murphy. Ray Gaumont. Samedi 19 avril, à Monaco. (Canel Plus, samedi 19, à 22 h 55.)

Lutte

Championnats d'Europe. Athènes. Jusqu'au 20 avril.

Basket-ball

Championnat de France. Phase finale, première tour retour. Samedi 19 avril. Orthez-Tours, Châlons-Limoges, Saint-Etienne-Villeurbanne, Marseille-Nantes.

Cyclisme

Liège-Bastogne-Liège. Samedi 20 avril. (TF1, « Sport dimanche », à partir de 15 heures, direct.)
Tour d'Espagne. Départ mardi 22 avril, arrivée mardi 23 mai.

Football

Coupe de France. Demi-finales retour, mardi 22 avril. Rennes-Marseille et Bordeaux-Lyon-Germain.

Championnat de France. Dernière journée. Samedi 25 avril. Marseille-Le Havre, Auxerre-Le Mans, Bastia-Brest-Lille, Nancy-Toulouse, Paris-G. - Bastia, Lens-Metz, Sochaux-Monaco, Rennes-Strasbourg, Nantes-Toulon.

Championnat de France (Méditerranée division). Barrage Alsace-Mulhouse. Samedi 19 avril, au retour dimanche 25 avril.

Golf

Open de Cannes-Mougins. Jusqu'au dimanche 20 avril. (FR 3, dimanche à 15 h 30, direct.)

Motocyclisme

Championnat du monde de 125 cm³. Grand Prix d'Italie (125 cm³). Dimanche 20 avril.

Grand Prix d'Autriche (500 cm³). à Sittendorf. Dimanche 20 avril.

Tennis

Tournoi de Nice. Jusqu'au dimanche 20 avril. (TF 1, dimanche, à partir de 15 heures, finale.)
Tournoi FNAC-Sport-Forêt Hill. Du 21 au 27 avril. Phase finale à Meudon-la-Forêt.
Tournoi de Monte-Carlo. Du 21 au 27 avril.

CRÉATIONS AU CYCLE ACROBATIQUE INAO

Nuit noire et plein ciel

La nuit noire et le plein ciel, deux thèmes qui se rejoignent dans la création acrobatique. Les artistes du cycle Inao ont conçu une œuvre qui explore les limites du corps humain dans l'espace. Les performances sont réalisées en plein air, sous la voûte céleste, créant une atmosphère unique. Les acrobates utilisent des techniques ancestrales combinées à des innovations modernes pour créer des figures spectaculaires. Le public est invité à observer de près ces artistes pour apprécier la finesse de leurs mouvements et la maîtrise de leur corps.

EUR, par Philippe...

Le projet EUR, initié par Philippe..., vise à améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines. Il s'agit d'un programme de rénovation urbaine qui comprend la construction de logements sociaux, la création d'espaces verts et l'amélioration des infrastructures de transport. Le but est de créer des quartiers modernes et agréables à vivre. Le projet a été financé par le gouvernement et des investisseurs privés. Les premières phases de construction sont déjà en cours, et les habitants des zones concernées attendent avec impatience l'achèvement des travaux.

ndale

Le projet ndale, initié par..., vise à promouvoir le développement durable dans les zones rurales. Il s'agit d'un programme qui soutient l'agriculture locale, la création d'emplois et la préservation de l'environnement. Le projet a été financé par le gouvernement et des investisseurs privés. Les premières phases de mise en œuvre sont déjà en cours, et les habitants des zones concernées attendent avec impatience les bénéfices du projet.

Le projet ndale, initié par..., vise à promouvoir le développement durable dans les zones rurales. Il s'agit d'un programme qui soutient l'agriculture locale, la création d'emplois et la préservation de l'environnement. Le projet a été financé par le gouvernement et des investisseurs privés. Les premières phases de mise en œuvre sont déjà en cours, et les habitants des zones concernées attendent avec impatience les bénéfices du projet.

EXPOSITIONS

DUFY ET BÉNÉDICTUS

En mineur

Y a-t-il des arts mineurs ? Il n'y a que des artistes mineurs, prétendait Picasso. L'exposition des gouaches et des aquarelles réalisées par Raoul Dufy pour les besoins de la haute couture exposées aujourd'hui au Trianon de Bagatelle le prouve abondamment. Vers 1910, le « fauve » Dufy délaisse l'emploi de la couleur pure. Il se passionne pour des problèmes de structure et découvre le cubisme. En même temps, il explore des techniques pour lui non familières : le gravure sur bois. Cela donnera la très belle suite d'illustrations qu'il exécute pour le *Bestiaire* d'Apollinaire. Et l'idée de graver, toujours sur bois, des planches destinées à l'impression de son projet. Il lui installe un atelier boulevard de Clichy. En 1912, les premiers essais du peintre sont datés : des gouaches destinées aux créations de Poiret. C'est un succès. La simplification des formes prônée par les artistes commence à se diffuser dans le public par l'intermédiaire de la décoration. Bianchini-Férier, un soyeux lyonnais, engage Dufy pour un travail de plus longue haleine. Pendant plus de quinze ans Dufy va entasser pour lui des modèles sans abandonner pour autant son ami Poiret. En 1925, il réalise quatorze tentures aux « couleurs rougissantes » qui seront montées à l'occasion de l'exposition universelle à bord d'*Amours*, *Délites* et *Orgues*, les trois paquebots de couleur.

L'une de ces tentures, un peu défranchies, est présentée à Bagatelle au milieu d'une quantité de modèles rarement exposés. Les premiers sont marqués par sa période cubiste : dessin rigide, traits cernés. A partir de 1920, son dessin va s'assouplir : ses couleurs se mauvent ; ses cartons se peuplent de petits per-

sonnages hérités des « épinaleries » qu'il affectionne ; d'autres sont des compositions purement abstraites où seule la forme joue avec la couleur. Jamais une faute de goût. Des accords toujours harmonieux, des teintes exquises. Ces qualités allaient devenir les défauts d'une peinture « suspendue », trop parfaite. En tout cas, on mesure ici combien cette expérience fut capitale pour le plus français des peintres français.

Edouard Bénédicte (1878-1930) est un tout autre personnage. Touche-à-tout. A la fois poète, homme de théâtre, musicien, chimiste, inventeur - on lui doit la découverte du Triplex, l'andré de nos glaces Sécarré. Il réalise, au début du siècle, des panneaux de cuir ornés. Mais, dans la dernière partie de sa vie, après 1920, il se consacre à la création de motifs décoratifs qui vont être appliqués à la fabrication de tissus, de papiers peints et de tapis. C'est cette production qui est exposée aujourd'hui à l'Union des décorateurs. Bénédicte utilise la technique du pochoir, mise au point pour cet usage par... Sauf. Partant, lui aussi, de... floraux stylisés, il fait peu à peu éclater les motifs végétaux. Ils deviennent des kaléidoscopes chatoyants. Par la suite, ses tentures s'obscurcissent : bruns, bleus, empruntant à l'art nègre (*les Fruits d'or*, réalisés



DUFY : stylisation aux roses noires

pour la maison Brunet-Monnier). Ses dessins les plus récents font penser, dans le détail, à des compositions de Klee. Ses grands tapis, réalisés par la Manufacture d'Aubusson, sont moins heureux. Ce coloriste meurt en 1930. Au moment où l'Union des artistes décorateurs, dont il fait partie, explore sous la pression de Le Corbusier et de Robert Mallet-Stevens, qui vont prôner, contre la couleur, le travail de la matière et du volume. Bénédicte plonge alors dans l'oubli, pour longtemps. EMMANUEL DE ROUX.

* Raoul Dufy et la mode. Trianon de Bagatelle, jusqu'au 5 mai 1986.
* Edouard Bénédicte, gouaches, pochoirs, tissus, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris, jusqu'au 5 mai.

« LA FEMME CORPS ET ÂME », au Salon des indépendants

Divas et nanas

Brunes orientales au charme vénéneux, jeunes filles aux épaules, femmes du monde ou du « demi-monde », épouses ou ma-

îtresses : au fil d'un siècle d'histoire de l'art - du XVIIIe à nos jours - l'exposition « La femme corps et âme », présentée au Salon des indépendants n'a, bien sûr, pas la prétention d'épuiser le vaste sujet de l'éternel féminin. Avec un hétéroclisme sans complexe où le meilleur côtoie le pire (les *Lesbians*, Léonor Fini ou *Les Femmes d'Alger*, les *Lesbians* de la belle et rare piéce. La plupart des œuvres proviennent du Musée des Petits Palais de Genève, mais aussi de musées de province, de galeries, de collections particulières.

Plus qu'un bref chapitre « Maternité » (l'exposition est organisée par thèmes), on s'attarde à celui des « Beautés » ou des « Femmes », le nu, académique, s'il en est, ayant résisté vaillamment à toutes les remises en cause des écoles en « images » qui ne sont succédées depuis le début du siècle : et au « Cabinet érotique », où règne en maître, aux côtés de Bellmer et de Masson. Plus loin, Bouguereau voisins allégrement avec, pour le plus contemporain, une *Marilyn* de Warhol, une *Nana* de Niki Saint-Phalle, une *Vénus* bleue de Klein, ou portrait emballé de Christo.

Mais l'exposition rassemble surtout bon nombre d'« anciens » du Salon des indépendants. Fondé en 1834 par Seurat, Signac, Odilon Redon, ce salon fut longtemps un lieu qui comptait dans l'aventure de la peinture contemporaine. L'on s'y querellait avec toute la fougue d'une jeunesse qui eut pour

années, Dufy, Picabia, Duchamp, Christian, sans oublier les femmes qui se sont pas toujours contentées de leur rôle de modèle : Sonia Delaunay, Marie Laurencin, Suzanne Valadon... On voit donc « La femme corps et âme » une œuvre de curiosité au charme souvent... En s'attardant au regard d'une femme de Modigliani, le kitch d'un portrait d'Arletty par Maurice Kisting, l'insolite d'un collage de Jacques Prévert, quelques mystères de Victor Brauner, la sensualité trouble d'un *Lesbians* de Picasso, la légèreté d'Utrillo pour son épouse, le bel abandon un peu las d'une *Femme nue au tabouret* de Dufy, les services matrimoniaux de Picasso au *Jeune Femme* de Van Dongen, l'insolite d'une *Femme en rose* de Matisse, la rousse sauterelle d'une *Jeune Anglaise* de Soutine, ou les étranges *Beautés* d'une *Maternité* à la *Marcelle* de Masson. Enfin, aux côtés de Renoir, incontournable en matière de corps féminin, la *Dominique* au lion, la *Foujita* prête son église à la couverture du catalogue édité pour l'occasion.

ODILE UIROU.

ARCA
Sabine LEBEAU
peintures
du 15 au 30 avril
44, rue Jean-Sadot - Paris (12)

25 dernières avant le départ tournée
THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE MAIS INACHEVÉE DE NORODOM SIHANOUK ROI DU CAMBODGE
DE HÉLÈNE CIXOUS
portes fermées début du spectacle
CARTOUCHERIE 43.74.24.08
En alternance 1^{re} et 2^{ème} partie

COMMUNICATION

LA PRIVATISATION DANS LE SERVICE PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL

M. Werner (SURT-CFDT) : « Nous n'irons pas à l'abattoir »

Nouvelle loi sur l'audiovisuel et privatisation de deux chaînes de télévision, spectre de la chasse aux sorcières... Deux thèmes actuels qui concernent les téléspécialistes mais aussi les personnels du service public. Les syndicats ont été longtemps silencieux et la dernière grève nationale remontait à décembre 1983, à propos de la convention collective. Mais beaucoup s'interrogent : quelle sera l'attitude des

salariés de l'audiovisuel public dans les prochains mois ?

M. François Werner, secrétaire du Syndicat unifié de radio-télévision (SURT-CFDT), majoritaire (tous collèges confondus) dans l'ensemble des sociétés, a été reçu jeudi 17 avril par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Il répond à nos questions.

« Êtes-vous d'accord avec les perspectives de privatisation de deux chaînes publiques ? »

« Nous sommes contre la privatisation, parce que nous sommes pour le service public, et un service public fort. Contrairement à certaines parties du secteur industriel, privatiser dans l'audiovisuel, ce n'est pas rendre au privé, c'est prendre au public des équipements, des matériels, des personnels, de la créativité qui ont été financés depuis le début par la redevance, par le contribuable. C'est une spoliation du domaine public. Il y a un point central : si l'on supprime la publicité au service public, elle ne pourra alimenter qu'une seule grande chaîne privée : les recettes publiques serviront à financer en 1986 environ 3 300 millions de francs, alors qu'un chaîne comme TF1 ou A2 coûte environ 2 400 millions de francs. La différence, 900 millions de francs, servira à financer la chaîne privée en général et donc la condamnerait à une faillite financière. Ce qui justifierait après coup sa liquidation. »

« Vous ne pensez pas que l'existence de chaînes privées ? »

« Nous sommes favorables à la coexistence de chaînes publiques et privées, mais la chaîne publique doit être la plus solide qu'il existe aujourd'hui un secteur privé. »

« Vous n'avez pas toujours été pour... »

« Dès la loi de 1982, la concurrence public-privé nous a paru inévitable en raison de l'explosion des médias, avec le câble, le satellite... Nous sommes pour une coexistence avec la radio. Il y a étonnant d'observer aujourd'hui que ceux qui ont huri dans la rue « des fonds publics à l'école privée » veulent porter atteinte aux ressources des chaînes publiques. »

« Mais pourquoi ne pas avoir public plus restrictif ne serait-il pas acceptable ? »

« Si on lit les textes de l'exposition, le service public en aurait encore le nom, mais plus le contenu. On s'aperçoit que les projets sont très légers, qu'on n'a pas mesuré l'ensemble du système, la nécessité d'organiser la production et pas seulement des chaînes de télévision. Il y a une obsession politique qui n'est pas fondée sur des analyses économiques et qui conduit, au lieu d'une indépendance, à retourner à l'ancien régime. On a déjà eu tellement de lois rapides, et donc bâclées ! En définitive, c'est toujours la production qui est atteinte. Alors que l'enjeu majeur, c'est une production européenne capable de rivaliser avec... »

LA « 5 » REMPLACE SES PROCHAINS FILMS PAR UN TÉLÉFILM

Un téléfilm américain à grand spectacle en trois parties, les *Hommes d'argent*, avec Kirk Douglas, Christopher Plummer et Ann Baxter, sera mercredi 21 avril, mardi 22 et mercredi 23 avril sur la « 5 », à la place des trois films initialement prévus. Une modification de grille, communiquée à la hâte par la chaîne, le jeudi 17 avril, est la conséquence directe de l'arrêt du Conseil d'Etat condamnant l'article 4 du cahier des charges de la concession, relatif au cinéma.

NOUVELLE FORMULE POUR L'HUMANITÉ DIMANCHE

L'hebdomadaire de l'audiovisuel se transforme : le 17 avril paraîtra une nouvelle formule de l'*Humanité* Dimanche. Le logo du titre du journal a été modifié, la couleur habille désormais tout le journal, au lieu de huit dans la précédente formule lancée en avril dernier, le téléfilm en la radio passent de douze à seize pages. L'ensemble de la maquette - quarante-huit pages - est renouvelé. Les deux éditions sont les mêmes. La première, mise du jeudi, qui est principalement diffusée aux abonnés, mais aussi en province et dans les entreprises, comprend les nouvelles rubriques (« *Rencontre avec...* Roger Haaland, Ho Chi Minh, Charlie Chaplin », etc., ou « *Documentaire* : c'était en 19... ») et deux éditoriaux, dont celui de la *Revue* de la semaine dernière. L'*Humanité* Dimanche un véritable journal du septième jour, comporte une page une différente, douze pages d'actualité, des rubriques « sport », « d'écologie ». Par ailleurs le samedi et le dimanche, elle est plus particulièrement diffusée à Paris et dans le grand bassin (Le Havre, Orléans, Reims). La diffusion de l'*Humanité* Dimanche est essentiellement par les milices, selon la direction, de deux mille exemplaires en moyenne.

l'Amérique du Nord et du Sud. La succession de lois finit par... les décisions d'investissement ne sont pas prises parce qu'on ne sait pas qui a la légitimité pour les prendre.

« On accuse souvent, au sein des chaînes, public de l'audiovisuel, public de l'audiovisuel. »

« Au sein international, nous ne sommes pas mal placés par rapport aux grands pays européens (je remarque d'ailleurs que dans tous les grands pays européens, il y a un service public avec plusieurs chaînes). Il y a toujours des possibilités. C'est un développement, et donc créateur d'emplois. Mais nous n'avons aucune garantie que le privé fera mieux que le public. »

« La nouvelle majorité, s'appuyant notamment sur la presse, veut que l'Etat ne doit pas être entrepreneur d'information et de culture. Qu'en dites-vous ? »

« La redevance, c'est 7,5 milliards de francs. Les aides à la presse écrite, ce sont 5 milliards de francs, et c'est une bonne chose pour le pluralisme. L'Etat et les collectivités locales subventionnent la diffusion culturelle. En matière de médias et de télévision, le rôle spécifique d'un service public, c'est de favoriser des choses que le privé ne fera pas : aide aux jeunes talents, aide à la création, variété de la qualité, etc. En matière d'information, le type de consommation n'est pas le même que le journal qu'on achète avec le poste de télévision qu'on

allume. Il est bon qu'il existe un secteur public, indépendant du gouvernement, qui soit un facteur de pluralisme et de démocratie. »

« Prévoyez-vous des actions ? »

« Les lois, en général, ne nous mettent en cause le statut social des salariés. Nous sommes d'abord un syndicat de personnel, nous avons la mission de défendre une politique contractuelle. Nous demandons le maintien de l'emploi, le maintien de notre convention collective, la négociation d'une convention nationale public-privé, des mesures pour la formation professionnelle, les services sociaux, la mobilité inter-entreprises. Aucune action n'est prévue, et je ne pas répondre aujourd'hui, avant qu'on ne soit entré dans le débat. »

« Envisagez-vous des grèves nationales ? »

« Ce n'est certainement pas à exclure. Cela dépendra de la nature des propositions gouvernementales, qui forment un tout, et que l'on apprécie comme un tout. Chaque fois, dans le passé, qu'on a voulu faire une grève, il y a une grève. Y compris, par trois fois, avec un gouvernement socialiste. J'invite les dirigeants actuels à y réfléchir. »

« C'est une menace ? »

« Nous n'irons pas tranquillement à l'abattoir. Nous défendrons nos outils de travail. »

Propos recueillis par YVES AGNÈS.

RECEVANT LES PRODUCTEURS D'IMAGES

M. Léotard lance la concertation

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a reçu le 17 avril une soixantaine de personnalités représentatives des milieux professionnels du cinéma et de la production audiovisuelle, parmi lesquelles MM. Jean-Paul Belmondo, Gérard Oury, Jean-Claude Carrière, les producteurs Yves Rousset-Rouard et Alain Poiré... Cette première « table ronde » était la première d'une série de rencontres et de télévisions : elle s'inscrit dans le cadre de la préparation du projet de loi sur l'audiovisuel, qui pourrait être soumis, le 7 mai, au conseil des ministres.

De leur côté, les professionnels du cinéma demandent le strict maintien des conditions de programmation des films à la télévision. Ils demandent aussi que la future loi nationale de la communication, soit en partie composée de professionnels choisis sur proposition des organisations représentatives. Ils insistent sur le fait que la privatisation soit limitée à une seule chaîne de télévision, afin de conserver un équilibre entre secteur public et secteur privé de la télévision.

A l'issue de cette « table ronde », M. Léotard a poursuivi la discussion. Elles traitent de la protection du cinéma, des conditions de diffusion de la publicité à la télévision et du développement de la création et de la production audiovisuelle.

Au cours de ce premier échange de vues, M. Léotard a rappelé que le cinéma français, qui est le second de la production audiovisuelle dans le monde, avait récemment renforcé et non amoindri de la mutation audiovisuelle.

CHAILOT
ARLEQUIN POLI PAR L'AMOUR LA TÊTE NOIRE
MARIVAUX • LESAGE • DANIEL SOULIER
THÉÂTRE GÉMIER
Du 9 avril au 10 mai 20h30 47 27 81 15
Les 15, 17, 22, 24, 29 avril et 6 mai à 14h
Dimanche à 15h - Relâche dimanche soir et lundi

CABARET
DES CHAMPS-ÉLYSÉES
NOUVELLE REVUE
Flash
78 CHAMPS-ÉLYSÉES
DINER-SPECTACLE
CLAUDETTE WALKER • YVES VALETTE
DOMINIQUE

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Le Directeur de Banque
Devenez le conseiller privilégié de vos clients

EXPLOITANT ENTREPRISES
Classe I & V R.M. VM11684 C

EXPLOITANT PARTICULIERS
Classe I & V R.M. VM11684 D

DE JACOB DELAFON
Picardie
RESPONSABLE DE LA FONDERIE R.M. VM51677 C

SONY
L'innovation technologique au cœur de l'avenir
2 INGENIEURS PROCEDES
Procédés "Electronique"
Procédés "Mécanique" R.M. VM301600 G
R.M. VM301600 H

CHEF D'ATELIER
Ligne d'insertion automatique de composants R.M. VM301600 D

ACHETEUR COMPOSANTS ELECTRONIQUES R.M. VM301600 C

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA ZURICH LONDRE MADRID MONTREAL TOKYO

egor

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
SAINT-HONORE LUXE
Rénovation 17.500 F le m²
de 55 à 120 m²

3^e arrdt
ETIENNE-MARCEL
3 pièces à rénover
Pr. 350.000 F - 43-38-38-38

5^e arrdt
METRO JUSSIEU
Bon imm., bati, sur rue, 5^e ét.,
4 p., entrée, cuis., baign., dou-
che, wc, etc. 700.000 F.
Vie semé, 12 h à 16 h 30
St-Germain, sans, dlm., lundi,
14 heures à 17 heures.

6^e arrdt
ODEON, CALME
APPT D'ARTISTE, 55 m²
CHAMBRE ET CARACTERE
3-4 p., petit salon, grande cuisine,
poutres apparentes, etc. de l'imm.
à rénover. 700.000 F.
Vie semé, 12 h à 16 h 30
14, rue des Quatre-Vents-6.

12^e arrdt
26, PLACE NATION
3 p., 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc,
Vend., samedi, 14 h à 18 h.

M. LEDRU-ROLLIN
Imm. réel et virt. 2 p.,
cuis., b., s., p., lav., etc.
14, RUE D'ALGER
Samedi, dlm., 15 h à 18 h.

15^e arrdt
N° VOLONTAIRES
Imm. réel, 11 et 7^e ét., selon,
1 chambre, entr., cuis., b.,
235, RUE DE VALGUYON
Samedi, dlm., 14 h à 17 h.

15^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

15^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

16^e arrdt
MUETTE
LUXUEUSE RENOVATION
3 p., 2 ch., 2 s., 2 b., 2 wc,
Vend., samedi, 14 h à 18 h.

17^e arrdt
BD MALESHERBES
Bel imm., p. de 100 m²,
appartement tout est, 2 ch.,
plus 2 chambres de service
Téléphone : 48-83-48-78.

18^e arrdt
VUE SUR SACS-COUL
+ ch., 53 m², 4 p., 2 ch., 2 s.,
450.000 F. Paris - 48-83-77-88.

18^e arrdt
41, RUE PETIT
3 p., imm. mod., 430.000 F
Samedi, 14 h à 18 h
42-82-87-88, matin.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

18^e arrdt
VAL-DE-MARNE
APPT NEUFS dans imm.
grande pièce de 20 m², 2 ch.,
3 p., 2 ch., indiv. Livrées de suite.
CHARENTON-ECOLE
App. NEUFS 2 et 4 p., ch., in-
div. Prix convenable et prêt
THOMAS 48-83-12-11.

appartements

ORPI
recherche tous appartements
REALISATION RAPIDE
ORPI - 43-27-83-83

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère, appart. et hôtels
part. dans quartiers résid.,
célébrant comp. chez nous
Téléphone : 48-44-44-48.

locations
non meublées
offres

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

Paris
Pour clientèle et milieu inter-
médiaires, appart. de 2 à 5 p.,
Paris et environs, loyers élevés
acceptés. 43-07-12-44.

capitaux

Si vous êtes à la recherche d'un
CONTACT EN SUISSE
un homme de confiance,
sérieux, dynamique et de bonne
réputation, polytechnicien, dispo-
sant d'une infrastructure com-
merciale et bancaire, serait à
votre disposition pour transac-
tions en tout genre. Toute pro-
position sera traitée
confidentiellement.
Ecrire sous pli fermé à :
Publicité 7002 Luxembourg CH.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois sa-
laires bien rémunérés, à tous
les Français avec ou sans
diplôme. Demandez une docu-
mentation (gratuite) sur la
recherche d'emplois.
Ecrire sous pli fermé à :
B.P. 1000 PARIS CEDEX 08.

automobiles

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

ventes

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

de 5 à 7 C.V.
LANCIA PRIMA 1500 17 cv
modèle 84, 33.000 km
7^e mar., bleu marine. Vitrée
sérieuse, parfait état.
Prix Argus
Tél. 48-81-19-04.

LE CARNET DU Monde

Mariages

Chantal LE POLL
et Jean-Gabriel NORDMANN
sont heureux de faire part de leur
mariage ce jour.

40, rue Claude,
75003 Paris.

Décès
On nous prie d'annoncer le décès
le 11 avril 1986, dans sa quatre-vingt-
sixième année, de

M. Jean-Jacques ANSTETT,
agréé de l'Université,
docteur en lettres,
professeur honoraire
de l'université de Lyon,
chevalier de la Légion d'honneur.

« Saigner, entre toi et moi et Te
colère, c'est la mort de Notre Sei-
gneur Jésus-Christ que je mets. »
Assommoir de Camille Zola.

Un service sera célébré le mardi
15 avril 1986, à 10 heures, en l'Eglise
réformée, 10, rue Lantier, Lyon.

Emmanuel Anstett,
180 allée D, cours La Fayette,
69003 Lyon.

M. Monique Bonin,
M. Honoré Bonin,
M. Bertrand et Olivier Bonin,
M. Edmond Bonin,
ont le plaisir de faire part de leur
mariage ce jour.

général de corps d'armée (CR),
Paul BONDES,
grand-croix de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 22 avril à 10 h 30 en l'Eglise
Saint-Louis des Invalides.

6, rue de Belloc, 75007 Paris.

M. Jacques Corbier,
M. et Mme Claude Corbier,
Leurs enfants, Francis, Alice, Didier
et sa fiancée Corinne, Mamelle,
M. et Mme Daniel Ollivier-Corbier,
Leurs enfants Francis, Paul, Océane,
M. et Mme Daniel Ollivier-Corbier,
Leurs enfants Christine, Axel, Serge,
M. et Mme Jacques Corbier-Jobé,
Leurs enfants et petits-enfants,
Stockholm,
ont le plaisir de faire part de leur
mariage ce jour.

M. Jacques CORBIERE,
née Andrée Corbiere.

« Aimer, vous les uns, les autres
comme je vous ai aimé. »
Jean 13, v. 1.

« Maitresse, un jour, j'ai
dormi : la foi, l'espérance et
l'amour, mais la plus grande des
trois est l'amour. »
1 Corinthiens 13, v. 13.

« Belles »,
79150 Argenteuil-Château.
108, avenue du Casino,
69890 La Tour-de-Salvagny.
5, rue de la Bonne-Aventure,
78000 Versailles.
« Maitresse », 43, D 221,
Schwalbach-Taunus, RFA.
18, rue Pierre-Demours,
75017 Paris.

M. Daniel Dalmayda
et sa famille,
M. Pierre Picard
et sa famille,
M. Jean-Pierre Gaudin,
M. Catherine Milon-Picard
ont le plaisir de faire part de leur
mariage ce jour.

M. Anne-Marie DALMEYDA,
née Picard,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance.

« Selon sa volonté, les obèques ont eu
lieu le 11 avril 1986 à Paris, le ven-
dredi 11 avril 1986 à Paris.

38, rue de Général-Delort,
75016 Paris.

M. Gilbert DEDÉ,
secrétaire collaborateur du service
au journal Le Monde

survécu le 15 avril 1986.
L'inhumation aura lieu le mardi
21 avril 1986 au cimetière de Levallois.
On se réunira à 15 h 15 à l'Église
principale.

JACQUES GAUTIER

« Bonnes d'années dans un bon
36, rue Jacob, Paris-6^e.
Tél. : 42-60-34-33.

Mariages

M. Paul Gilks,
Le professeur et M. Bernard Glo-
ria,
Leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Gilks, Rivet et Garcia
de Mayas,
ont le plaisir de faire part de leur
mariage ce jour.

Jeanne GHKA,
professeur à l'Ecole nationale
de musique,

survécu le 14 avril 1986, dans sa quatre-
vingt-cinquième année, après des ma-
ladies de l'Église.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu dans l'intimité à Elretat.

23, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
13, boulevard Fessigny,
37000

REPÈRES

Dollar : nouveau repli à 7,0960 F

L'annonce aux Etats-Unis d'une progression du PNB (+3,2 %) supérieure aux prévisions pour le premier trimestre n'a pas eu d'effet stimulant sur le dollar. Au contraire, la devise américaine a continué à s'affaiblir, mercredi 18 avril, sur toutes les grandes places financières internationales, pour coter 7,0960 F (contre 7,1220 F la veille à Paris) et 2,2250 DM (contre 2,2396 DM). Dans la matinée, le billet vert était même tombé un peu plus bas, respectivement à 7,0650 F et à 2,2130 DM. Les cambistes attribuent ce nouveau repli, essentiellement, à l'effet de ventes en provenance du Moyen-Orient, enregistrées ces derniers jours.

Croissance : nette accélération aux Etats-Unis

La croissance s'est nettement accélérée aux Etats-Unis pour atteindre 3,2 % durant le premier trimestre de 1988, contre 0,7 % au cours des trois derniers mois de 1987. Ce rythme, près de cinq fois plus rapide, est aussi le plus fort enregistré depuis un an (3,7 % de janvier à mars 1985). Il est lié à une progression des exportations, qui a représenté la moitié du gain de croissance et à une poussée des dépenses de consommation et de logement. Le résultat, susceptible d'être révisé, s'accompagne d'un nouvel affaiblissement de la hausse des prix, revenue, en taux annuel, à 2,5 % au premier trimestre, soit la plus faible augmentation depuis la deuxième trimestre 1987. Selon le sous-secrétaire d'Etat américain au commerce, M. Clarence Brown, les Etats-Unis devraient connaître, cette année, une croissance de 4 % grâce à la relance des exportations permise par le recul du dollar, au ralentissement de l'inflation facilitée par la baisse des prix pétroliers et à une réduction des taux d'intérêt.

Industrie mécanique : première hausse depuis quatre ans

La production de l'industrie mécanique française a crû de 1,8 % en (en volume), après un recul pendant sept ans de 12 %, selon les données de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM). Grâce à la reprise de 5 % du marché intérieur, le chiffre d'affaires a atteint 230 milliards de francs, dont 102 milliards d'exportation. L'emploi a chuté de 20 000 pour revenir à 589 000 salariés. Toutefois, les exportations ont stagné (+0,6 %), alors que les importations ont crû de 7,1 %, dégageant un excédent commercial net de 13,7 milliards en 1987, contre 17,4 milliards en 1984. La FIMTM note « une perte de compétitivité » et réclame des mesures fiscales sur les investissements pour relancer le marché. On estime, en outre, nécessaire de remettre à niveau le système français de financement et de garantie des exportations.

Métallurgie : diminution de 20,4 % des effectifs en dix ans

La Fédération FO de la métallurgie a rendu public, le 18 avril, l'évolution des effectifs salariés dans cette branche selon l'INSEE. Elle qu'elle a été communiquée à la commission nationale de l'emploi de la métallurgie. « Après une baisse de 3,4 % en 1983 (81 773 emplois supprimés), indique FO, on a enregistré une nouvelle baisse de 4,05 % en 1984 (- 94 534 personnes). » En dix ans, les effectifs de la métallurgie sont passés de 816 101 à 224 182, soit une diminution de 20,4 % (674 919 emplois). « Cette baisse montre aussi que c'est par des ouvriers (69,8 % des effectifs) que la réduction s'est faite », continue régulièrement à diminuer. Elle représente 68 % des emplois de la métallurgie il y a quinze ans. La part des ingénieurs, au contraire, progresse, en passant de 5,2 % en 1973 à 8,7 % en 1984 malgré une baisse en 1983 et un recul de 1,7 % en 1984.

Pétrole : forte progression des importations aux Etats-Unis

Les importations de pétrole aux Etats-Unis ont progressé de 18,2 % au premier trimestre de cette année par rapport à la même période de 1987, alors que la production nationale a stagné, selon les statistiques que vient de publier l'American Petroleum Institute. La production a atteint 8,9 millions de barils par jour en moyenne (-1,6 %) et les importations 4,8 millions de barils par jour. Même si la moitié de cette hausse s'explique par le très faible niveau des importations de 1987, elle donne une (première) indication sur les difficultés des producteurs texans confrontés à la baisse des prix de l'or noir.

SNCF : 10 000 suppressions d'emplois selon la CFDT. Arrêts de travail en perspective

La Fédération des cheminots CFDT craint que la direction de la société nationale n'annonce des suppressions d'emplois, qui pourraient atteindre 10 000, au comité central d'entreprise prévu pour le lundi 21 avril. La CFDT appelle à des arrêts de travail pour le mercredi 23. La CGT a déjà appelé, de son côté, à une « semaine d'action » du 21 au 24 avril. La direction ne confirme pas ces chiffres et indique que le comité d'entreprise sera appelé à prendre en compte les résultats modestes du début d'année (baisse de 8 % du trafic marchandises).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-USA	7,1200	7,1200	7,1200	7,1200
SE-DM	2,2250	2,2250	2,2250	2,2250
SE-YEN	160,00	160,00	160,00	160,00
SE-GBP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-AUS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NZD	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SFR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ESP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ITL	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-JPY	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-CHF	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NOK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SWE	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-DKK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SEK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-FIM	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ISK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-PLN	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-CZK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-HUF	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-RUB	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TRY	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-PEN	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-THB	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MYR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-IDR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-PHP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-VND	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-LAK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-KIP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-BUR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MW	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MZ	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-BW	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ET	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SD	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-UG	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ZW	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-BY	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-GE	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-AM	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TG	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-BJ	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ML	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-GN	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SL	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-LC	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-VG	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-FJ	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-KY	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-PK	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-VU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NF	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-WS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TX	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-FI	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-JE	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-MA	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-GM	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-BA	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NE	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-SE	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-TO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-VA	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-AN	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-AB	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-NO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OR	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OW	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-ON	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OL	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OM	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OS	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OT	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OU	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OO	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
SE-OP	1,5000	1,5000	1,5000	

AFFAIRES

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

« L'Etat privatise des entreprises en commençant par y reprendre un pouvoir total »

nous déclare M. Michel Charzat (PS)

M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, président du Haut Conseil du secteur public, organisme créé par la loi de nationalisation de 1982, est chargé d'apprécier le fonctionnement des entreprises nationales et de conseiller le gouvernement. Le Haut Conseil comprend 10 parlementaires, 5 syndicalistes et 5 représentants de l'Etat. La loi de 1982 n'étant pas abrogée, cet organisme est maintenu, mais les membres parlementaires vont changer, ce qui entraînera l'élection d'un nouveau président.

« Le gouvernement a déposé un projet de loi sur la privatisation qui sera discuté à l'Assemblée à partir du mardi 22 avril. Ce projet vise à la procédure retenue ?

« La loi ouvrira une période de cinq ans pour dénationaliser. Cela évite la précipitation, mais cela laisse les entreprises dans l'incertitude. C'est là que réside à mon avis le risque le plus grand : celui de la paralysie des décisions. Quand telle ou telle sera dénationalisée ? Comment ? Quels seront les nouveaux actionnaires ? Il sera mal commode pour les dirigeants de prendre des décisions importantes pendant cette période transitoire, qui durera des mois, voire des années. Quelle sera la réalité de leur liberté de gestion dans ce contexte ?

« Ces délais risquent d'être mis à profit par la technocratie étatique pour renforcer sa tutelle. La bonne santé retrouvée depuis deux ans, le caractère des dirigeants et les contrats de plans avaient émancipé les entreprises. Elles ont gagné leur autonomie de gestion. La dénationalisation ris-

que alors, paradoxalement, de provoquer un retour en force de l'étatisation. Remarque, déjà, comment, dans les nouveaux conseils d'administration, les personnalités qualifiées vont être exclues au profit des seuls mandataires de l'Etat. On privatise des sociétés en commençant par y reprendre un pouvoir étatique total. On indique que l'Etat n'est pas fait pour produire, pour justifier la dénationalisation, mais on réinstalle l'administration aux postes de commande.

Le danger de la défranchisation

« A la lecture du texte gouvernemental, pensez-vous toujours que la dénationalisation ne sera pas le contraire de la nationalisation, c'est-à-dire que l'opération sera plus difficile à conduire ?

« Le recours aux ordonnances permet d'afficher une volonté de dénationalisation, tout en différant les transferts effectifs de la propriété publique au privé. Bref, le gouvernement s'est donné du temps, et il en faudra en effet. D'abord, parce que lors de la nationalisation il n'y avait qu'un seul acteur : l'Etat. Là, il y en aura plusieurs à trouver. Avec chacun, il faudra que les modalités de cession soient transparentes afin de ne pas léser la collectivité et d'éviter toute opération favorisant des intérêts particuliers. Le président de la République y veillera comme il l'a indiqué.

« Mais, au-delà de cette première difficulté, il faudra surmonter le danger de ce que M. Barre appelle la défranchisation des entreprises et des banques que l'on s'apprête à dénationaliser. Or les législations nationale et européenne permettent difficilement

de trouver une parade contre les achats par les groupes étrangers.

« Et d'un point de vue social ?

« C'est une autre difficulté : la distribution des postes d'administrateurs salariés dans les nouveaux conseils d'administration des entreprises. Je me réjouis de voir que cette présence des salariés, qui a été positive, est conservée sous forme d'option.

« Mais, puisque le nombre de sièges va baisser de 6 à 3 ou 4, comment les répartir, et sur quelle base, dans le futur, désigner leurs successeurs ? Le texte du gouvernement ne le dit pas. En outre, il faudra trouver sur les marchés financiers 40 à 50 milliards par an, selon notre estimation, qui a été confirmée officiellement par le gouvernement. Cela risque de déstabiliser la Bourse et d'assécher les marchés financiers.

« Le président de la République a tenu à distinguer les nationalisations de 1982, ayant fait l'objet d'un contrôle constitutionnel, de celles de la Libération, qui ne l'ont pas fait. Il y aura donc aussi des obstacles juridiques ?

« Le projet de loi appelle sans doute des améliorations sur le plan juridique. D'abord, il renvoie aux lois de 1945, 1946, 1982, etc., sans tenir compte que, depuis, de vastes réorganisations ont eu lieu, et que le nom même de certaines sociétés a changé. Le Haut Conseil aurait pu être utilement consulté à ce propos. Mais, en sus, le projet installe en France trois types d'entreprises publiques : les non-privatisables comme la SNCF ou Renault - elles sont deux cent soixante - les privatisables comme Thomson ou Suez - elles sont trois cent cinquante, - dont certaines conserveront des

éléments de leur statut précédent (celui de la démocratisation) et d'autres pas. Enfin, sur le plan des principes, on fera certainement observer qu'une dénationalisation par ordonnances rompt avec « le parallélisme des formes » puisque les nationalisations ont fait, elles, l'objet d'une loi.

« Le périmètre fixé par la loi et les modalités de privatisation fixées par ordonnances, le gouvernement espère-t-il ainsi franchir ces obstacles ?

« Reste qu'il faudra arbitrer entre deux possibilités : la vente des actions et les augmentations de capital réservées aux investisseurs privés. L'augmentation de capital est la seule technique qui concilie la volonté de privatisation et l'intérêt de l'entreprise, surtout lorsqu'elle accompagne une opération stratégique comme la signature d'accords internationaux. Mais elle doit être conduite par l'entreprise elle-même.

« La cession d'actifs est, en revanche, la seule qui rapporte de l'argent à l'Etat. Mais encore faudrait-il alors ne pas s'en servir pour financer des dépenses courantes, comme en Grande-Bretagne. La tentation sera forte et le risque élevé. Cela affaiblira, en cas de vente par appartement par exemple, la cohérence des entreprises et mettra en cause les équilibres et les objectifs atteints depuis quelque temps.

« La nationalisation a permis une gestion souple et efficace. Il serait inacceptable que l'on perturbe gravement le fonctionnement d'entreprises industrielles et bancaires confrontées à la concurrence internationale. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

LE REPLI DES COURS DU CAFÉ

Un correctif à la surévaluation de la sécheresse brésilienne

Le café a littéralement « bu la tasse » le 15 avril, chutant de 148 livres sur le marché de Londres (à 2 165 livres la tonne), tandis que, à Paris, il cédait d'un coup à 115 francs (à 2 525 francs le quintal). Ce retournement brutal, confirmé en grande partie depuis lors, a suivi la révision à la hausse par l'Institut brésilien d'études agricoles (IEA) de l'estimation de récolte dans l'Etat de Sao-Paulo.

Initialement fixée à 1,8 million de sacs de 60 kilos (contre 7 millions de sacs environ l'an passé) en raison de la terrible sécheresse qui, l'hiver dernier, a décimé des milliers de caféiers, cette récolte est évaluée aujourd'hui à 2,96 millions de sacs. Si l'Institut brésilien du café (IBC) a immédiatement contesté ce chiffre, il n'a pu empêcher les opérateurs de spéculer sur la baisse des cours. Les spéculateurs ont immédiatement révisé à la baisse leurs positions et d'acquiescer un mouvement de repli qui se dessinait depuis plusieurs semaines déjà. En l'espace de deux mois, les cours ont reculé de près de 25 %.

Spéculation

Ce retour de bâton corrige, en réalité, la hausse exagérée qui l'a précédé. Fin décembre, l'annonce d'une réduction de moitié de la production totale brésilienne (14 millions de sacs pour la campagne 1985-1986) avait projeté les cours du café vers des sommets inconnus depuis les gelées de 1977. Le 7 janvier, la cote à Paris culminait à 3 250 francs par quintal. Pris d'une réelle panique, négociants et torréfacteurs ont alors constitué des stocks substantiels, moyennant des achats soutenus sur le marché. La spéculation, il fallait s'y attendre, s'est mise à son tour sur le café.

En brûlant des terres « sacrées » de Parabana - dont le Brésil est le premier producteur mondial - le soleil a du même coup échauffé les esprits des opérateurs les plus rationnels. En janvier, la décision du maire de Sao-Paulo de supprimer le *caféinho* (petit café distribué gratuitement et à profusion sur les lieux de travail au Brésil) a fourni un nouvel élément d'inquiétude au marché.

Les difficultés rencontrées par la Colombie - deuxième producteur mondial - pour accroître ses ventes d'Arabica ont joué aussi. En effet, la congestion fréquente du port de Buenaventura, zone de transit du café, empêche Bogota de se substituer partiellement à Sao-Paulo. La flambée a été telle que l'Accord international du café n'a pu jouer son rôle d'éteignoir, malgré trois augmentations du quota global d'exportation, puis sa suppression totale, le 19 février.

C'est seulement début mars que les opérateurs ont pris conscience du caractère pour le moins prématuré de leurs achats. « Nous avons assisté à un mouvement de pure anticipation. A aucun moment le marché n'a jusqu'ici manqué de café », observe, amusé, un professionnel. Les négociants reconnaissent que les effets de la sécheresse ont été surévalués et qu'ils ne feront pas sentir sur les embarquements d'Arabica avant l'été prochain. Résultat : le marché du café s'affaiblit faute d'intervenants. Les torréfacteurs qui ont acheté au-delà de leurs besoins immédiats peuvent voir venir. « Ils ont une autonomie supérieure à un mois », s'accrochent à dire les courtiers.

Les pays producteurs, quant à eux, se tiennent momentanément à l'écart. « La plupart d'entre eux refusent de vendre au cours actuel, car ils espèrent un nouveau raffermissement d'ici à l'été », précise un analyste. Chez un important négociant en café, on recommande d'adopter une position baissière.

Jusqu'à quand ? « Il n'a pas gelé au Brésil depuis cinq ans, ce qui paraît anormalement long, répond M. Kohly, de la société Goldschmidt. Certains opérateurs se fondent sur l'observation des taches solaires pour prédire une vague de froid dans les zones de plantation entre juin et juillet... » Les opérateurs envisagent cependant avec prudence l'éventualité de nouveaux caprices du ciel. La baisse actuelle des cours traduit ainsi leur intention de réagir avec sang-froid, et sans contretemps, aux données fondamentales du marché.

ERIC FOTTORINO.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Reprise

Après un début de séance calme, le marché a repris son mouvement de hausse. Les actions ont progressé de 0,5 % en moyenne, les obligations de 0,2 %. Les taux de change ont également avancé. Les cours du dollar à New York ont atteint 175,40 à la clôture. Les indices boursiers ont tous enregistré une avance. Le CAC 40 a terminé à 1 176,40 points, en hausse de 10,20 points par rapport à la veille. Les indices étrangers ont également progressé. Le DAX allemand a avancé de 10,20 points à 1 176,40. Le Nikkei japonais a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices asiatiques ont également avancé. Le Hang Seng hongkongais a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices australiens ont également avancé. Le All Ordinaries a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices sud-africains ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indiens ont également avancé. Le Sensex a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices chinois ont également avancé. Le Shanghai Composite a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices coréens ont également avancé. Le Kospi a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le SET a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le PSE a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le HNX a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le IHSG a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le FTSE a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices brésiliens ont également avancé. Le Ibovespa a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices argentins ont également avancé. Le MERV a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices chiliens ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices péruviens ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices colombiens ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vénézuéliens ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices cubains ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices mexicains ont également avancé. Le IPSA a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices canadiens ont également avancé. Le TSX a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices américains ont également avancé. Le Dow Jones a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices européens ont également avancé. Le CAC 40 a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices asiatiques ont également avancé. Le Nikkei a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices africains ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices océaniques ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices polynésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices tahitiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices néo-zélandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices australiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices malaisiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices thaïlandais ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices philippins ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices vietnamiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 176,40. Les indices indonésiens ont également avancé. Le All Share a progressé de 10,20 points à 1 1

